

A.P.

ASSEMBLÉES POPULAIRES

SORTONS DU SILENCE

BRISONS NOS MURS

PRENONS NOS LUTTES EN MAIN !

TOULOUSE 2010

(seconde édition corrigée)

*Si vous ne voulez plus de cette brochure...
s'il vous plaît, donnez la ! Ne la jetez pas ! Merci.*

Table des matières

Adresse internationaliste d'un comité toulousain	3
Déroulé chronologique de la faim du mouvement : 1791 — novembre 2010... ..	5
Un peu d'histoire : d'où venons-nous ? et comment en sommes-nous arrivés là ?	5
L'histoire récente : de celle-là aussi il est nécessaire de se souvenir !	7
2008	10
2009	11
2010.....	12
Nous voulons être acteurs de notre histoire	14
Septembre	14
Octobre.....	18
Novembre	37
Depuis novembre	51
Bibliographie	57
Contributions individuelles	58
Un bilan personnel des A.P.	58
Témoignage d'Acashar	60
Témoignage de Mylène	64
Témoignage de Rachel	70
Témoignage de Tom	73

Clownerie au Mirail	76
Histoire d'assemblée	82
Poème	85
La soupe populaire : potion magique de résistance !	86
Transcription : Le Travail	89
Avant tout qu'est-ce que le travail ?	89
En quoi le travail est-il un problème aujourd'hui ?	90
Chronique et analyse des luttes sociales de l'automne 2010 dans le département du Gers	97
Les formes du mouvement social dans le Gers	98
Le mouvement des assemblées populaires (MAP).....	100
Épilogue.....	102
Conclusion.....	102
Sous le fouet des crises ... la rue !	103
Annexes :	
Tracts du mouvement.....	107
Que faire ?	118

Adresse internationaliste d'un comité toulousain

CAMARADES, VOUS trouverez ici notre cumul d'expériences sur le mouvement dit « des retraites ». Il est constitué à la fois de témoignages personnels mais aussi d'une chronologie historique à plusieurs mains. Cette brochure est un moment important de notre action. Il s'agit de profiter du reflux momentané pour saisir la racine des problèmes rencontrés et des solutions que nous avons essayé de mettre en avant. Il s'agit de graver dans le marbre et de diffuser le plus largement possible (merci aux éventuels traducteurs) notre constat. Ces leçons pour notre futur, faisons-les partager à tous ceux qui veulent sortir de l'atomisation, de la dispersion.

L'agir est forcément réflexif ; et le temps de l'efficacité, de la participation à des actions massives ne doit pas gommer la sérénité et la force de construction de la pensée critique. Nous sommes encore une poignée : une vingtaine de permanents, dont quelques politiques de la CNT-AIT et de la Gauche communiste. Nous étions environ 500 en fin de manifestations et une centaine à discuter en cercle pendant deux heures le samedi 6 novembre sur la place Wilson. Nos deux assemblées — celle de *Ponzan* le dimanche et celle de *Saint-Sernin* la semaine — ont vu passer nombre de curieux.

Alors, face à la morgue des dominants, nous déclarons : le syndicalisme constitue un rempart bourgeois puissant. À *contrario* des années 1900, où la CGT et les IWW sont nés et exprimaient la volonté de changer la vie, aujourd'hui le G8 intersyndical n'accompagne plus que la crise. En disant cela, nous ne saurions confondre les syndiqués honnêtes et combatifs avec ces syndicalistes qui détournent et asphyxient notre colère. L'État, béquille du capitalisme, a sauvé momentanément à grand renfort de nouveaux crédits ce système caméléon. Ce dernier n'a plus que du sang et des larmes à proposer à l'immense majorité de la population mondiale. Ses réformes, qui seront toujours présentées au nom de l'intérêt général, ne sont là que pour justifier la misère.

Ceci n'est donc qu'un minuscule début, sachant que le phénomène existe dans d'autres villes de France, et du monde. La lutte continue ; devenons-en des acteurs déterminés !

Déroulé chronologique de la faim du mouvement : 1791 — novembre 2010...

IL NOUS paraît nécessaire de rappeler que les ouvriers, les opprimés, hier comme aujourd'hui, se sont régulièrement battus pour améliorer leurs conditions d'existence.

Un peu d'histoire : d'où venons-nous ? et comment en sommes-nous arrivés là ?

Un peu d'histoire sur les luttes pour l'amélioration des conditions de travail de la classe ouvrière. Au XIX^e siècle, l'exode rural signifiait s'installer, dans les pays centraux du capitalisme, près des fabriques, des mines, et donc grossir les villes. En quittant le village, les individus laissaient derrière eux le soutien de leur famille, de la communauté voire de la paroisse. Ce premier prolétariat vit donc dans un extrême dénuement qui touche particulièrement ceux qui deviennent trop âgés pour continuer à vendre leur force de travail. Les prémisses du mouvement coopératif ont pour fondateur un industriel (patron) en Angleterre (Owen) qui a développé et mis en pratique des principes communautaires pour

des raisons philanthropiques et philosophiques ainsi que pour combattre la pauvreté qui touchait les ouvriers. En France :

« Les premières formes d'économie sociale sont apparues au début du XIX^e siècle pendant l'essor du capitalisme industriel. Malgré leur interdiction à cette époque par la loi Le Chapelier (1791), des ouvriers commencent à s'organiser en créant des sociétés de secours mutuels. Les premières servent aux paiements des enterrements, ensuite elles constitueront des fonds permettant de financer des jours de grèves. Elles s'étendront ensuite à la protection chômage et santé. Les sociétés de secours mutuels sont à cette époque attachées à une entreprise ou à un territoire, puisque la création part d'une initiative de mise en commun d'ouvriers proches afin de répondre à un besoin social. Ces particularités peuvent encore se retrouver dans la période contemporaine ¹. »

À la fin du siècle, sous la pression de mouvements ouvriers de plus en plus organisés, les États commencent à mettre en place des systèmes d'assistance. L'initiative revient au chancelier Bismarck (1815-1898) qui, pour contrer la montée socialiste, lance en 1881 un programme d'assurances sociales en déclarant péremptoirement : « Messieurs les démocrates joueront vainement de la flûte lorsque le peuple s'apercevra que les princes se préoccupent de son bien-être ». L'État qui se structure fortement au XX^e siècle va, dans les années 30 et surtout après la Seconde Guerre mondiale, passer en France du système d'« assistance sociale » au système de « Sécurité Sociale » ; ce dernier est « rattaché » à l'État qui collecte les cotisations. Par ce biais l'État national utilise cette manne pour développer un secteur médical et pharmaceutique concurrentiel vis-à-vis de ce même secteur des autres nations. Certains vou-

1. http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_l'économie_sociale

draient nous faire croire que la Sécurité Sociale est « une conquête de la lutte ouvrière, acquise à la fin de la Seconde Guerre mondiale ». C'est une falsification de l'histoire. Aujourd'hui, en fait, nous assistons à une remise en cause de l'« État providence », c'est-à-dire à une baisse des salaires, dans ce cas par le biais d'une remise en cause de la partie « salaire social ». Celui-ci a servi après la guerre à provoquer l'adhésion de la classe ouvrière de chaque pays à l'effort de reconstruction nationale. Ils (syndicats-État-patronats) ont créé le mythe d'un État-providence et d'une couverture sociale qui assure au citoyen la prise en charge de sa « couverture sociale » du « berceau à la tombe ». Les mesures keynésiennes favorisées par les États occidentaux semblent être la martingale magique : on favorise la consommation pour faire régner une certaine prospérité, cette dernière permettant la redistribution de miettes confortables et aliénantes. Sans oublier le pétrole, une ressource mirifique qui fait tourner les moteurs et produit plastiques, engrais et explosifs ! Mais la machine se grippe de nouveau dans les années 70. Les « spécialistes » l'appelleront d'abord la crise du pétrole (1974). Depuis, les différents gouvernements en négociations avec les partenaires sociaux n'ont pas arrêté de réduire nos salaires, entre autres en remettant en cause régulièrement des portions de l'État-providence. Les partenaires sociaux vont permettre au capital national de réduire ses coûts de production en baissant les salaires pour rester compétitif.

L'histoire récente : de celle-là aussi il est nécessaire de se souvenir !

En France les attaques spécifiques contre les régimes de retraite débutent en 1993. La réforme Balladur modifie alors le mode de calcul des pensions de retraite pour les salariés du privé. Leur montant doit être calculé en référence aux salaires des 25

meilleures années (auparavant, on comptait les 10 meilleures). Cette réforme qui passe au mois d'août ne suscite aucune protestation. Elle installait pourtant une nette division entre les secteurs publics et privés et une diminution conséquente des montants des retraites. Lorsqu'en 1995, Juppé veut charcuter la Sécurité sociale, l'Assurance maladie, les retraites des fonctionnaires et les régimes spéciaux (SNCF, EDF, RATP...), avec pour provocation ultime la restructuration de la SNCF, un mouvement social important est impulsé par la gauche. Des centaines de milliers d'ouvriers de la fonction publique sont entraînés derrière l'unité syndicale. Les centrales font alors une démonstration de contrôle total de la lutte. La soi-disant victoire claironnée (retrait du « plan SNCF » et de certaines mesures contre les retraites) maquille la dure réalité : « la bourgeoisie a fait passer l'essentiel de ses attaques sur la Sécu ». Ce mouvement a surtout redoré le blason de ces pompiers sociaux que sont les syndicats. Le gouvernement de gauche (PC, PS, VERTS) qui sortira des élections cette même année ne reviendra sur aucune des mesures prises par les gouvernements de droite précédents. Il faut rappeler qu'à la fin des années 80, des coordinations (enseignants, cheminots, infirmières) étaient apparues et avaient légèrement égratigné le monopole des syndicats ! Enfin, les partis de gauche ont eux aussi profité de l'aubaine pour faire oublier leur politique anti-ouvrière des années 80. Un cheminot de la gare du Nord résume l'affaire : « Je me demande si finalement on ne s'est pas fait avoir, si cette grève n'était pas un leurre. [...] Il aurait fallu un idéal de société, on ne l'a pas. » (*Libération* du 23 janvier 1996). Au cours de la campagne électorale de 2002, Chirac comme Jospin annoncent une nouvelle contre-réforme. Le nouveau gouvernement présente son projet le 18 avril 2003. Commence alors une mobilisation qui va durer 2 mois. Son ampleur est conséquente. Le 13 mai, journée majeure avec ses 8 millions de grévistes et ses 2 millions de manifestants, pouvait constituer un puissant levier pour une grève massive. Mais la CGT veillait et fit tout pour

empêcher les reconductions, notamment à la SNCF, évitant ainsi que les luttes ne s'étendent en dehors de l'Éducation Nationale. Un mois plus tard, le 12 juin à Marseille, les quatre responsables confédéraux Bernard Thibault (CGT), Marc Blondel (Fo), Alain Olive (UNSA) et Gérard Aschiéri (Fsu) étaient en tête d'une autre manifestation avant de prendre la parole sur une estrade érigée sur un large trottoir devant le stade Vélodrome interdit d'accès par le maire des lieux : « Il faut faire bouillir la marmite, continuer et amplifier la mobilisation, nous n'avons pas d'autre choix », avait scandé Thibault. Quant à Blondel, il avait annoncé qu'il « maintenait sa proposition d'appel à la grève générale ».

Paroles, paroles, paroles... Il fallait occuper le terrain médiatique pour maintenir l'espoir d'une victoire dans la tête des ouvriers. C'est à ce moment-là qu'ils se sont mis d'accord pour commencer à disloquer « le mammoth » (l'Éducation Nationale), plus grosse entreprise de France. Les enseignants, touchés par la loi de « décentralisation » (passage de 150 000 personnels ATOSS à la gestion départementale ou régionale), n'ont pas su dépasser leur corporatisme, faute d'expérience et de confiance. Ils n'ont pas compris que leur pire ennemi n'était pas le CRS, le MEDEF ou TF1, mais ceux qui les conduisaient sans cesse dans l'impasse des actions bidon. Ainsi jeter en chœur le livre du ministre pouvait défouler, être spectaculaire médiatiquement, mais c'était un gaspillage d'énergie nécessaire à rechercher la solidarité, à convaincre les autres secteurs de rentrer en lutte. Certes, des comités de grève, des AG imposantes — à l'Université Toulouse II-Le Mirail, elles regrouperont jusqu'à 900 enseignants — (et même une coordination provisoire nationale) ont fleuri. Mais ces moyens de lutte ont surtout dévoilé la forte emprise du syndicalisme de base, à coloration trotskiste. En 2010, ces derniers qui adorent le sens du poil et la géométrie variable, se sont souvent réfugiés derrière leurs mentors syndicaux respectifs ! Heureusement, il y eut la victoire anti-CPE. Plusieurs manifestations massives entre janvier et avril

2006 contraignent ainsi Dominique de Villepin (Premier Ministre) au retrait de son projet « Contrat Première Embauche » de précarisation encore plus poussée des jeunes nouvellement embauchés. Une trentaine d'universités étaient bloquées mi-mars et des lycées connaissaient également des perturbations dues à l'exceptionnelle mobilisation des jeunes et à l'organisation en AG quotidiennes des étudiants. Suite à l'appel de ces mêmes étudiants à la mobilisation des salariés et des retraités qui ont répondu en masse en participant à des manifestations, nous avons montré que nous pouvions nous mobiliser contre ce qui nous touchait directement ou nous indignait. Cette fois, la mobilisation de toutes les générations a permis d'enrayer la marche vers une précarisation accrue. Cette victoire a montré aussi à l'État qu'il fallait isoler la « jeunesse » du reste du monde du travail.

2008

Pour la première fois, la population urbaine dépasse la population rurale sur notre globe. Un milliard d'humains meurt dans des taudis². — Crise des « subprimes » et chute de Lehman Brothers : pour faire face à la catastrophe financière, les États injectent des centaines de milliards de dollars pour sauver les banques, et laissent filer les déficits pour soutenir leur système. On soigne donc un excès de dettes par un surcroît de crédits, autrement dit on augmente les doses de poison pour sauver le toxico ! Dans bien des pays, le déficit budgétaire dépasse aujourd'hui 10 % du PIB alors que, selon le FMI, les dettes publiques frôlent les 100 % du PIB dans les pays centraux du capitalisme. Malgré cette fuite en avant, le chômage de masse à deux chiffres est de retour. Alors, allons-nous assister à la disparition de la Communauté Européenne ou à « l'implosion ultime » de tout

2. Voir à ce sujet l'excellente mise au point : Mike DAVIS, *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2007.

le système dans des convulsions de plus en plus barbares ? — En octobre 2008, pendant dix jours, les AG massives (autour de 500 personnes) de « Météo en colère » montrent un avant-goût de ce qui allait se jouer en 2010 : un noyau d'ouvriers essayant de populariser, d'étendre le combat, de rechercher la solidarité alors que la majorité était encore dans l'expectative et le manque de confiance, encouragée par les discours corporatistes syndicaux ! Un autre aspect significatif du conflit a été dévoilé : plus personne n'est à l'abri de la précarité, même l'ingénieur ultraformé !

2009

29 janvier

Les manifestations contre la dégradation de nos conditions de vie (la crise frappe de plus en plus fort) réunissent 80 000 personnes à Toulouse et plus de 2 millions de manifestants dans toute la France. Le 19 mars, il y en aura 3 millions mais toujours sans lendemain. Les confédérations font leur show pendant que les masses défilent.

19 mars

Nous avons été déjà plus de 3 millions dans la rue le 19 mars 2009. On pouvait à l'époque dresser le constat suivant : les initiatives, les différents collectifs qui ont fleuri durant l'année en parallèle au travail de sape syndical, avaient constitué une première tentative de « dépasser le corset corporatiste ». Il y a eu également la recherche d'autres moyens de pression — « désobéissance scolaire, voire civile » — par rapport à la claque reçue lors de la fin du mouvement en 2003 et à la « mollesse » des partis et syndicats de la « gôche » capitaliste. Mais aussi plus d'interrogations sur l'avenir. Nous n'avons pas su aller plus loin et briser le jeu de l'encadrement syndical : les meilleures tentatives restent le comité « Interluttes » ou les « collectifs de parents » qui ont essayé

d'établir des ponts entre différents secteurs ! Ceci, sans oublier les luttes au niveau international (Guadeloupe, Grèce, Chine)... et celles médiatisées car isolées mais dures (style « Conti — Goodyear — Molex — Freescale) où les ouvriers ne pouvaient qu'espérer toucher une grosse prime de licenciement ³. Enfin, que dire des phénomènes de désespérance d'une fraction « jeune » de la classe, qui risque de s'enfermer dans la violence minoritaire (Cf. Strasbourg, Poitiers) ! Ceci allant de pair avec l'achat de notre « temps de cerveau disponible » à travers les écrans et leur puissance extraordinaire nous gavant et nous lavant la matière grise à souhait ! Cette atomisation sociale, ce délitement des anciennes solidarités, ces « nouvelles » conditions de travail conduisent ainsi certains salariés à se suicider. C'est un symptôme clair d'une destruction importante mais non irréversible de la conscience de classe. Nous sommes confrontés à un manque de perspectives pour l'instant pour la majorité des cas, même si de toutes petites minorités tentent de se regrouper face aux conséquences de la crise qui s'aggrave depuis la fin des années 60. Pour beaucoup, nous assistons à un repli sur soi qui pousse certains à espérer que le prochain mauvais coup l'épargnera encore. Et si c'est le cas, le manque de perspectives nous pousse à nous en remettre aux spécialistes officiels des marchandages sociaux. Mais fin 2010 en France et dans beaucoup d'autres pays, le fait de descendre dans la rue a commencé à redonner le goût de la révolte à de plus en plus d'entre nous (créations d'assemblées). La difficulté ne nous fait pas peur même si le chemin est long et semé d'embûches ; c'est ce dont nous allons tenter de nous souvenir.

2010

Avec ses 1,355 milliards d'habitants, ses 700 millions de forçats et son bas de laine de 2 400 milliards de dollars, l'usine du

3. Voir « Z », revue itinérante de critique sociale, numéro 3, printemps 2010, contact : www.zite.fr

monde devient la deuxième économie de la planète. Depuis 2005, Pékin permet aux USA de s'endetter en achetant en moyenne un milliard de dollars par jour de bons du Trésor américain. Ces deux colosses se tiennent par la barbichette. À Dubaï : l'achèvement de la tour la plus haute (828 m) du monde marque la fin du mirage ; l'émirat est désormais perclus de dettes.

14 janvier

Fillon (1^{er} Ministre) présente la « réforme » des retraites à la presse.

16 février

Les centrales syndicales annoncent des ripostes importantes.

23 mars

L'intersyndicale (qui regroupe tous les syndicats, sauf FO) provoque la première journée d'action (JA) contre la réforme des retraites, (800 000 personnes d'après la CGT).

12 avril

Début des concertations gouvernement/syndicats.

26 mai

Rebelote, on prend les mêmes et on recommence. L'intersyndicale appelle à une journée d'action selon les mêmes modalités et mots d'ordre. Il y a une très légère hausse des participants (un million), mais l'atmosphère est toujours marquée par le manque d'espoir.

Jeudi 24 juin

Deuxième JA, deux millions de manifestants revendiqués par les syndicats. Ces derniers pensaient porter le coup de grâce ; une

journée à la veille des vacances ne pouvait être qu'une sorte de « manifestation enterrement », puisque l'été se profilait. Mais, le jour dit, ce 24, des centaines de milliers de travailleurs, de chômeurs et de précaires sont dans la rue. Et l'ambiance change : la colère, le ras-le-bol grandissent. Pourquoi ? Depuis l'accélération de la crise en 2008, la pauvreté et l'injustice n'ont cessé de croître. **Cette réforme des retraites devient un symbole**, celui de la nécessité de stopper la dégradation brutale des conditions de vie. Les syndicats décident donc de continuer à occuper le terrain et annoncent dès le lendemain une nouvelle journée « d'inaction » pour la rentrée. FO se joint à l'Intersyndicale, « unie » maintenant. D'autres événements continuent d'alimenter l'indignation ouvrière, comme « l'affaire Woerth / Bettencourt », Éric Woerth n'étant autre que le Ministre chargé de la réforme des retraites. Le sentiment d'injustice est profond : la classe ouvrière doit accepter une dégradation de ses conditions de vie alors que les puissants continuent de s'enrichir.

Nous voulons être acteurs de notre histoire

Septembre

Mardi 7 septembre

Quatrième JA, près de trois millions de manifestants selon les syndicats ; des appels à la grève reconductible commencent à se répandre. Face à l'ampleur de la grogne et à l'importance de la mobilisation, l'Intersyndicale réagit. Elle annule la manifestation du samedi, écarte la possibilité d'une grève reconductible mais annonce une nouvelle JA dans les 15 jours suivants. Il s'agit de

casser la dynamique, de temporiser. Ce « sens des responsabilités » de l'Intersyndicale sera d'ailleurs salué par les gouvernants.

Mercredi 15 septembre

Adoption en première lecture du projet de loi sur la réforme des retraites par les députés.

Fin août début septembre des militants de différentes organisations ⁴ et d'autres individus révolutionnaires sur Toulouse pensent que la situation permet d'être mieux entendus. Ils sont convaincus que la situation a changé et qu'il est possible de regrouper des personnes autour d'eux à travers un appel à discuter pour former une « Assemblée Populaire ». Ils pensent que le plus propice est le début de la manif. Cette fois, le 7, cela n'aura pas l'effet escompté. Ils ont relayé cette initiative d'un appel à une Assemblée Populaire (rendez-vous allée *Ponzan*) le dimanche 12 septembre. Ce rendez-vous deviendra un réflexe hebdomadaire pour plusieurs dizaines d'entre nous pendant 3 mois. Comme ils le disent eux-mêmes dans un article : « Pour nous, il devient dès lors évident que la « réforme des retraites » pouvait cristalliser cette révolte sourde causée par tant de corruption et de manipulation, favoriser une (re)prise de conscience de l'exploitation et prendre des proportions exceptionnelles [...] Cependant, ce qui allait contribuer à faire bouger les lignes, c'est que dès ce jour des militants révolutionnaires organisés et non-organisés ont mis à profit cette manifestation pour appeler par divers tracts intitulés *Pour la déchéance de l'État et du capitalisme* à une assemblée populaire le dimanche suivant » ⁵. Cette tentative a été réitérée lors de la manif du 23 septembre. Grâce à des mots d'ordre répétés et des appels à rester pour débattre, nous arrivons à regrouper plusieurs dizaines

4. CNT-AIT, CCI (<http://fr.internationalism.org>) et Tumulto (<http://www.tumulto.org>).

5. Article intitulé : « Que s'est-il passé ? » sur le site de la CNT-AIT : <http://www.cntaitoulouse.lautre.net/index.php>

de personnes sous la banderole « SALARIÉS, CHÔMEURS, PRÉCAIRES, RETRAITÉS, PRENONS NOS LUTTES EN MAIN ». Enfin, nous retrouvons la satisfaction de pouvoir discuter à la fin de la manif et de ne pas se disperser comme tente de nous l'imposer un mauvais rituel. Nous aurons l'occasion par la suite de nous faire plus remarquer avec une autre banderole plus explicite sur notre volonté de nous retrouver à la fin de la manif avec l'inscription : « **Assemblée populaire** », et un appel très explicite à la première manif d'octobre : « Retrouvons-nous à la fin de la manifestation de ce samedi 2 octobre aux allées Jean Jaurès pour débattre ensemble de comment faire pour mener et développer notre lutte ! Ne nous dispersons pas ! »⁶. Nous allons nous apercevoir dans un premier temps que « libérer la parole » comme nous le proposons n'est pas un réflexe habituel. Les premiers à prendre la parole seront souvent des militants, mais au fur et à mesure que le besoin de rester ensemble (plusieurs centaines) est de plus en plus présent, le besoin de s'exprimer devient aussi un besoin et certains tentent d'exprimer leur colère, souvent, et leur satisfaction d'être là tout simplement et c'est déjà beaucoup. Nous avons envie de rappeler pourquoi on est là, que l'on est content d'être là, qu'il est rare de pouvoir être aussi nombreux, et qu'il va falloir continuer. Au-delà des cris de colère contre ce que l'on tente de nous imposer (la réforme des retraites), il y avait aussi la volonté de ne plus accepter l'intolérable : la baisse des salaires et nos conditions de vie de plus en plus précaires. Cette précarité touche particulièrement les jeunes mais pas seulement : avec la réforme des retraites ce sont les salariés entre 50 et 67 ans pour certains qui vont découvrir ou qui découvrent qu'eux aussi vont vivre dans la précarité. Nos conditions d'existence se dégradent, on nous enlève le peu que nos « chers politiciens » avaient bien voulu nous « accorder » avant que leur système ne se fissure de toute part. Certains qui pensent que les politiciens peuvent encore nous représenter reconnaissent

6. Voir le tract : « Lutter, oui ! Mais lutter comment ? », site de la CNT-AIT.

qu'alors que les salariés sont dans la rue, ils sont bien au chaud dans leur salon.

Dans les Assemblées populaires des questions sont revenues régulièrement sur le tapis. Nous avons d'abord compris que l'indignation et la colère sont propices à une prise de conscience pour une remise en cause du système. Montrer que c'est nous qui produisons les richesses, donc c'est à nous qu'elles doivent servir. Est-ce que ce système est vraiment en crise ? Comment éviter la répression policière ? Est-ce que l'on peut faire douter les flics en leur disant qu'ils ont les mêmes problèmes que nous, qu'ils devraient être à nos côtés... Comment permettre au mouvement de se développer ? Devons-nous participer à toutes les actions appelées par les syndicats ? Et à la suite de ces questions, certains d'entre nous disent que nous devons faire une différence entre le comportement des bureaucrates syndicaux nationaux et les délégués syndicaux que l'on retrouve et qui appellent à des actions coup de poing et de blocage.

Jeudi 23 septembre

Cinquième JA. 3 millions de manifestants sont dans les rues. Pour la première fois, les cortèges hésitent à se disperser. Et, dans de nombreuses villes, quelques dizaines de personnes par-ci, quelques centaines par-là, restent discuter à la fin de la manifestation. Des tracts commencent à appeler à la prise en main des luttes par les ouvriers eux-mêmes. À Paris des Assemblée Générales (AG) interprofessionnelles voient le jour. Ailleurs, s'organisent des Assemblées Populaires pour « libérer la parole ». À partir de ce moment, ces assemblées de rue auront un certain succès, parvenant à regrouper régulièrement plusieurs dizaines de participants, notamment à Paris ou à Toulouse en fin de manif.

Après les manifs dans plusieurs villes, on a vu des groupes d'ouvriers, salariés, chômeurs, jeunes prolétaires, se retrouver les jours suivants pour débattre. Cette volonté de prendre en main les

luttres exprimée par des minorités révèle que des questions commencent timidement à se poser sur la stratégie syndicale et quelquefois, la dénoncent. À Toulouse, cette initiative a permis de réunir une quarantaine de personnes.

À Paris, un groupe d'anarchistes a diffusé un tract appelant à une réunion pour organiser les prochaines mobilisations, dénonçant les manifs syndicales. C'est sous une banderole appelant à l'unité inter-catégorielle, inter-générationnelle que ce collectif s'est imposé en tête de la manif parisienne du 2 octobre, malgré le refus des syndicats. À la dispersion, ce cortège a poursuivi sa manifestation, rassemblant 200 à 300 personnes scandant des mots d'ordre hostiles aux syndicats. Tous appellent à se retrouver à des dates précises pour continuer à débattre.

Octobre

Samedi 2 octobre

Sixième JA. Première manifestation organisée un samedi ; toujours autant de participants. Seulement, au sein de ces 3 millions de manifestants, se retrouvent côte à côte, avec les « habitués du pavé », des familles et des travailleurs du privé ne pouvant habituellement se mettre en grève. Plusieurs tentatives d'organiser des Assemblées de rue en fin de manifestation voient le jour mais échouent à Paris, Tours, Lyon... la tendance à la constitution de regroupements en fin de manif se développe. À Toulouse, cette Assemblée Populaire s'organise à travers des appels au mégaphone de militants organisés et non-organisés mais aussi grâce à la participation active de personnes qui s'associent à cette initiative de libérer la parole comme lors de la manif précédente. C'est toujours avec une certaine difficulté que nous prenons l'initiative de parler de ce que nous ressentons devant une assistance et avec un appareil qui amplifie la portée de notre voix, de ce que l'on aurait tant envie de crier parfois.

L'initiative prend même de l'ampleur puisqu'à la fin de la manifestation, nous sommes de plus en plus nombreux à nous retrouver sous la banderole, dont le mot d'ordre a été maintes fois rappelé : « **SALARIÉS, CHÔMEURS, ÉTUDIANTS, RETRAITÉS, PRENONS NOS LUTTES EN MAINS !** ». L'assemblée de rue se déroule normalement avec quelques dizaines de personnes. Il faudra toujours garder un œil sur le comportement des CRS. Nous apprenons à prendre le temps de nous regrouper sur un lieu qui ne « gêne pas la circulation » comme tente de nous l'imposer la police. Tout se fait dans le calme et la sérénité. L'important c'est de pouvoir continuer à débattre, pas de jouer les provocateurs. Nous avons toujours montré que notre nombre nous permettait de prendre notre temps pour nous déplacer. La confrontation-relation avec la police et la question de la violence est un sujet qui fera débat régulièrement. Il y a ceux qui pensent que la confrontation est inévitable et donc nécessaire. Ceux qui pensent qu'il faut adapter notre attitude aux circonstances en montrant que c'est nous qui avons raison, sans provocation mais avec détermination, car nous savons que notre nombre et notre conscience des enjeux du moment sont deux éléments essentiels de notre force. Il y a ceux qui disent que l'on peut éviter de se faire tabasser en inventant des moyens pratiques pour bloquer la police.

Dimanche 3 octobre

L'assemblée *Ponzan* à travers son rythme hebdomadaire arrive à débattre des questions que rencontre le mouvement comme la violence, qu'est-ce que nous apprend l'expérience dans les autres pays comme par exemple en Grèce, ou encore quelle attitude devons-nous avoir vis-à-vis des actions de blocage et/ou de soutien aux grévistes ?

Le soutien au blocage des centres de traitement des ordures par les éboueurs en grève à la déchèterie du Mirail-Monlong a plus été, dans les faits, un soutien à l'action syndicale qu'à la lutte pour faire

aboutir des revendications. Mais ce qui a manqué, et nous n'en avons que très peu discuté, c'est de savoir si nous avons quelque chose à dire dans les AG de ces éboueurs en particulier sur comment leur permettre d'étendre le mouvement à d'autres centres, à d'autres secteurs...

Alors que le centre de traitement du centre-ville avait repris le travail, aucun des ouvriers présents, syndicalistes ou non, n'a accepté de venir avec nous pour tenter de convaincre d'autres centres de se mettre en grève. D'autant plus que nous avons appris que c'est le syndicat SUD qui avait poussé à la reprise du travail dans la déchèterie « Les Raisins » aux Minimes.

Nous nous sommes confrontés au refus de se poser la question de comment « populariser » le mouvement, comment l'étendre dans ce secteur et même aux services qui n'ont pas encore débrayé. Si nous avons pu à un moment donné prendre la parole devant une vingtaine de salariés de l'Hôpital Purpan, nos questions et nos propositions dans le meilleur des cas ont été remises à plus tard, c'est-à-dire qu'elles n'ont jamais été discutées en AG.

Mardi 12 octobre

Septième JA. Le nombre de manifestants croît encore, comme leur détermination à vouloir faire plier le gouvernement, mais est-ce que le nombre et le soutien d'une majorité (71 % d'après les sondages) de la population suffira ? Les Assemblées Générales Interprofessionnelles commencent à se multiplier ; on peut en compter plusieurs dizaines dans toute la France : on en compte même plusieurs dans certaines villes comme Paris, Marseille, Toulouse, mais elles naissent ou continuent à prendre de l'ampleur à Montauban, Auch, Lille, Tours, Figeac, Nantes, etc., c'est-à-dire celles dont nous avons eu connaissance. La politique de l'Inter-syndicale y est de plus en plus ouvertement critiquée et leurs tracts disent que ses agissements mènent à la défaite.

À Paris un comité de lutte de l'AG interprofessionnelle se réunit tous les soirs à 18h dans un café à côté de la Bourse du travail. À Toulouse, un appel est lancé pour organiser une assemblée tous les jours devant la Bourse du Travail à 18h, elle s'appellera l'assemblée *Saint-Sernin*⁷. Nous nous retrouvons tous les jours, entre 20 et 50 personnes, sauf le week-end. Nous réussissons comme le montre la suite des évènements à débattre des actions en cours et comment apporter notre soutien à la lutte en participant à différentes actions. Quelquefois nous oublierons de nous concerter comme le rappelle cet historique sur le bien-fondé des manifs coup-de-poing, des blocages, etc.

Cependant nous avons réussi, il nous semble, à poser de vrais enjeux dans des tracts courts : solidarité, recherche de l'unité, auto-organisation, assemblée générale ouverte, dénonciation de la violence étatique, nécessité de ne pas rester enfermé dans son entreprise. Les orientations de chaque tract ont été définies souvent la veille de la manifestation. Mais c'est avec enthousiasme que nous avons cherché ce dont avait le plus besoin la lutte et comment l'exposer en quelques mots pour être compris. Enfin nous avons eu à cœur comme l'AP *Ponzan* d'appeler à débattre en fin de manif. C'était aussi l'objectif du contenu des tracts de tenter de porter à la connaissance des manifestants notre réflexion. Ce que nous avons écrit était là aussi pour alimenter les débats de fin de manif, si importants à nos yeux.

La question d'un lieu pour se retrouver et se réunir pour l'assemblée Saint-Sernin. Rapidement après les premières réunions de l'assemblée *Saint-Sernin* devant la Bourse du travail, la question s'est posée de trouver un lieu à l'abri de la pluie et du froid. Les questions se sont posées un peu différemment pour l'AP *Ponzan* qui se réunissait une fois par semaine. La grande majorité tenait beaucoup à rester à l'extérieur, tant que le temps

7. <http://saint-sernin.internationalisme.fr>

nous le permettait, nous pouvions nous présenter comme un lieu ouvert et convivial.

De même dans l'assemblée *Saint-Sernin*, certains défendaient l'idée très juste que se retrouver à l'extérieur permettait aux gens qui passent, qui nous cherchent, qui arrivent à toute heure d'apercevoir le regroupement. Ils pouvaient s'en approcher plus facilement et naturellement, sans que tous les yeux se tournent vers le dernier arrivant, pour savoir quel est cette nouvelle personne. Une assemblée à l'extérieur permet d'intégrer un regroupement sans que l'on se sente observé pour son soi-disant retard ou en tant que nouvelle tête. On peut plus facilement intégrer un débat même si l'on prend celui-ci en cours ou si l'on n'était pas présent les jours précédents.

Justement la première question qui était souvent posée par un nouvel arrivant était : « Qui êtes-vous ? Pourquoi vous vous réunissez ? ». Au bout de quelques jours, plusieurs d'entre nous se sont posé la question d'écrire un petit texte qui nous définissait, sans que celui-ci ne soit une plateforme décrivant nos revendications ou des idées politiques générales. Même si cette dernière crainte a pu exister, l'idée était plutôt de décrire pourquoi nous nous retrouvions là presque tous les jours ; quels étaient les événements qui nous avaient poussés à nous rassembler et quels sentiments partagés nous définissaient sans que cela ne soit définitif. Et enfin, pourquoi il nous paraissait essentiel de débattre tous les jours des interventions que nous comptions organiser et pourquoi nous participions à telles ou telles actions (tracts, interventions dans d'autres assemblées, participations à des actions syndicales, soutien aux grévistes, etc).

Le temps n'étant pas toujours favorable, la question de trouver une salle s'est rapidement posée. Notre premier réflexe a été de demander aux personnes présentes à la Bourse du Travail (historiquement c'est un « lieu de vie et de débats » et un « foyer d'agitation prolétarienne »). Deux tentatives ont été effectuées auprès de

ces personnes normalement « impliquées dans ce mouvement ». Nous avons été congédiés gentiment et la deuxième fois plus fermement par un responsable syndical.

La CGT comme elle l'a montré dans les manifs nous a « tolérés » et une fois a cherché à diviser notre regroupement de fin de manif (cet évènement est commenté dans le paragraphe sur la manif du 19 octobre). La proposition de quelques participants de nous retrouver dans une salle de l'association « Pavillons Sauvages » a été un très bon réflexe et un soutien à ce mouvement, car il a permis que cette assemblée continue à se réunir (associée à l'AP *Ponzan*) encore aujourd'hui une fois par semaine.

Dans certains secteurs la majorité des syndicats décide alors la grève reconductible ... mais veille au grain. Les AG sont divisées par corporations et parfois cela frôle le ridicule. Ainsi, dans certaines gares SNCF, il peut y avoir trois ou quatre AG : celle des roulants, des sédentaires, des contrôleurs, du fret. Parallèlement les syndicats organisent des actions minoritaires en faisant courir les travailleurs dans tous les sens.

Sur Toulouse. Bel exemple d'action de solidarité. Pendant la manifestation, Boulevard de Strasbourg, la BAC « déguisée » tente d'arrêter des personnes, suite à des graffitis revendicatifs. L'intervention d'une partie du cortège (50/60 personnes) permet leur provisoire libération. Mais, mercredi à 6h du matin, la police perquisitionne chez deux jeunes et les coffre. Ils sont accusés de « violence volontaire sur personnes dépositaires de l'autorité publique » et « d'incitation à l'émeute », car ils avaient crié pour appeler à l'aide⁸. 15h : AG Éducation nationale (environ 200 personnes, une misère par rapport à la manifestation monstre, beaucoup ne venant plus aux AG). Un militant de Sud-Hôpital

8. Solidarité avec les lycéens en lutte contre la répression policière : http://fr.internationalism.org/icconline/2010/solidarite_avec_les_lycéens_en_lutte_contre_la_repression_policiere.html

annonce que tous les jours à 14h devant Purpan se tiendra une AG des personnels en lutte. Une camarade de Pôle-Emploi dit la souffrance au travail et demande à ce que l'AG se prononce sur la constitution d'un comité de grève. Les syndicalistes de base (PC et trotskistes) disent tous la même chose : avec l'arrivée des jeunes, des bataillons importants du secteur de l'énergie, le mouvement d'ensemble va se construire. Il ne faut pas dramatiser les événements, mais articuler les temps forts avec la grève reconductible. La majorité ne doit pas subir le radicalisme d'une minorité. Un barbu commence en citant Hugo : « La forme c'est le fond qui remonte à la surface », embraye sur « Les Confédérations ne veulent pas généraliser la grève puisque déjà en mars 2009, nous étions trois millions ; donc il faut s'organiser à la base, étendre le combat en débauchant les autres et marquer notre solidarité avec ceux qui sont déjà en reconductible » et propose un tract d'appel court et la constitution immédiate d'un comité de grève pour préparer la fin de semaine... Peu de réactions, rien qui ressemble à 2003.

Mercredi 13 octobre

Sur Toulouse. Depuis lundi la majorité des salariés de Pôle Emploi (PE) Agence Occitane sont en lutte pour le maintien d'emplois précaires. Plusieurs personnes sont venues parler de cette lutte exemplaire qui a su s'organiser en dehors des syndicats et même contre la déléguée syndicale. Il est dommage que nous n'ayons pas eu rapidement un compte-rendu sur le déroulement de cette lutte contre une situation qui était devenue insupportable pour une majorité de salariés.

Les agents de Pôle Emploi « Occitane » se mobilisent pendant une semaine pour réclamer plus d'effectifs et la pérennisation de postes précaires. Chaque conseiller s'occupe en effet de plus de 150 demandeurs, au lieu des 60 affichés par le gouvernement. Entre un marché de l'emploi qui se réduit comme peau de chagrin et un

nombre de chômeurs qui logiquement ne cesse de croître, les salariés de PE sont en première ligne. Pris dans un paradoxe permanent entre leur mission annoncée : accompagner les demandeurs d'emploi, et la réalité de leur quotidien : procédures dés-humanisantes, impératif du chiffre, mesures restrictives et de plus en plus restreintes au seul traitement administratif. Ils sont ainsi voués à l'agressivité des demandeurs d'emploi en colère à cause des retards de traitement de dossiers (dû au manque d'effectifs et au déni constant de cette même réalité par une hiérarchie éloignée du terrain, sourde à leurs alertes, et exigeant l'impossible).

Cette semaine de grève n'a pas suscité, ni chez les demandeurs d'emploi, pourtant directement concernés, ni dans l'encadrement, une prise de conscience face à cette situation, qui dans tous les cas ne pourra être bonne pour personne. Entre le mépris des uns et la négation des autres, Pôle Emploi est déjà un lieu de souffrance pour les salariés et les demandeurs d'emploi.

Comme pour les autres secteurs publics, il devient évident que le transfert au privé permettra à l'État de faire des économies. Si « Occitane » a pu éviter provisoirement la disparition de 4 postes, le gouvernement annonce déjà la suppression de 1800 postes pour 2011.

Fin de l'AG des « sédentaires » de la SNCF. On propose à l'un d'entre nous de parler après le vote. Le rituel semble immuable : les cheminots disent, quand on leur pose la question d'une possible AG centrale, que cette tradition d'AG de secteur permet à tous de s'exprimer (!). D'abord pendant une heure, les syndicalistes parlent des derniers développements : nombre de gares en grève, nombre de grévistes cheminots sur Toulouse, actions prévues par l'Inter-syndicale, etc, voire même de leur fatigue ou de leur colère vis-à-vis du délégué FO ou FGAC. Ensuite, les questions précèdent le vote de la reconduction. Et enfin, comme d'habitude peuvent s'exprimer les extérieurs (nous pourrions influencer le vote !). Le camarade en profite pour à la fois déclamer sa solidarité et poser crûment une

question naïve : « Votre force, démontrée en 1986, 1995, 2003, vous ne pouvez la laisser pourrir sur les quais de la gare ! » ; une partie des 60 personnes présentes est déjà partie manger et on lui rétorque que depuis juin, des diffusions de tracts et de sensibilisation du public sur le problème des retraites ont été faites.

Jeudi 14 octobre

Nouvelle JA spéciale toulousaine. 10h 30 : rendez-vous avec quelques camarades pour diffuser le premier tract « AG Saint-Sernin ». La manifestation locale est marquée par la présence de pas mal de lycéens, et le cortège prévu pour se terminer comme d'habitude à Jean Jaurès bifurque vers la place du Capitole, véritable souricière. Le préfet a bien discuté avec les syndicalistes raisonnables et tout se termine par quelques appels à réussir la manif nationale du samedi. Pas de meeting possible puisque le camion SUD (avec 4 enceintes acoustiques) fait chanter les lycéens !

13 h : Environ cent personnes se retrouvent devant le commissariat central et scandent pendant une bonne heure : « Libérez nos camarades ! » Un petit cordon de CRS protège l'entrée et nous sommes longuement filmés depuis l'intérieur.

14h 30 : Nous sommes trois dans l'AG des sédentaires de la SNCF. Le camarade recommence son « speech » — puisqu'hier, il n'y avait pas tout le monde — par « Il faut projeter sa puissance » mais rapidement quelqu'un l'interpelle et lui dit que « L'Inter-syndicale s'en occupe ». Il essaie de leur expliquer que nous devons à tout prix casser nos cloisons mentales (usager contre cheminot, alors que l'usager est soit précaire soit...) mais le face à face continue. Il est vu comme le fauteur de trouble qui vient se servir « d'une tribune dans une AG de velours ! » (dixit) d'autres membres des assemblées disent après que l'intervention a été applaudie mais a-t-elle vraiment servi ?

Vendredi 15 octobre

Huit d'entre nous avons rendez-vous pour aller à l'AG des roulants. Les cheminots sont nombreux (environ une centaine) et déterminés. Après le rituel, un étudiant demande à ce qu'une délégation se rende à la Fac du Mirail ; un « Éducateur » CGT apporte son soutien et appelle à la coordination des luttes, en glissant au passage le rendez-vous de 18h à *Saint-Sernin* ; un CNT-Vignoles dit qu'il appuie le blocage du lendemain (4h du matin devant un dépôt de bus)⁹. Mais il est dommage que nous n'ayons rien préparé ; nos interventions vont dans le sens du poil « syndicalisme de base ». Mais que faire d'autre ? Peut-on venir manifester notre solidarité (financière et surtout physique) sans être partie prenante des décisions à prendre ? Pour nous l'un ne va pas sans l'autre.

Samedi 16 octobre

Huitième JA. Procession syndicale du samedi, encore beaucoup de manifestants. Les lycéens sont entrés à leur tour dans la lutte quelques jours plus tôt. Le lundi 18, près de 1000 établissements sont bloqués et de nombreuses manifestations lycéennes spontanées voient le jour. L'État exploite la présence de quelques jeunes casseurs dans les rangs lycéens pour réprimer très violemment. Il veut dissuader la jeunesse de mettre sa flamme au service de la mobilisation. Alors que ces derniers montrent là leur angoisse de l'avenir, les politiques redouteraient-ils un scénario style « CPE » (Contrat première embauche de 2006) ou 1986, l'assassinat de Malik Ousseki¹⁰.

-
9. Ce syndicaliste nous posera d'ailleurs une question pertinente : « Avec vos assemblées unitaires, vous voulez donc en revenir aux racines, avant que les syndicats ne se structurent à la fin du XIX^e siècle ? ». Au début du XX^e, il a oublié que la classe ouvrière a accumulé de nouvelles expériences à travers la création de comités d'usines ou de quartiers et de Conseils ouvriers.
10. « *Des voltigeurs le remarquent et se lancent à sa poursuite. Malik Ousseki court, il croise un homme qui rentre chez lui. Celui-ci, fonctionnaire des finances, laisse l'étudiant entrer dans le hall de son immeuble. Ce dernier se croit à l'abri mais les policiers qui l'ont suivi*

Dimanche 17 octobre

AP de *Ponzan* : comme le notent des militants, la situation sociale permet aux organisations créées au cours de la lutte, sur les lieux où elles sont présentes, de connaître un « regain d'affluence ». Ceci est confirmé ce jour car malgré le froid la discussion a lieu. Elle pose certains principes d'intervention face à la police. C'est un sujet qui sera présent lors de plusieurs réunions. C'est-à-dire que nous avons tenté de répondre à la question immédiate : « Quels comportements devons-nous avoir face à la police ? » Nous savons qu'aujourd'hui le rapport de force n'est pas encore suffisamment en notre faveur, ce qui nous reste comme moyen c'est :

- d'abord de ne pas répondre à leur injonction trop rapidement, ne jamais montrer sa peur, au contraire montrer ses convictions ;
- ensuite comme ce sont des hommes que nous avons en face de nous, il n'est pas interdit de penser que l'on peut les faire douter, en parlant avec eux (« ne jouez pas le jeu de ceux qui sont au pouvoir, vous avez les mêmes besoins que nous ! »). Combien de fois lorsque nous avons demandé à un gradé, s'il se sentait plus proche des manifestants ou de Sarkozy ; ils nous ont répondu « droit de réserve ! » ;
- enfin on peut tenter de les promener en partant par petits groupes dans plusieurs directions différentes pour les « balader », avec l'idée de se retrouver en un lieu donné pour rassemblement commun en vue d'une action non décidée à l'avance.

entrent à leur tour. Selon le fonctionnaire des finances, seul témoin des faits, les voltigeurs "se sont précipités sur le type réfugié au fond et l'ont frappé avec une violence incroyable. Il est tombé, ils ont continué à frapper à coups de matraque et de pieds dans le ventre et dans le dos" ».
Source : [http://wikipedia.org/Affaire Malik Oussekiné](http://wikipedia.org/Affaire_Malik_Oussekiné).

Cette question de la « confrontation avec la police » a été reprise lors de nombreuses discussions car aujourd'hui, notre principal handicap c'est encore notre petit nombre, il faut donc éviter l'affrontement direct. Ces réflexions nous ont permis d'éviter que les flics utilisent certains d'entre nous plus en colère et vindicatifs à leur égard pour justifier un matraquage de groupes de manifestants comme lors de la manif en cortège vers les raffineries, décidée au meeting tenu à la fin de la manif suivante.

Mardi 19 octobre

Neuvième JA. Et toujours beaucoup de monde dans la rue. Malgré les intimidations et la répression, la fatigue des grévistes et les ponctions sur les salaires, 3 millions de manifestants sont toujours dans la rue. La colère et la détermination restent présentes dans les rangs des manifestants.

Les étudiants commencent à entrer dans la danse. Quelques facultés (sur Paris, Toulouse et Rennes, etc.) annoncent leur blocage.

La menace du blocage des raffineries est mise à exécution. Les troupes de la CGT paralysent les sites. L'essence semble rapidement manquer dans de nombreuses stations. Malgré cette paralysie des transports, le mouvement ne devient pas impopulaire. Des AG syndicales et quelques AG interprofessionnelles décident de soutenir les « bloqueurs » des raffineries. Le gouvernement semble reprendre les choses en main en montrant que la rue ne fera pas la loi. Les piquets de grève symboliques de la CGT subissent de nombreux assauts, parfois brutaux, de la police pour « libérer les raffineries », « rétablir l'ordre » et « stopper les voyous » (Nicolas SARKOZY) qui soutiennent les piquets.

Un millier de personnes se sont rassemblées en fin de manifestation pour une AP, cela malgré la présence musclée de la CGT et leur tentative avortée de faire passer un camion sono en plein

milieu des « manifestants » réunis. Le camion et son escorte ont été repoussés pacifiquement d'abord, puis avec fermeté et notre détermination l'a obligé à reculer.

Cela faisait plusieurs manifs que nous montrions notre volonté de discuter au carrefour des boulevards et de l'avenue Jean Jaurès et surtout nous demandions à tous les manifestants de ne pas suivre l'appel à la dispersion demandé par les syndicats. Au contraire nous invitons à débattre du besoin d'unité et donner envie à d'autres salariés d'exprimer leurs opinions et leurs propositions, comme nous l'écrivions dans le tract distribué à la manif suivante : **TENONS SANS DÉLAI DES AG OUVERTES À TOUS - DÉCIDONS D'ACTIONS COMMUNES QUI ÉTENDENT MASSIVEMENT LA LUTTE ET LA SOLIDARITÉ.**

Puis l'AP a décidé de rejoindre un piquet de grève dans un dépôt de carburant TOTAL (Lespinasse) situé à 20 km. Nous sommes partis en manif, nous étions autour de 150 personnes. Lorsque nous avons su que la distance était trop importante, nous avons décidé d'aller à un autre dépôt de carburant plus proche (Fondeyre), situé à 8 km. Lors de notre passage devant un chantier des ouvriers nous ont encouragés. Des cheminots qui voulaient rejoindre cette assemblée en marche ont été bloqués par la police. D'autres policiers nous attendaient près du dépôt ou nous avions prévu d'aller. Et malgré certaines provocations de quelques encagoulés envers les flics qui n'attendaient qu'une occasion pour que la situation dégénère, nous avons réussi à aller au bout de ce qui était possible à 150 personnes.

Nous avons demandé aux cagoulés de choisir : ou ils allaient jouer plus loin les provocateurs de flics, ou ils participaient comme les autres à cette action de solidarité comme elle avait été décidée. Certains cagoulés qui ont cru bon de quitter le groupe ont été attrapés par les flics qui les attendaient à la station de métro la plus proche.

Nous ne racontons pas tout cela parce que c'est un grand fait de « guerre de classe », mais parce que ces évènements sont le résultat d'une volonté de continuer la lutte en se donnant des objectifs liés à nos préoccupations : développer la vraie solidarité et se donner des objectifs réalisables. **C'est une action qui devra être recommencée en sachant que nous devons tenter de savoir si les ouvriers de l'entreprise où nous allons sont suffisamment nombreux pour nous accueillir et si notre présence renforcera leur lutte, c'est-à-dire leur détermination.**

En fait ce n'était pas le cas, nous sommes allés devant un dépôt de carburant où ne travaillaient que quelques ouvriers. Le seul dépôt important dans la région se trouvait à 20 km et les quelques ouvriers en grève qui étaient présents (deux personnes sont allées en voiture jusque là-bas) avaient une vision comme beaucoup d'ouvriers à ce moment-là : ils pensaient que bloquer les raffineries et les dépôts de carburant était une arme très puissante contre le gouvernement (c'était le début de la médiation du « blocage de l'économie »). Beaucoup d'ouvriers qui pensaient que ce « blocage de l'économie » pouvait devenir une réalité avaient l'impression qu'en soutenant cette lutte, ils luttait contre le gouvernement par procuration. Ce soi-disant risque de blocage était martelé par tous les médias d'un ton alarmiste, en particulier sur toutes les chaînes de télé. Comme l'explique Peter VENER dans « L'idéologie du blocage »¹¹ on a cherché à nous illusionner sur l'impact économique de telles actions. D'autres se posent des questions sur :

« Pourquoi cette étrange défaite de la grève des raffineries ?¹² »

L'incitation à la reprise du travail par l'intersyndicale a été un des derniers coups de poignard dans le dos d'un mouvement qui

11. Pour lire ce texte, http://nantes.indymedia.org/attachements/nov2010/ideologie_du_blocage.pdf

12. <http://lucky.blog.lemonde.fr/2010/10/31/pourquoi-cette-etrange-defaite-de-la-greve-des-raffineries-12-questions-sans-reponses/>

cherchait un second souffle. Comme le rappelle le texte précédemment cité :

« 1. Pourquoi la CGT du port marseillais “n'a livré aucun détail sur le contenu des dernières négociations ?” et que “la direction du port n'a pas non plus voulu dire ce qui avait permis de sortir de l'impasse” ? (Luc Leroux, « La CGT met fin au blocus du port de Marseille », *Le Monde*, ce dimanche 31 octobre).

2. Pourquoi cette étrange et soudaine défaite de la grève de la filière pétrolière, célébrée avec une joie gourmande par les médias officiels afin de faire douter le peuple de ses capacités ? »

Ce même jour a lieu une violente répression sur la Place Bellecour à Lyon. Le gouvernement et sa police vont faire une véritable démonstration. La place Bellecour a été pendant plusieurs heures la prison à ciel ouvert de plusieurs centaines de jeunes. La police a créé les conditions pour provoquer un sentiment de panique pour ceux qui étaient sur place ¹³.

Le pouvoir a montré de quoi il était capable pour tenter de décourager la jeunesse qui se mobilise de plus en plus auprès de leurs aînés. Ceux qui nous gouvernent aujourd'hui ou nous gouverneront demain veulent empêcher que l'idée se répande que tous les salariés sont concernés par les attaques de nos conditions de vie. Surtout que de plus en plus de jeunes, lycéens ou étudiants, se rendent compte qu'hier comme demain, eux aussi vont connaître de plus en plus de précarité.

Mercredi 20 octobre

Le matin les syndicats ont organisé un blocage « surprise » à l'Aéroport de Blagnac. Une partie de ceux qui participent quotidiennement à ce que nous avons appelé l'assemblée *Saint-Sernin* a participé à cette action. Les présents à l'aéroport tiraient un bilan

13. Plusieurs témoignages sur le site de Rebellyon : <http://rebellyon.info/Temoignages-sur-la-prison.html> et http://rebellyon.info/IMG/pdf/temoignage_21_octobre_2.pdf

positif de cette actions, car cela faisait partie des actions non annoncées officiellement, donc les flics n'étaient pas présents, ce qui a permis aux manifestants de rester suffisamment longtemps pour que les médias en parlent. D'autres tirent un « bilan » différent suite aux témoignages de ceux qui étaient présents. Dans cette assemblée il y a quelques « illusions syndicalistes ». Car les syndicats maintiennent l'illusion ou laissent penser que leurs « actions secrètes » renforcent le mouvement.

Comme dans d'autres villes, ce mouvement a permis de créer des espaces de réflexion pour la lutte et critique vis-à-vis des syndicats. Ces derniers en sont conscients et doivent en tenir compte, d'autant plus que ces espaces peuvent « séduire » quelques salariés en colère d'avoir été dupés pendant des années. C'est aussi cela qui les pousse à continuer de faire semblant de rester en lutte en multipliant les actions : trois manifestations de l'intersyndicale à Toulouse en moins d'une semaine. Nous ne pensons pas que ces actions proposées aux jeunes et aux plus mécontents vont permettre de remobiliser ceux qui pensent que « pour cette fois c'est foutu ! » Peut-être avions-nous tort, mais surtout il fallait en débattre. Seules les assemblées ouvertes à tous que nous avons organisées permettaient ce débat indispensable.

Jeudi 21 octobre

Dixième JA.

Vendredi 22 octobre

Le site « WikiLeaks » rend public 400 000 documents confidentiels sur la guerre en Irak. Et en promet d'autres...

Lundi 25 octobre

Éric Woerth : « Une fois la loi votée, elle doit s'appliquer. C'est la démocratie ».

Réflexions lors d'une AP. Le besoin de tirer des leçons se fait de plus en plus sentir. Même si beaucoup d'entre nous refusent de penser que le mouvement peut s'essouffler et encore plus s'arrêter, d'autres pensent que le mouvement n'a pas montré une force capable de faire échec au gouvernement. Il ne faut pas chercher à multiplier les actions coup de poing, ou chercher de nouveaux moyens qui vont permettre de harceler le gouvernement, ceux qui nous poussent dans cette direction nous trompent.

Nous pensons qu'il faut dépasser à la fois le pourrissement à la grecque mais aussi un activisme débridé et occupationnel qui ne sert en réalité qu'à lasser et à fatiguer les plus combattifs. Pour nous il s'agit de créer une dynamique populaire, en permettant aux assemblées de se vivre comme entités séparées du Pouvoir, capables de définir ce qu'elles veulent et de le faire savoir.

Mardi 26 octobre

Bernard Thibault : « On aura montré qu'on s'est battu jusqu'au bout ». La version dite définitive du projet de loi sur les retraites est adoptée au Sénat.

Mercredi 27 octobre

Suite à la décision à la fin de l'AP *Ponzan* d'aller soutenir les éboueurs en grève nous nous sommes retrouvés à plus d'une dizaine devant les grilles du centre de Monzon. Pour résumer nous avons fait le pied de grue. Malgré la demande insistante d'un camarade d'intervenir à l'AG, c'est une fin de non recevoir qui lui été signifiée sous l'argument que c'est une « AG compliquée » aujourd'hui, nous apprendrons par la suite qu'un autre centre à repris le travail à la demande du syndicat SUD. Mais lorsque nous avons proposé de les accompagner à ce centre qui avait repris le travail pour tenter de convaincre les salariés de se mettre en grève, ils (délégués syndicaux) nous ont dit catégoriquement NON. Par contre ils nous ont poussés à y aller.

Aujourd'hui le camarade reste persuadé que cette initiative avait été mal préparée, nous ne nous étions donné aucun d'objectif. La solidarité oui ! pour nous c'était l'objectif, mais pour le syndicat nous ne sommes qu'un soutien quantitatif. De plus, nous avons eu la naïveté de penser que nous pourrions apporter cette solidarité de vive voix dans l'AG. Le camarade s'est retrouvé seul à proposer d'intervenir dans l'AG. À l'avenir il faudra tenter de définir pratiquement ce que cela signifie de porter la solidarité, être présent en nombre. Apporter : de la chaleur humaine, une aide matérielle. Proposer des réflexions et des actions pour renforcer et étendre la lutte ; montrer les dangers de l'enfermement, l'importance d'écouter les propositions d'autres salariés, chômeurs, précaires, etc., ce sont toutes ces réflexions qu'il faudra discuter pour pouvoir développer de véritables actions de soutien et d'impulsion à la lutte. C'est aussi ce genre de sujets que devront aborder les assemblées, les nouveaux comités, et qui pourront devenir une véritable satisfaction, parce que le combat des ouvriers en grève et de ceux qui manifestent sera le combat de tous.

Jeudi 28 octobre

Onzième JA.

Les meetings de fin de manif connaissent un succès grandissant avec une participation croissante du nombre de manifestants (certains ont parlé de plusieurs centaines, d'autres pensent que nous nous sommes retrouvés un millier certains jours). Nous avons ressenti que les présents à ces meetings voulaient continuer à débattre parce qu'une manif n'est pas une fin en soi, c'est la continuité d'une démonstration de colère et un moyen de se retrouver pour réfléchir ensemble comment continuer notre lutte. Suite à cette dynamique les deux assemblées *Saint-Sernin* et *Ponzan* ont décidé d'appeler à une Assemblée générale ouverte à tous interpro et intercatégorielle à 14h30 le « Jeudi 28 octobre à La Chapelle ». Nous comptons

rassembler le plus de personnes possible comme nous le disions dans le tract de l'assemblée *Saint-Sernin* et nous avons tenté de rappeler à travers des questions ce qui nous unissait et comment continuer : « *Syndiqués, non-syndiqués, travailleurs ou chômeurs, retraités, précaires, lycéens et étudiants, ouvrons la plus large discussion pour décider de notre action : Quelles perspectives pour le mouvement actuel ? Comment organiser la lutte ? Quelles actions à venir ? Quels sont les vrais casseurs : les « jeunes » ou l'État ? Quelle stratégie des appareils syndicaux ? Comment manifester notre solidarité (grève, caisses de soutien) ? Quelle « retraite » pour les chômeurs, les précaires ? Quelle « solution » aux retraites dans le cadre capitaliste et du travail salarié ? »*

Nous nous sommes retrouvés environ 150 personnes. Cela a permis à de certains de faire part de leurs préoccupations. Mais beaucoup n'ont pu s'exprimer faute de temps et peut-être parce que l'objectif du débat n'était pas suffisamment précis. C'est-à-dire que si nous étions tous d'accord pour continuer, il nous a été difficile de répondre à la question : comment avancer ? Et surtout : Qu'est-ce que l'on attend de cette lutte ?

Bien sûr qu'il faudra renouveler cette expérience, mais sans nul doute que cela nous demandera de préciser quels sujets nous devons aborder pour renforcer la lutte. Nous pouvons espérer que les meetings de fin de manif deviendront un rendez-vous incontournable pour continuer à renforcer les convictions des plus combattifs et les meetings comme celui de La Chapelle du jeudi 28 octobre pourront permettre d'effectuer un bilan et de proposer des objectifs pour les jours et les semaines à venir.

C'est surtout l'expérience que cela représente qui est positive. Comme nous le disions dans le tract de la manif de la semaine suivante, c'est tous qui sommes concernés par l'avenir de misère que l'on veut nous imposer : « *Chômeurs, retraités, précaires, travailleurs, lycéens, étudiants, immigrés, un seul et même*

combat ! ». Mais déjà, même si nous avons souvent des difficultés à le voir, il devenait nécessaire de préparer un bilan de ce que nous venions de vivre, notre enthousiasme n'étant plus suffisant : les entreprises en grève reprenaient le travail ou l'avaient déjà repris. Si beaucoup voulaient continuer, ceux qui voulaient approfondir les questions qui nous étaient posées avaient des difficultés à se faire entendre. Nous savions que nous ne pouvions pas faire confiance aux syndicats, mais beaucoup participaient encore à leurs actions.

Novembre

Lundi 1^{er} novembre

Comité de lutte AG *Saint-Sernin*¹⁴. Ordre du jour : État des lieux du mouvement. Action de mardi avec les étudiants.

Sur le mouvement : certains pensent que nous n'avons pas su faire grossir les rangs en allant chercher des secteurs non encore en lutte. Mais il faut voir surtout les côtés positifs, l'assemblée a déjà fait beaucoup de choses en un mois ; nous sommes une composante du mouvement mais nous ne le dirigeons pas. Notre rôle est plutôt de le dégager de toute emprise notamment syndicale en montrant qu'il est possible de « prendre nos luttes en main ».

D'autres proposent de faire des actions en direction des plus pauvres comme les soupes populaires, partager un potager, afin de parler avec eux, de les aider et de les rallier. Ce type d'action peut être complémentaire de l'intervention dans les luttes mais il s'agit aussi d'organiser un rapport de force contre ce qui nous opprime, en fait contre l'état qui défend le statu quo de la situation générale au profit de quelques uns et donc pérennise et reproduit la pauvreté, le chômage, la précarité...

14. Des éléments des comptes rendus ont été repris. Des CR complets sont accessibles sur le site des AG : <http://saint-sernin.internationalisme.fr>

Action de mardi : rdv à la Fac pour une action de blocage : l'objectif est gardé secret jusqu'au rdv, ce qui n'est pas idéal pour juger de l'efficacité de l'action en question et d'avoir l'adhésion du groupe, cependant certains d'entre nous, par souci de solidarité, y ont participé. En fait il s'agira de faire une opération péage gratuit.

Mardi 2 novembre

Comité de lutte : nous étions encore une vingtaine dont un postier qui a fait 3 semaines de grève, seul, dans son service !

Qui sommes-nous ? De façon à être clair pour les nouveaux arrivants, en tout cas « pas de chefs, assemblée libre et ouverte pour prendre en mains la lutte ».

Le fait de se retrouver en fin de manifestation à Jean-Jaurès est devenu « un moment de la manifestation », initiative qu'il faut garder. Nouveau constat que ce moment favorise les discussions même si c'est un processus qui prend du temps. Ce n'est pas évident de prendre la parole en public avec un mégaphone : « Aujourd'hui, on peut entendre sinon ressentir ce que les gens pensent et la colère qu'ils portent mais il manque un déclic pour prendre la parole plus largement ».

Le gros de la réunion a tourné sur la rédaction d'un tract pour la manifestation du 6 novembre. Nous avons discuté de la situation encore mouvante en considérant qu'« on se trouve, en quelque sorte, dans un point d'inflexion » sans pouvoir dire que le mouvement est fini. Mais les syndicats poussent à la fin du mouvement.

Fallait-il envisager un tract court ou long, un tract d'étape ou un tract bilan. Nous sommes arrivés à une position centriste : un appel au début en gras à se réunir en fin de manifestation, pour ensuite dérouler dans l'autre moitié du tract les aspects positifs du mouvement et les questions qui se posent. Certains pensent que c'était le moment de politiser le débat, d'enrichir les discussions en

donnant un peu de « matière » et poser le questionnement suivant :

- Ce qui se passe (les Assemblées de rue) est inédit et est très positif (il faut le dire). Faut-il s'arrêter là ?
- Qu'on fait les syndicats ?
- Peut-on faire confiance aux politiques pour 2012 ? (critiquer la gauche ; cette même gauche espagnole et grecque qui mène les attaques).
- Quelle signification à la création d'autres AG similaires et Assemblées Populaires en France ?

Questions pratiques : envisager l'achat d'une sono, pour l'instant ce sera le mégaphone. D'autres propositions : organisation de soupes populaires en solidarité avec les interpellés pendant les manifestations ou « Mur d'expression ».

Pour la manifestation de samedi 6 novembre :

- Une commission s'est proposée de rédiger le tract et de le présenter au débat lors de l'assemblée suivante ;
- Une commission s'est proposée de préparer et de composer des banderoles et pancartes et d'autres prépareront la soupe populaire le vendredi soir.

Mercredi 3 novembre

La banque centrale US injecte 600 milliards de dollars dans l'économie nationale sous forme de rachat d'emprunts d'État. Ce recours à la planche à billets vise à soutenir la « reprise ». Les États-Unis, il est vrai disposent de la monnaie référence, alors que l'Europe « préfère » les plans de rigueur !

Vendredi 5 novembre

Comité de lutte AG *Saint-Sernin* : 30 personnes plus six qui réalisent une soupe fraternelle pour la manifestation de demain.

Présentation du tract réalisé par 4 personnes ; le texte du tract semble refléter la fatigue et une certaine lassitude au sein de l'AG, malgré l'investissement et la détermination d'un petit noyau. L'un d'entre nous dit que le tract, c'est du « pipi de chat » ! Qu'en cette fin de mouvement, il s'agirait de faire plus incisif, d'au moins soigner la forme. Le tract sera modifié en conséquence pour le lendemain.

Samedi 6 novembre : douzième JA

Manifestation toulousaine avec une fin très dynamique et beaucoup de monde encore (malgré les médias nationaux qui distillaient le fait que la loi étant votée il ne s'agirait que d'une manifestation pour la forme). Ainsi, après avoir de nouveau occupé le carrefour Jaurès, nous nous replions Place Wilson et pendant deux heures une centaine de personnes discutent en cercle, la prise de parole est plus facile, les discussions ouvertes et riches. Les CRS encadrent la soupe fraternelle pour bien afficher leur présence, même si pour cette fois elle n'est pas trop menaçante.

Lundi 8 novembre

Comité de lutte AG *Saint-Sernin* : vingt personnes avec des nouveaux venus dont un tiers de jeunes. Ces derniers ont l'idée de faire une enquête (à base de questions ouvertes) au sein de la manifestation lycéenne du lendemain.

Sur le mouvement en général : beaucoup de grévistes y ont laissé des plumes sans rien au bout. Certains d'entre nous pensent qu'il faut prendre garde à se réjouir de la poussée combative de la base syndicale qui peut être vue comme la conséquence de ce que l'État dans ce conflit n'a rien laissé à « négocier » aux centrales et donc que cette combativité ne signifie pas nécessairement une remise en cause durable de ces dernières. Nous savions déjà que la mobilisation au sein des entreprises avait été en deçà du nécessaire... mais surtout médiatisée à travers le mouvement dans

les raffineries censé bloquer l'économie comme déjà exposé plus haut.

Un intervenant souligne que ce type d'AG comme celles de Toulouse, entre autres, à Paris ou en Grèce par exemple, donnent concrètement l'espoir d'organisations unitaires pour de nouvelles formes de luttes que les syndicats ont frelatées, même si c'est un mouvement encore à ses débuts.

La fin du mouvement qui se précise provoque des débats sur ce qu'il s'agit de faire maintenant. Certains sont partisans de continuer les actions de blocage et trouvent que discuter « c'est bien mais que ça ne dérange pas le gouvernement ». Pour d'autres encore il serait possible de s'orienter vers d'autres modes d'actions exemplaires comme le service aux gens, favoriser le bénévolat, montrer que l'on peut vivre autrement dans des pratiques alternatives. Il ressort toutefois que se réunir, discuter, se clarifier c'est aussi agir, que ce n'est pas une perte de temps de réfléchir aux problèmes rencontrés dans les luttes ou de faire un bilan pour le diffuser : c'est s'armer pour demain. Tandis que s'agissant des solutions alternatives, si elles n'empêchent pas de s'impliquer dans les luttes elles ne se situent pourtant pas sur le même plan. Derrière les luttes sociales, effectivement, il y a le potentiel de remise en cause du capitalisme et l'État en est bien conscient qui déploie tout son arsenal pour les contrer.

Avec la retombée du mouvement et surtout son échec il y a un risque de démoralisation et on peut être tenté de chercher d'autres voies face au reflux. Certains d'entre nous digèrent mal le fait qu'il faudrait patienter jusqu'au prochain mouvement social, en quelque sorte entrer en hibernation. Ce qui se comprend, car les problèmes sont toujours là. Mais il est vrai aussi que la clarification collective pouvait nous permettre de combattre l'atomisation qui refait surface dans ce contexte. La lutte, ce peut être aussi de débattre, de poursuivre l'approfondissement politique face aux divergences. On peut aborder des thèmes précis qui nous seront utiles demain : la

nature de l'État, la démocratie, les élections, la nature des syndicats, etc.

C'est le moment justement d'aborder des questions qui ne sont pas immédiatement liées aux luttes. Comme, par exemple, savoir dans quelle société on vit, le poids de l'idéologie dominante à travers ses valeurs modèles imposées à tous. En gros comment faire pour briser les rouages de la reproduction capitaliste ? Journallement, nous sommes effectivement pris dans les routines de l'exploitation, de la concurrence et les divisions très entretenues. C'est pourquoi il faut mettre l'accent sur les AG dans lesquelles on défend l'unité. Ces divisions existent — d'abord dans la société, comme celles maintenues par les institutions syndicales : c'est en luttant contre ces divisions que l'on fera disparaître les barrières mentales souvent citées dans ces débats comme un obstacle majeur à une réelle émancipation.

La nature/rôle des syndicats reste une question à débattre : en effet on peut l'éclairer à partir de leur pratique/curieuse stratégie dans le mouvement : par exemple, l'appel à manifester le 23 juin, soit à la veille des vacances mais il y a du monde malgré ce contexte, donc nouvel appel — obligé ! Les bases le demandent car la colère des ouvriers est évidente — le 7 septembre où il y a encore plus de monde donc nouvel appel, pour le 23 cette fois, alors que la loi sera votée entre temps le 15 septembre au parlement ! De plus, quelle est la perspective de ces appels sinon de manifester pour manifester jusqu'à épuisement du mouvement ? Ce que beaucoup ont bien perçu et qui se ressentait à travers la colère de la dernière manifestation balade. Rien n'est fait d'ailleurs pour favoriser la discussion : le monopole sur la sono est syndical et le tintamarre dissuasif. Malgré cela nous devons cependant souligner qu'il est de plus en plus facile d'engager la discussion avec les personnes que nous rencontrons dans les manifestations et c'est spontanément que nous abordions des questions politiques (importance de la

mobilisation, ce ne sera peut être pas suffisant, importance d'échanger nos impressions, etc.).

Au sein des entreprises le mouvement est cloisonné, les AG fermées ou restreintes, on encourage les AG corporatistes sous des prétextes fallacieux comme chez les cheminots (voir commentaires des 13, 14 et 15 octobre). Par ailleurs les syndicats jouissent de privilèges dans les entreprises (CE, permanents payés, etc.) et, qui dit privilèges, dit défense des privilèges donc du syndicat en tant qu'organe de pouvoir sur les ouvriers. Un exemple de leur solidarité dans le mouvement : cet accord (très discret sur le moment) signé en plein mois d'octobre, qui nous touche de près. Cette entente prévoyait pour les dockers, et pour eux uniquement, un départ à la retraite 4 ans plus tôt que les autres ouvriers qui manifestaient encore sur tout le pays. Cet arrangement permettra aussitôt le déblocage du port le 28 octobre.

Par ailleurs il n'est pas inutile de rappeler que c'est l'État qui finance ces organisations, ainsi qu'accessoirement, les caisses patronales (affaire UIMM).

Pour certains, les syndicats sont contre nous parce qu'ils ne sont pas révolutionnaires : mais n'ont-ils pas été par le passé (même s'il faut remonter loin) de réels défenseurs de la classe ouvrière, alors qu'ils n'étaient pas plus révolutionnaires qu'aujourd'hui, dans ce cas : pourquoi ont-ils changé de camp, à cause de quoi, depuis combien de temps ?

Car ce qui nuit à la compréhension c'est leur façade combative (cependant indispensable pour encadrer les luttes, pour être crédible). Un participant, une fois, disait qu'on ne pouvait pas prouver qu'ils étaient nos ennemis et donc pourquoi en parler (dans les tracts). Ces quelques remarques et leçons de ce bilan tentent de démontrer le contraire en s'appuyant sur des faits précis ou significatifs.

Concrètement, leurs modalités d'actions nous ont menés à la défaite. Le débat reste ouvert : pour beaucoup il s'agit d'être méfiant sans plus, tandis que pour d'autres leur fonction de courroie de transmission de l'État ne fait pas de doute et compte tenu de l'influence qu'ils ont encore cela pose un réel problème pour tout développement du mouvement social. La confrontation des positions est utile, cela nous permet de nous renforcer pour demain ; c'est pourquoi aussi, il est important de commencer à tirer les leçons du mouvement auquel nous avons participé.

Il nous revient à nous, les petits groupes, de débattre pour savoir comment renforcer la lutte face aux attaques, comme précisément nous avons essayé de le faire en appelant au débat auquel les syndicats se sont d'ailleurs opposés physiquement.

Mardi 9 novembre

Comité de lutte : début d'AG mouvementée (une trentaine de personnes dont 2/3 de jeunes, surtout étudiants). C'est le règne de l'émotion car ils viennent (étudiants du Mirail) de vivre une AG homérique et une manifestation ratée. Nous passons deux bonnes heures à parler « étudiant » puis nous faisons un point sur la situation générale. Certains d'entre-nous défendent la pérennité de l'AG (il faut s'écouter, ne pas se couper la parole et bien entendu diffuser le résultat de nos expériences).

La dernière heure est l'occasion d'envolées lyriques mais intéressantes sur l'avenir du capitalisme. Une d'entre nous dit qu'il faut s'attacher à construire le présent ; un autre parle d'une société décadente, qui pue la mort et que le tsunami prolétarien, malgré le reflux temporaire, va déferler. Il cite le chiffre de 50 000 personnes attaquant la Bastille (« Wikipedia dixit ? ») en 1789, alors qu'aujourd'hui la moindre manifestation toulousaine dépasse les 100 000.

Un dernier cite l'après 68 pour en signaler les répercussions multicolores (féminisme, écologie, LIP), qu'il faut s'occuper de refaire fleurir aujourd'hui sans en dénigrer aucune ! Beaucoup de choses à reprendre donc, mais il est déjà 10h et nous n'avons pas mis le nez dans le « Bilan » ni dans l'enquête !

Enfin, nous apprenons qu'un journal étudiant (*Le lapin blanc*) va sortir : est-ce un signe supplémentaire d'une nouvelle dynamique ?

Mercredi 10 novembre

Le nouveau gouvernement britannique avait, en octobre, annoncé une thérapie de choc : 94 milliards ? ponctionnés sur la dépense publique, 35 milliards d'impôts supplémentaires et 500 000 emplois publics supprimés. Entre 20 et 50 000 personnes manifestent donc violemment contre le triplement des frais d'inscription étudiants et la réduction de 40 % du budget de l'enseignement supérieur d'ici à 2015. Un groupe important attaque le local du Parti conservateur. En décembre, les manifestations continuaient et, crime suprême, un groupe avait pris pour cible la Rolls-Royce où se terraient le prince Charles et sa femme.

Dimanche 14 novembre

« Réunion AP Ponzan » : Quinze personnes. Même si le mouvement est moribond, l'Assemblée Populaire du dimanche nous a permis de côtoyer différents courants de pensée et des individus que nous n'aurions jamais rencontrés autrement. Pour un camarade, les 3 millions de manifestants ne comptent pas ; il faut absolument faire un pas de côté. Un sans-papier dit que les manifestants étaient piégés sur les retraites mais qu'il existait d'autres problèmes aussi cruciaux. Que la plupart vont maintenant attendre 2012 ! Nous leur répondons que c'est un processus ; le rapport de forces est pour l'instant en faveur de l'État (et de ses syndicats) et il

faut essayer d'élargir la faille que nous avons créée en popularisant l'AG de fin de manifestation ; qu'il faut absolument dresser un bilan, que nous diffuserons le plus largement (nous bénéficions du canal de certaines organisations, plus les multiples réseaux que chacun a pu développer). Un bilan est un moyen radical de combattre le découragement en mettant un nom sur nos amis et nos ennemis. La rupture ne pourra venir que de la confrontation avec nos ennemis, dans la rue comme dans les AG. Un d'entre nous pense que même avec le meeting, nous en restons à suivre les syndicats. Devrons-nous toujours attendre leur prochain appel ? Sans la glorifier, nous défendons aussi l'AG « St-Sernin » — qui ressemble plus à un comité de lutte et proposons de nous retrouver ensemble mardi.

Lundi 15 novembre

L'ancien ministre de la défense Charles Millon affirme au juge d'instruction Renaud von Ruymbeke qu'il avait eu « l'intime conviction » de l'existence de rétro-commissions sur un contrat d'armement entre France et Pakistan. Ces dernières auraient contribué au financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur de 1995. L'arrêt de leur versement, décidé par Chirac, semble être à l'origine de l'attentat de Karachi¹⁵. Après le scandale Total, l'affaire Clearstream, le panier de crabes va être plus que jamais d'actualité.

Mardi 16 novembre

Comité de lutte AG *Saint-Sernin*, encore du monde (trente personnes dont une bonne moitié d'étudiants). L'enthousiasme collectif s'éteint, provoquant une perte de dynamique et donc pour laisser le temps aux idées de mûrir, continuer à se réunir tous les

15. Le 8 mai 2002, une bombe cause la mort de onze techniciens français de la Direction des constructions navales — Cf. l'ouvrage bien documenté de Fabrice ARFI et Fabrice LHOMME, *Le Contrat*, Éditions Stock, 2010.

soirs serait donc une perte d'énergie et d'efficacité. Il est décidé de maintenir des permanences (suivant la disponibilité de chacun, avec cahier pour laisser une trace) avec des moments forts (mardi et vendredi). Nous avons surtout parlé du bilan (et des perspectives). Il devrait mélanger les témoignages personnels et la synthèse collective sur les actions, le syndicalisme. Vitalité et visibilité sont des maîtres mots ; il est décidé de se réunir le mardi et le vendredi, sachant que les plus motivés continueront — sous forme d'une permanence — les autres jours de la semaine. Décision est prise d'envoyer une délégation à la prochaine AG de la fac du Mirail pour mieux se faire connaître.

Mardi 23 novembre

Jour de la dernière manifestation (la treizième depuis le début 2010) : elle sera, selon l'intersyndicale, « journée nationale inter-professionnelle de mobilisation par des actions multiformes » ? En clair cela se traduit par manif enterrement. Quelques milliers de personnes seulement manifestent, ici ou là, au niveau national et à Paris. Dans ces conditions, la présence de 10 000 manifestants à Toulouse dénote que la colère gronde toujours.

Fusion des assemblées *Ponzan* et *Saint-Sernin* : il n'y a jamais eu, d'ailleurs, de séparation nette entre ces deux assemblées notamment avec des actions communes dans les manifestations. Nous décidons de ne plus nous réunir que le Mardi de chaque semaine à 18h, et le Dimanche.

Nous allons essayer aussi de prendre contact avec certains groupes qui ont surgi ou se sont consolidés lors de ce mouvement (Figeac, Montauban, Auch, Marseille, Paris, etc.), en vue de mieux se connaître. C'est à dire ceux qui souvent ont réalisé ailleurs un pas de côté par rapport aux directives syndicales.

On espère aussi lancer une invitation en vue de partager un week-end. Tout ceci pour peut-être coordonner de futures luttes,

mais aussi pour se donner du courage en découvrant d'autres pratiques, d'autres camarades libres.

Certains demandent si nous voulons rédiger une « charte anti-syndicaliste », constituer un groupe affinitaire ou un comité d'action ? Cette question de « comment continuer » va forcément se poser mais faisons d'abord le bilan. Ce dernier sera formé des 7 tracts distribués, d'un historique remontant à début 2009, de contributions individuelles et contradictoires ainsi que de thèmes centraux qui seront débattus collectivement. On propose de parler le mardi suivant des « outils de la lutte ».

Bilan de l'intervention au Mirail (voir contribution individuelle) cette intervention a été jugée mal préparée dans le contexte de reflux, la nécessité d'un bilan a été mal perçue. Nous avons manqué d'être plus critique sur la question du blocage pour le blocage sans que cela s'accompagne d'une extension du mouvement, impossible à ce stade. S'agissait-il d'agiter le chiffon rouge de la lutte maintenant qu'il y a démobilitation ?

Autre sujet : *« il devrait être possible de créer à côté du système qui implose sous nos yeux (attaques sur la santé, le chômage, etc.), en répondant à la question : comment consommer autrement ? En tout cas on doit se sortir de cette situation. Les gens doivent prendre conscience : l'utopie c'est de croire que rien ne changera, ce qui leur fait peur c'est qu'on se rassemble : tout humain est capable de se réveiller un jour. »* Affirmation nuancée car : « en fait les gens c'est nous et c'est le mouvement social qui participe de l'éveil des consciences. ».

Nous terminons avec une question d'un intervenant (avec des éléments trouvés sur Internet) : est-ce qu'il n'existerait pas des organisations bourgeoises mondiales qui complotent, qui tirent les ficelles (Davos et autres *think tanks* plus ou moins occultes) ? Nous en reparlerons car ça débouche sur la question : « Qui dirige : les États, les multinationales ? Ou des organismes supranationaux ? »

Mercredi 24 novembre

Au Portugal, journée de grève générale contre l'austérité, à l'appel des principaux syndicats. Le gouvernement irlandais, après avoir sollicité l'assistance financière de l'UE et du FMI pour un prêt de 90 milliards d'euros, dévoile les détails d'un plan de rigueur historique prévoyant 10 milliards d'euros d'économies et 5 milliards de hausses d'impôts.

Dimanche 28 novembre

Dix personnes. Nous discutons du bilan possible avec une rencontre souhaitée (et donc un appel national pour fin février, début mars) avec ceux qui se sont dégagés du piège syndical. Nous regardons aussi la situation internationale (agences de notation ; complot capitaliste pour garder leur marge de profit versus endettement monstrueux et perte de contrôle face au monstre capitaliste bourré de contradictions, à la spéculation folle et aux ordinateurs boursicotiers — Trading haute fréquence — qui tournent trop vite ?) ainsi que des points plus concrets pour l'avenir : comment par exemple se prémunir contre la répression ?

Mardi 30 novembre

Réunion *Ponzan – Saint-Sernin* : bilan du tractage ; la répression ; thème du bilan du mouvement ; contact avec les autres assemblées. Au total nous avons diffusé 12 000 tracts avec les moyens du bord. Nous commençons à établir des contacts avec certains groupes des autres régions.

La répression. Sur Toulouse il n'y a pas eu trop de problèmes contrairement à Lyon (et ailleurs). Il y a eu des face à face un peu tendus au bout des Allées Jean Jaurès (rdv devenu régulier et naturel en fin de manifestation) lors des AG au prétexte (c'était le seul possible) que l'on pouvait gêner la circulation mais on a pu s'imposer généralement en évitant les confrontations inutiles. Ce

type de rassemblement étant nouveau, il y avait peut être des consignes particulières ? Certains pensent qu'un « dialogue » est possible avec les forces de l'ordre, dans certains cas, peut être trouver les mots pour les faire réfléchir et faire tomber la tension.

Dans un contexte beaucoup plus tendu, on a vu récemment en Tunisie, quelques policiers craquer nerveusement ou une partie de l'armée (à la base) fraterniser avec les manifestants.

Les lycéens ont été la cible numéro un dans ce conflit avec une répression brutale pour décourager tout développement plus massif. Il faut donc éviter de s'isoler et organiser un soutien si des groupes de manifestants se font encercler. Par exemple, à Lyon, la place Bellecour, par sa configuration, a servi à la police à préparer un piège. Un groupe de manifestants a été isolé avant d'avoir rejoint le cortège principal (voir ce témoignage à ce sujet). Ils s'y sont retrouvés enfermés, stressés, il y a forcément eu des affrontements dans le but probablement de « tester » de nouvelles formes de répression pour casser un mouvement, et surtout de décourager les plus jeunes de participer aux manifestations. Le ministre a reproché aux parents de laisser leurs enfants participer à des manifestations alors que c'est dangereux. Il a raison, c'est dangereux parce qu'il y a la police ¹⁶ !

On doit envisager de « surveiller » les forces de l'ordre et s'assurer une certaine sécurité. La répression dépend du nombre de personnes rassemblées, la réponse se trouve dans la solidarité et le rapport de force (politique également). En pratique il faut aussi avoir prévu des contacts avec des associations de défense, voir avocat, en cas d'arrestations et créer des cellules de soutien aux inculpés ¹⁷.

16. Luc Chatel, ministre de l'Éducation, a agité l'épouvantail du danger et s'est employé à dénoncer des « tentatives de récupérations ou l'irresponsabilité de personnes qui veulent mettre les lycéens en danger ». Pour lui, « manifester sur la voie publique c'est dangereux », a-t-il argumenté sur France Info.

Nous terminons la réunion en prévoyant de proposer une soirée pour une rencontre conviviale avec débats et pour la présentation du bilan en espérant y retrouver aussi tous ceux qui ont participé de près ou de loin à ce mouvement de lutte.

Depuis novembre

Depuis novembre les réunions se poursuivent tous les mardis à 18h30 (voir : <http://saint-sernin.internationalisme.fr> pour les rdv). Notre préoccupation étant de finaliser le bilan sans oublier des sujets et des initiatives plus actuels.

Ainsi nous avons affiché notre solidarité, pendant le mouvement de l'automne, avec la grève de l'hôpital Marchand. Certains d'entre nous sachant que le mouvement durait encore en décembre avaient repris contact. Suite à quoi le piquet de grève nous a invités à débattre de cette lutte. Les avis étaient partagés sur le bien fondé et le contenu de notre intervention. Pour les uns il s'agissait de montrer surtout notre appui, pour d'autres l'occasion d'ouvrir un débat sur la psychiatrie.

Cependant ne fallait-il pas avoir une approche critique et néanmoins utile sur les particularités de ce mouvement ? En effet, celui-ci a duré 3 mois et est resté confiné à ce seul hôpital, sous la forme d'un piquet de grève à l'entrée (surtout des permanents syndicaux), de tentes installées pour les nuits et d'imposantes banderoles. Alors que bien sûr les manques de postes, les restrictions budgétaires et la dégradation des soins aux patients concernent tout le secteur. Autrement dit, certains d'entre nous souhaitaient demander pourquoi ce mouvement n'avait pas cherché à s'étendre, sinon aux autres grévistes proches géographiquement

17. Voir le comité d'action juridique : caj31@riseup.net et le bouquin de Victor Serge : *Ce que tout révolutionnaire doit savoir sur la répression*.

comme cela aurait été possible pendant le mouvement des retraites ou tout au moins dans tout le secteur hospitalier ? En faisant remarquer également que faire une grève isolée et longue cela n'était pas sans conséquence sur le moral et donc sur la combativité future car les problèmes de ce secteur restent entiers. Mais nous n'avons pas eu l'occasion de partager ces questions avec eux, le mouvement ayant pris fin avant la date de réunion prévue sans que l'on sache vraiment s'il y avait eu des avancées.

Entre autres aussi il y a eu un débat portant plus sur la psychologie. Ainsi certains déplorent le manque de prise de conscience des gens face à tous les problèmes sociaux et politiques que nous vivons : « Les gens, restent ainsi hypnotisés par la télé (que l'on ferait bien d'éteindre) et les enfants conditionnés avec les consoles de jeux. Les gens ne voient rien, absorbés dans l'étroitesse du quotidien alors que nous avons les moyens de tout savoir, le pouvoir médiatise les scandales (politiques ou pharmaceutiques), on ne manque pas d'infos : il faut donc porter l'effort de conscientisation du monde dans lequel on vit, il suffirait de prendre conscience de cette situation pour en sortir. »

Ce point de vue semble faire porter le problème uniquement sur l'individu (manque de volonté de conscience) alors que le poids du modèle dominant sur la conscience justement et, dès l'enfance d'ailleurs, n'est pourtant pas à ignorer. D'ailleurs, quand on dit cela on ne doit pas oublier que l'on fait partie des gens en question. On est soumis à un modèle dominant (avec l'idéologie démocratique et ses illusions) qui nous atomise, nous jette dans la concurrence, par exemple, sur le marché du travail. Il est évident que le temps passant et, de génération en génération, cela a des conséquences sur les mentalités individuelles : pourtant il faudrait ne pas prendre les conséquences pour les causes. Le mouvement social comme celui sur les retraites, par exemple, dépasse l'individualisme et montre justement que malgré le poids de l'idéologie dominante bien réel la

cocotte minute explose régulièrement et ce mouvement cherche son chemin, processus dont nous faisons partie.

La question des modes de vie alternatifs a fait débat également. Les uns préconisent de construire autre chose à côté du système dominant, par exemple :

- de fonctionner avec les AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), de ne rien acheter dans les super marchés, consommer autrement ;
- ou encore, d'une manière plus poussée, de cultiver ce dont on a besoin par des moyens associatifs, de procéder à des services mutuels ne faisant pas ou peu intervenir l'argent. Il semble toutefois que la possibilité et la généralisation de cette dernière « solution » restent à démontrer. Car comment convaincre les autres de rejoindre ce mouvement alors qu'il s'agit bien d'échanger même gratuitement avec tous, sachant que les rapports marchands dominent la société et que la propriété privée (le capital) s'est emparée non seulement de tous les moyens de production mais aussi les moyens du sol, à moins de devoir revivre dans des conditions spartiates et donc limitées ; c'est pourquoi ce ne peut être présenté comme une alternative, en tout cas, au capitalisme. Tout empiètement sur la sacrosainte propriété privée entraîne une réponse adéquate de l'État et c'est sans doute là une de ses fonctions ;
- Quelques fois encore il s'agit surtout de se défendre contre le chômage, la précarité, en prenant une façon de vivre la moins coûteuse, la moins marchandisée possible. Certains, mobilisés au campement contre la loi Loppssi2, nous ont dit subir cette situation plutôt que la choisir. Et d'ailleurs, il semble que certains intègrent cette lutte dans un mouvement plus large contre l'État, dont la loi Loppssi2 vient compléter un arsenal répressif déjà « naturellement » bien

fourni. Au sein du campement il y a également la volonté d'ouvrir de larges débats.

On est revenu sur la répression également. Il faut y réfléchir et se préparer au regard justement de ce qui se passe dans le monde (Grèce, Tunisie, Turquie, etc). Certains préconisent la tactique de la non-violence dans les luttes pour faire face à la violence de l'État. « Le mouvement ouvrier est d'abord non-violent et à travers l'extension des luttes, notre seule arme est notre conscience politique ». Or un mouvement de cet ordre, face à la crise, est considéré comme une « agression » par l'État. Il est clair, que nous allons vers toujours plus de brutalité et de répression policière. Nous voyons ce tableau se dessiner un peu partout et l'État y met clairement les moyens. Au sujet de la violence, la façade démocratique de l'État ne doit pas faire illusion en comparaison des régimes autoritaires et autres dictatures. Nul doute que dans une situation similaire, l'État dit démocratique aurait recours à la même violence face à un mouvement puissant et déterminé : déjà on a vu comment il a agi dans le mouvement des retraites envers les plus jeunes notamment.

Au sujet des événements de Tunisie, Égypte, justement, chacun salue ces soulèvements qui nous touchent de près. Un peu de pessimisme partagé, pour les uns, cependant, car ces révoltes très puissantes semblent ne pas pouvoir échapper à l'enlisement sur le terrain de la démocratie, telle qu'on la connaît et qui on le sait et pour cause, n'empêche rien du chômage, de la misère, des attaques : conditions qui sont justement à l'origine de ce mouvement de révoltes.

Mais ce point de vue tend, toutefois, à minimiser ou relativiser l'importance de ce mouvement général. Au-delà de l'immense courage nécessaire (« on n'a pas peur de mourir ») face à une ignoble répression¹⁸ qui n'a d'égale que la peur des classes domi-

18. Une pareille sauvagerie rappelle ce qu'écrivait en prison Rosa Luxembourg en 1915 (*Brochure de Junius*) sur la bourgeoisie et sa guerre : « *Ce n'est*

nantes de perdre leurs privilèges, leur pouvoir, ces révoltes sont directement la conséquence de l'aggravation de la crise économique¹⁹. Car le but de ce mouvement de révoltes n'est pas l'instauration de régimes démocratiques, même si certains essaient et essaieront de le diriger dans ce sens. *La question démocratique est d'ailleurs mise en avant lourdement par les médias et ses spécialistes sans oublier, en tête, toute la classe politique complice hier de ces mêmes dictateurs, en passant quasiment sous silence les ravages de la crise. Cette propagande fait, dans la même logique, par ailleurs, de la classe moyenne (avec son idéologie démocratique) le moteur de ces mouvements alors qu'elle y est à la remorque.*

Loin de minimiser donc, c'est un mouvement qui remet en cause les rapports de domination de(s) l'État(s) qui doit désagréablement sentir le sol trembler sous ses pieds. Il a fait un grand pas contre l'oppression et l'effroyable misère endurée pendant des décennies avec la complicité des démocraties qui sont là, tout à coup, prises la main dans le sac. On se doute que tous les capitalistes nationaux comme extérieurs ayant de gros intérêts dans ces régions ont apprécié, jusqu'à maintenant, non seulement une force de travail bon marché mais aussi, à sa juste mesure, la terreur qui empêchait toute revendication sociale, en noyant dans le sang le moindre mouvement de grève : ces profits juteux étaient partagés comme de juste avec les Ben Ali (et consorts) qui de ce point de vue

pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment ». Rosa Luxemburg sera assassinée en janvier 1919 lors du soulèvement révolutionnaire de Berlin.

19. Depuis 2009, la faim est remontée en flèche dans beaucoup de pays, c'est l'une des terribles conséquences de la crise. Depuis quelques mois, la hausse des prix alimentaires a fait basculer 44 millions de nouvelles personnes, dans l'extrême pauvreté, en dessous du seuil, soit moins de 1,25 dollar par jour, pour les régions les plus pauvres du monde (source FAO).

est aussi corrompu que les autres. Il faut donc faire le lien de ces luttes avec toutes celles qui se développent à travers le monde depuis notamment l'aggravation de la crise économique.

De plus on a vu dans ce mouvement apparaître de nombreuses initiatives d'auto-organisation comme les comités de défense, de quartier, la prise en mains des luttes, d'énormes assemblées populaires, de l'entraide à la base pour la survie, distributions de vivres, mise en place d'hôpitaux de secours pour les victimes de la répression.

Voilà quelques-uns des débats que nous avons eus, ils n'y sont pas tous. Pour l'heure l'AG poursuit les discussions, avec la préoccupation aussi de réaliser un bilan, « en n'oubliant pas, pour reprendre une camarade, que ce regroupement dans le but de cristalliser et concrétiser nos réflexions sur la société, sur le monde, mine le discours idéologique des « rapports de domination » et de « l'impossibilité de travailler ensemble ». Notre action n'a peut-être pas une grande force factuelle, mais elle recèle une grande puissance idéologique et explore une réelle pratique de la démocratie où chacun recherche des règles de fonctionnement » sans crainte de confronter les points de vue et les désaccords, cherche à les résoudre par le débat, pour avancer.

Cette chronologie de prolétaires toulousains qui essaient de mélanger leur parcours avec celui d'un mouvement social national, à un seul mérite : graver quelques dates importantes, montrer que le collectif rend chacun plus intelligent, et que l'espoir et le courage peuvent tisser des liens face à une austérité à perte de vue.

Bibliographie

- PERNOT Jean-Marie, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Gallimard, 2010. Voir le premier chapitre, « À l'épreuve du mouvement social », pages 28-68. L'auteur pense que la manifestation devient un substitut à la grève.
- *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, L'encyclopédie des nuisances, 1996.
- COLLECTIF, *Tous dans la rue — le mouvement social de l'automne 2010*, Seuil, 2011.
- Pour accéder à d'autres textes et débats vous pouvez visiter le site créé au cours du mouvement : <http://saint-sernin.internationalisme.fr>

Contributions individuelles

Un bilan personnel des A.P.

J'AI UN SENTIMENT PARTAGÉ, au double sens du terme. Il y a un trouble à éclaircir, en même temps qu'une solidarité. Donc, je pensais que les gens qui avaient répondu à l'appel, étaient les moins cadennassés par le discours syndical, l'embrigadement étatique ; qu'ils trouveraient là l'occasion, jamais trouvée, d'exprimer à d'autres, différents d'eux, ce qu'ils ont sur le cœur et dans la tête. Ce faisant s'ébaucherait, peut-être, un travail sur des fondamentaux communs, principes à opposer à la perte du sens dans le travail, à la misère, à la guerre contre les gens menée par l'état, à la persécution légalisée envers les étrangers sans-papiers, à la menace permanente adressée aux étrangers même français, à la destruction de la solidarité portée par les services publics. Qu'en a-t-il été ?

Chacun qui le voulait a pu prendre la parole, être écouté, les différentes stratégies des uns et des autres être visibles ; aux yeux de tous un espace de parole a circulé qui a révélé l'ampleur de l'attente, le désir de sortir du marasme, en même temps que le désarroi d'être livré à soi-même.

La réponse à cette situation a été de la combler, de l'effacer, par de l'action toujours et encore : blocage étant le mot du jour comme surenchère au discours syndical. Le « bon, c'est bien joli tout ça,

mais qu'est-ce qu'on fait maintenant ? » des jeunes impatients, joint à l'imaginaire révolutionnaire proposé, a enfermé, repoussé la sensation de vide qu'il fallait justement travailler : les gens avaient eu l'audace de sortir du rang, ils en étaient surpris et se retrouvaient, nus, face à eux-mêmes, sans mentor ni guides. Pour échapper au « et moi qu'est-ce que j'en pense, qu'est-ce que j'ose en dire ? », on proposait « et nous, qu'est-ce qu'on fait ? »

Ce n'est pas qu'il est faux, par volontarisme, d'insuffler un enthousiasme en faisant remonter des références au passé dit révolutionnaire, c'est que ça ne répond pas aux exigences de la situation, ça ne se coltine pas à là où en sont les gens, véritablement, ça veut le combler et le dépasser d'un coup de baguette magique et en reportant la passivité et l'attente sur les nouveaux guides que nous serions devenus ; c'est donc une répétition qui se prend pour une invention.

Bien évidemment je fais partie du problème que je soulève : il aurait fallu, soi-même, présenter une articulation entre ce que les gens peuvent voir tous les jours et les principes qui permettent à chacun de s'en abstraire et de rencontrer les autres sur une toute autre base que le tri, la concurrence, l'exclusion, sur une base d'égalité et construire la confiance en une capacité collective à en faire la démonstration. Ce n'est pas le jugement porté sur la situation (ce que j'ai essayé de faire avec le rapport aux étrangers et la caractérisation de la politique étatique) qui, en tant que tel, permet à chacun de s'inclure dans le débat, c'est la manière que chacun a de le vivre, à partir de sa propre position, si cela est dit, qui va permettre aux autres d'en faire autant, ainsi de se sentir fort et d'aller plus loin, collectivement, dans l'affirmation, face à l'État.

Je crois que c'est possible, dans les Assemblées Populaires, sans que je sache le faire. En tout cas, c'est à chercher, là mais aussi ailleurs où ça se fait déjà. Mais non sans conditions.

Témoignage d'Acashar

JE SUIS ÉTUDIANTE en Master 1 de littérature et aussi salariée. Je suis entrée véritablement dans les mouvements contestataires il y a quelques mois. La première fois, j'avais participé aux revendications de retrait du CPE, mais sans plus. Je n'étais pas une grande manifestante. Pourtant, j'ai toujours senti un bouillonnement de mécontentement en moi concernant la façon dont tourne le monde, les injustices, le mépris de l'environnement et des droits de l'homme qui sévissent partout sur la planète, la répression policière et surtout, j'éprouvais une grande colère contre ma propre impuissance. Tout en étant consciente qu'une lutte ne se crée que dans la solidarité et dans l'échange, j'avais du mal (et j'ai encore des difficultés aujourd'hui) à me mêler aux autres, à me confronter à eux. Pas par mépris ou par crainte, mais je me disais que je n'étais pas suffisamment bien informée et que mon opinion politique n'était pas encore assez solide pour l'exposer. Mais j'avais tort, car elle ne peut se construire qu'en s'exprimant.

Je sais depuis longtemps que les individus sont manipulés de toutes les façons possibles et imaginables : dès petits, on les incite à la discrimination sexuelle à travers les jouets (n'est-ce pas le moment d'en parler ?), puis on fait croire aux enfants que l'école les sauvera (qu'elle commence par se sauver elle-même !), tout en les gavant de slogans publicitaires (achète ! possède !), de musique électro, de magazines de mode et de films pornos, de nouvelles technologies qui les isolent du reste du monde en leur faisant croire le contraire, de loisirs tous plus improductifs les uns que les autres, et j'en passe. J'ai peur que les gens se laissent manipuler de la sorte sans réagir, qu'ils aient le cerveau endormi et ne trouvent plus le moyen de le réveiller, qu'à l'âge adulte, ils convoitent le superflu et finissent par oublier l'essentiel.

Mais j'ai besoin de croire que ce n'est pas le cas. C'est une vision positive de l'humanité que je veux chérir et soutenir, un espoir en un être humain libre, responsable et épanoui, qui ne pensera plus en termes d'intérêts et de puissance mais d'altruisme et de jouissance, non celle qui succède à l'accumulation de biens et d'argent, qui ne sont que chimères, mais celle qui provient de la contemplation de la nature, du développement de la connaissance et de la recherche de la vérité. Les valeurs que je veux placer au sommet de mes priorités sont la liberté, l'égalité, la fraternité, l'honnêteté et l'amour. Mais comment y parvenir dans ce monde corrompu ? Comment faire prendre conscience à des gens qu'on leur a menti, alors qu'ils ont été conditionnés toute leur vie durant à penser qu'ils sont libres et autonomes ? Comme le disait Platon à travers son allégorie de la caverne, l'accès au savoir est douloureux pour qui n'a jamais regardé la lumière en face. Certains ne sont pas prêts à faire le sacrifice du peu qu'ils possèdent pour construire, parfois dans la douleur, un monde meilleur. Pourtant, ils ont déjà un pied dans la tombe de la misère. Mais pourquoi ne voient-ils pas qu'ils sont exploités ?

Ils sont maintenus dans l'ignorance. Pour obtenir un renseignement, il faut avoir le temps et l'envie, car il est noyé dans la masse d'informations que contrôlent majoritairement les médias. Or, l'empire médiatique agit dans son propre intérêt, non dans celui du peuple. La fusion France télévision monopolise l'attention de tous les adeptes du JT. Seul Internet résiste encore et toujours à l'envahisseur... Mais pour combien de temps ? Ils l'investissent déjà, en reproduisant toujours le même schéma, et ça marche ! À chaque fois qu'une information capitale est donnée concernant les manipulations gouvernementales dont nous sommes victimes, elle est suivie d'un scénario catastrophe qui fait oublier le principal : une épidémie apparaît (virus H5N1 « de la vache folle », grippe aviaire, grippe porcine, mutation virale, pandémie, etc.), une catastrophe écologique survient (choc pétrolier, tsunami, ouragan,

explosion de centrale nucléaire, effondrement de mine, incendie de forêt, etc.), ou un guignol de la politique qu'on n'avait pas vu depuis longtemps revient se donner en spectacle, ou encore un match décisif (pour qui ?) se prépare. Lorsqu'un document top secret au contenu inédit est révélé, nous ne disposons que d'informations secondaires et au compte goutte (WikiLeaks), raison d'État oblige. Il n'est là que pour faire diversion : dans toute cette masse d'informations, comment savoir quel est l'ennemi que nous devons combattre ?

S'agit-il des politiciens ou du système politique dans son ensemble ? De la finance ou du capitalisme ? Des banques ? Des patrons ? Des syndicats ? Il y a quatorze partis et mouvements politiques officiels, différents supports de l'information (journaux, revues, télévision, radio, Internet, etc.). Chaque fois qu'une communauté est créée, des rapports de force entrent en jeu pour établir sa légitimité. Dans ces rapports de force (pressions externes et internes, confrontation aux autres communautés, etc.), chacun défend ses idéaux. S'ils menacent le système en place, ils seront réprimés au nom de la défense nationale. Mais de la défense de qui, encore une fois ? Pas du peuple qui descend dans la rue pour dénoncer l'injustice (inégalité de salaires hommes-femmes, expulsions d'immigrés, dégradation des conditions de travail, précarité, chômage, diminution des prestations sociales, etc.), le manque de moyens dans tous les secteurs du domaine public (santé, éducation, justice, social, culture, recherche), l'espionnage infantilisant des citoyens (contrôleurs, policiers, CRS, caméras de surveillance, vigiles, etc.). En bref, un système où la consommation a remplacé la compassion, où donner au Téléthon donne bonne conscience et permet de passer devant les mendiants sans même leur accorder un regard ou un sourire. Où les gens sont des cobayes de l'économie auxquels elle crée des dépendances, des loisirs, des besoins et du confort pour endormir leur vigilance.

Pendant ce temps, les réformes s'enchaînent et les nouvelles lois se propagent, toutes en faveur du patronat. Les médias ont parlé : « Le mouvement s'essouffle. » Ah bon ? Sans rire ? Et ça voudrait dire quoi ? Qu'on a changé d'avis et que maintenant, on adhère à toute cette propagande ? Qu'on va rester bien sages pendant qu'ils détruisent tout ce qu'il y avait de beau dans les valeurs humaines ? Qu'on va attendre 2012 pour se révolter ? Mais plus on attend, pire c'est.

Je n'ai pas de réponses à la plupart des questions que j'ai soulevées. Je sais juste qu'en parler a libéré en moi un souffle de réconfort en faisant renaître l'espoir que l'humanité pourrait prendre un autre chemin que celui dans lequel elle erre depuis trop longtemps. La communication est la serrure. La sincérité est la clé. Ouvrons la porte en grand pour laisser entrer la vérité !

Acashar.

Témoignage de Mylène

FAIRE UN BILAN du mouvement sur les retraites me paraît assez compliqué. Par où commencer ? Quel point de vue aborder ? Et surtout, où s'arrêter ? Il y a tant à dire... Je l'inclurai donc au milieu d'une présentation plus générale, essayant ainsi d'expliquer pourquoi je m'y suis jointe, ce que j'y ai ressenti et ce que je pense plus globalement.

Je commencerai donc par me présenter. Je suis étudiante au Mirail / travailleuse précaire, cumulant 3 petits jobs ponctuels pour « boucler les fins de mois » dans ce système. Mais je suis surtout une jeune fille qui essaye de trouver sa place dans une société qui ne me correspond pas, et dont les valeurs scandées lui donnent envie de gerber. Cette société qui ne me laisse pas vraiment le choix quant à la manière de m'y intégrer se résume assez simplement : il faut posséder de l'argent. Face à cela, j'ai développé comme tout un chacun certaines « stratégies d'adaptation », luttant souvent contre ma propre nature, car considérée comme « marginale », voir « illégale » face à leur Morale ou à leurs Lois. Voyez plutôt, je n'ai pas envie « d'avoir », j'ai envie « d'être », d'exister, de vivre plus simplement pour avoir vraiment le temps de m'épanouir, de penser, de ressentir, de partager... Quelle idée étrange... Et quelle criminelle hors pair !

Je suis donc à l'âge où l'on nous fait désirer principalement ce que l'argent peut avoir. Ainsi c'est l'argent qui doit nous rendre heureux, car même s'il ne fait pas le bonheur, il y contribue. Mais de ce que j'en vois, l'argent ne fait que développer chez l'humain une nature calculatrice, cruelle, malsaine, avide, malhonnête, névrosée, frustrée et ancrée dans la peur de l'autre mais en aucun cas une nature vraiment heureuse et épanouie.

Je suis peut-être un peu utopiste, mais je pense que l'on vaut mieux que cela ; que l'on est capable et que l'on a besoin de grandir et de ne pas agir comme des enfants gâtés, comblant notre vide intérieur par une accumulation de divertissements ou d'objets inutiles, acceptant ainsi d'être enchaînés toute notre vie à un crédit, donc à un travail parfois stupide, aliénant car vide de sens, ou l'on nous demandera de courber le dos toujours plus, d'aller toujours plus vite, entraînant directement ou indirectement les autres dans notre chute. Ce travail se dégrade dans tous les secteurs et laisse les passionnés médusés face à l'écart entre ce qu'ils espéraient faire et ce qu'ils font véritablement. Mais peu importent les conditions, peu importe ce que l'on engendre ou détruit, l'important c'est de produire, l'important c'est d'avoir de la thune !

Et voilà qu'après cette constatation, la réforme des retraites fait son entrée en scène. Encore une fois on nous balance des arguments fallacieux pour nous faire accepter d'être esclaves plus longtemps, comme la soi-disant augmentation de l'espérance de vie. Je me demande dans quel monde ces gens vivent pour espérer nous faire gober ça ! L'augmentation fulgurante des cancers, du sida, de la pollution, la dégradation du système de soins publics, de la sécurité sociale, la manipulation de la nature à travers les OGM, la propagation des ondes dans notre milieu de vie, l'augmentation des déchets nucléaires enterrés, jetés dans les mers, laissés à l'air libre, ou encore partant en fumée sont autant de modifications de notre environnement trop récentes pour que l'on en connaisse toutes les répercussions en terme de santé et donc d'espérance de vie. Croyez-vous vraiment que nous vivrons plus vieux que nos grands-parents dans ces conditions ? Mais beaucoup de gens ne sont plus aussi dupes. Un mouvement social naît, il parcourt toute la France, perdure et se radicalise parfois, unissant les gens de tous les secteurs face à une nouvelle attaque du système capitaliste. Cependant il reste un autre obstacle à franchir. Les syndicats, ou encore « professionnels de la lutte » ne sont là en fait que pour

poser quelques pansements sur les plaies qui mériteraient bien plus pour arrêter de saigner. Le pouvoir ayant instauré un encadrement à la révolte même, lui imposant un parcours de manif, avec une heure de fin, un ordre de placement dans les cortèges, et la présence d'une « sécurité », maîtrise et manipule là encore chacun de ceux qui, par habitude, se soumettent à l'autorité qu'ils pensent légitime. Ils ne remettent pas vraiment en question la motivation réelle de ceux qui les guident, et suivent la cadence, sans se ressaisir de leur propre combat. Mais la mascarade est grande, et les gens se contentent des quelques miettes qui leurs sont cédées pour qu'ils se les disputent et se détournent du problème de fond qui les a poussés à descendre dans la rue. Et puis, il y a Noël qui approche. Et sans sous, comment pourrions-nous pourrir nos enfants de gadgets qu'ils croiront indispensables, et qui ne feront qu'alimenter leur envie de consommer et d'être riches pour pouvoir être égoïstes à leur tour ?

Mon épanouissement personnel ne veut pas se faire en écrasant les autres de tout mon mépris parce que : « Moi, j'ai réussi, je suis donc légitimement supérieure à eux ». Mais je ne veux pas non plus être exploitée par simple gentillesse, résignation ou stupidité appelez ça comme vous voudrez. Je refuse de rentrer dans cette logique qui fait de nous des chasseurs et des victimes, des coupables et des bourreaux. Nous, êtres humains, dotés d'une intelligence « supérieure » et d'une « conscience » ne sommes-nous pas capables de réfléchir avant d'agir ? D'envisager des développements plus sains pour nous et pour les générations à venir ? Manquons-nous réellement des ressources et compétences nécessaires au développement de notre bien-être à tous ? Mais le vrai problème n'est pas là, car nous possédons sans nul doute tout ce qui serait nécessaire à cela. Le vrai problème c'est que l'humain a oublié sa nature profonde. Celle qui le conduirait à vivre en harmonie dans son monde. Il « grandit » en perpétuelle opposition à son environnement, qu'il ne connaît même plus. C'est d'ailleurs ce qui

nous différencie le plus des animaux. Plus que le pouce préhenseur, l'encéphale hautement développé ou encore la capacité à s'éduquer et à transmettre une culture, il est le seul être vivant majoritairement incapable de vivre en harmonie avec son écosystème, qui lui est pourtant vital. Il lui préfère l'élaboration d'un « système économique » qui nous mène droit à des catastrophes tragiques, écologiques, morales ou même humaines, mais sous l'acceptation générale, car nous aussi on veut rouler en 4x4 et nous aussi on a la flemme de trier nos déchets... L'argent est devenu le Dieu que nous vénérons tous, aussi destructeur soit-il.

Notre sentiment d'impuissance face à tout ce que je viens de vous dire est le pire des syndromes de l'humain moderne. Animé par la paresse, il part déjà vaincu, et ne prend même plus la peine de faire connaître son opinion sur tous ces thèmes de société ni de faire quoi que ce soit pour sortir réellement de cette logique. Il délègue passivement la gestion de ces questions à un gouvernement. Le chef de ce gouvernement est élu lors d'une mascarade appelée « élections présidentielles » pour la démocratie, où les dirigeants de chaque parti que ce soit ne sont animés en fait que par la pérennisation du système actuel, au profit du fric et de la domination de quelques uns, mais en aucun cas au développement d'un système alternatif plus sain, au profit de tous. Et pourtant c'est bien nous qui construisons chaque jour le monde dans lequel nous vivons. Chacun d'entre nous, par son travail, ses études, ses occupations et son mode de vie, construit une section de nos propres prisons. Nous avons donc tout autant la possibilité de bâtir quelque chose de meilleur pour nous, en réalisant que ce sont nos choix et nos actions au quotidien qui peuvent nous libérer de ce système. Encore faudrait-il marcher ensemble vers ce but. Mais on nous isole toujours plus grâce à la peur de l'autre, on ferme notre porte à double tour pour protéger nos biens. Ils nous divisent et nous divertissent pour mieux régner, et nous font convoiter un bonheur matériel comme modèle d'accomplissement afin que l'on

suive leur chemin. Nous rentrons ainsi dans cette ronde tragique qui nous rendra sans doute malades, hystériques ou dépressifs, consommateurs de cachets pour pallier l'absence de ce bonheur auquel nous croyions avoir travaillé toute notre vie...

J'ai appris au cours de ma route, que le bonheur ne réside pas dans ce que l'on possède et que seul un travail commun peut nous amener à un vrai bonheur partagé. Car nous ne sommes jamais aussi bien que lorsque toutes les personnes qui sont à nos côtés sont heureuses elles aussi, et que leur bien-être n'empiète pas sur celui des autres. C'est bien plus important que n'importe quelle compétition, et pour les amateurs de défis, voici un challenge qui ne demande qu'à être relevé. Nous avons besoin les uns des autres, réellement. Car sans le travail d'un gamin en Chine, comment auriez-vous eu ce joli pull que vous portez ? Sans le travail d'un immigré dans des serres d'exploitation en Espagne, comment mangeriez-vous des tomates en hiver ? Croire que l'on est indépendant et que l'on peut tout faire tout seul, c'est se condamner à être dans l'erreur et malheureux toute sa vie.

Sachez enfin que je fais aussi partie d'une génération qui sent un vent de révolte se soulever et traverser les pays d'Europe et même du Monde, comme en Amérique du sud. La crise est un accélérateur de temps qui creuse sans cesse les inégalités. La misère s'accroît, et demain elle sera inévitable dans vos rues faute d'être véritablement reflétée dans vos écrans de télévision. Je fais partie d'une génération qui a encore un espoir, celui de la révolte, et qui n'a rien à perdre, car ce qu'on lui promet pue la merde, et tout le reste lui est enlevé petit à petit.

Personne ne sait ce qu'il se passe aujourd'hui parce que personne ne veut le savoir. C'est la passivité, la volonté sans les actes qui permet que les mauvaises décisions soient prises malgré nous. On dit que Lénine et ses camarades ne pensaient pas : « Nous allons faire la révolution parce que nous voulons la révolution » mais : « Toutes les conditions de la révolution sont

réunies, la révolution est inéluctable ». À chaque fois que quelque chose a bougé dans ce monde, ça a toujours été pour le pire. Voilà pourquoi personne ne bouge, voilà pourquoi personne n'ose provoquer l'avenir. Il faudrait être fou pour provoquer l'avenir. Mais le pire, c'est qu'il y aura toujours des fous pour provoquer l'avenir...

Nous pouvons tous parvenir à ces constatations ainsi qu'à d'autres, et je suis heureuse de voir qu'aujourd'hui, à travers les assemblées populaires, les groupes de réflexion et autres rassemblements qui émergent de partout, les hommes réfléchissent, réagissent et tentent de construire l'avenir avec leur prochain.

Les assemblées sont un pilier de cette réflexion. La confrontation d'opinions nous permet à tous de considérer nos positions, de comprendre celles des autres, et d'établir des consensus. Plus que tout, elles redonnent chaleur et espoir, et me permettent de me sentir moins seule dans ce combat difficile et pourtant inévitable.

L'humain est capable du meilleur comme du pire. Jusqu'ici il s'est révélé brillant pour le pire. Quand commencerons-nous donc à être capables du meilleur ?

Témoignage de Rachel

TOUT D'ABORD : ce qui s'est passé durant ce mouvement a été tellement riche, tellement intense que je ne sais par quel bout le prendre... Alors je me lance sur un aspect. Une question qui est revenue plusieurs fois dans nos discussions : **qui sommes-nous ?** Je vais donner mon point de vue, mon ressenti, c'est donc personnel, forcément subjectif et fort probablement incomplet.

L'assemblée populaire *Ponzan* a commencé à se réunir tous les dimanches dès début septembre à l'initiative de la CNT-AIT (bravo pour le flair ! = le fait d'avoir senti le besoin de se retrouver pour exprimer les réflexions, analyses, coups de gueule et les partager au lieu de se les ruminer tout seul dans son coin). Septembre a vu les manifs s'étoffer et surtout un certain nombre de manifestants éprouver le besoin de se retrouver en fin de manif pour continuer à discuter, partager, chercher à comprendre ensemble. À la fin de la manif du 12 octobre, une ou un des participants à ces discussions à Jaurès a émis l'idée de se retrouver tous les soirs à 18h00 à *Saint-Sernin* devant la Bourse du travail ; vient qui veut, qui peut. C'est ainsi qu'est née l'assemblée *Saint-Sernin*. Parfois on était 20, d'autres 10, d'autres encore 30 ; pas forcément les mêmes, même s'il y avait un « noyau » qui assurait la continuité, la passation des infos. Discussions sur ce qui se passe, les actions, les blocages, les manifs... Où, quand, comment ? Qui veut, qui peut y aller ? On fait un tract ? On y met quoi ? On le discute ensemble puis une équipe s'y colle. On rediscute pour voir si on est tous d'accord avec le contenu, la présentation : on reformule, on enlève des bouts, on en met d'autres... Qui fait les copies, qui est dispo pour tracter le jour J ? Et voilà le travail ! Franchement, ils sont pas mal nos tracts, non ? Ils auraient pu être mieux, sûrement, mais ils ont le mérite

non seulement de répondre (d'après moi) aux besoins du mouvement, à nos besoins, mais aussi d'avoir été élaborés collectivement dans le feu de l'action (pas de tout repos, l'action ! Mais c'est une bonne fatigue, une fatigue saine).

Alors, **qui nous sommes ?** Ces deux assemblées, *Ponzan* et *Saint-Sernin*, sont des assemblées ouvertes à tous, quelle que soit notre catégorie professionnelle ou pas (boulot, pas boulot, étudiants, retraités, immigrés), quelles que soient nos sympathies politiques ou pas (militants, pas militants, syndiqués, pas syndiqués) : ce qui compte c'est d'avoir un lieu où se retrouver par-delà toutes les barrières qu'on essaie de nous imposer et par-delà toutes nos différences car le désir qui nous anime est d'avancer dans notre lutte.

J'insiste là-dessus parce que j'ai vraiment été impressionnée par la capacité que nous avons eue de nous retrouver, discuter, participer aux actions qui avaient lieu pour apporter notre solidarité, et tout ça, décidé collectivement, **sans chefs, sans spécialistes**. Chacun a amené ses infos, son savoir, son expérience, son énergie, son enthousiasme. Chacun a amené sa petite pierre qui permet de construire un mur (non, le mur, ça ne me plaît pas...), disons plutôt le ciment d'autre chose, le ciment d'un autre monde, un monde qui soit réellement humain où justement chacun de nous puisse exprimer ce qu'il est réellement sans peur, sans tracas. Où ce soit enfin « normal » (je n'aime pas ce mot non plus, mais bon, je n'ai pas trouvé mieux...) d'avoir le droit d'être ce qu'on est, tout simplement.

Voilà ce que j'ai trouvé dans ces assemblées : on ne se connaît pas tous, on n'est pas forcément tous d'accord sur tout ; on discute, on partage nos points de vue, nos ressentis, nos expériences, notre colère aussi, nos ras-le bol (ça fait du bien !) et il en ressort une richesse qu'on n'aurait pas soupçonnée si on avait fait que se croiser dans la rue. Et pourtant, tout ça était déjà là ; sauf qu'on ne l'avait pas mis en commun. Et cette richesse (je crois qu'on n'a pas

encore idée à quel point chacun de nous est riche) on a voulu la partager avec tous ceux qui étaient dans la rue avec nous, dans les actions, à travers les tracts, les discussions avec ceux que justement nous ne connaissons pas. Parce que c'est ensemble qu'on se rend compte que nos aspirations profondes ne sont finalement pas si éloignées les unes des autres.

Bon, je ne sais pas si ça donne une idée de « qui nous sommes ? ». Un aperçu très incomplet et très subjectif, mais j'avais envie de le dire parce que cette expérience collective a été pour moi (et continue à être, d'ailleurs) très enrichissante d'un point de vue personnel, humain et politique. La personne, l'individu (j'aime pas trop ce mot non plus, je préfère dire : « la personne »), nourrit le collectif et le collectif nourrit la personne. À condition, bien évidemment que le cadre collectif soit posé de telle façon que le collectif respecte la personne et que la personne respecte « les autres », le collectif. Ce qui a été le cas (et est toujours le cas) dans ces assemblées.

Bon, voilà une petite contribution et je laisse le soin, en toute confiance, à l'équipe de rédaction et à l'assemblée de décider si elle sera publiée ou non, dans son ensemble ou seulement des morceaux. J'en profite pour vous souhaiter une belle année à toutes et tous. Que les graines qui ont été semées (ça fait longtemps déjà, en fait, mais il faut du temps...) continuent de pousser et nous, de grandir avec.

Ra.

Témoignage de Tom

SALUT À VOUS. Je n'ai jusqu'à présent pris le temps de lire que deux contributions, celle de Mylène et celle de Yann. Je les remercie, avec tous ceux et celles qui ont lancé l'idée d'une sorte de cristallisation/médiatisation d'une mémoire individuelle et collective, et de faire marcher le(s) réseau(x) sur la Toile et dans la rue. C'est sûr que ce serait bien de commencer un débat sur les idées et surtout les catégories utilisées pour décrire les gens qui ont voulu s'impliquer de près ou de loin dans le « mouvement ». Je ne parlerai que de ce que j'ai pu voir, entendre et cogiter depuis. J'étais par-ci par-là, à la plupart des « manifs », à quelques AG au Mirail, quelques réunions / assemblées populaires, à l'aéroport pour un blocage, à l'hôpital Marchand pour éviter un déblocage puis surtout, j'ai revu ces gens dans la rue, ou au Mirail, ou dans le bus, à La Chapelle, à l'entrée du pseudo débat : « Faut-il avoir peur des nanoparticules ? », et on continue encore à causer de ce que ça nous inspire tout ça. Si il y a une seule leçon que j'aimerais retenir de toutes mes tentatives d'accéder à une forme de compréhension du monde, donc un peu d'un « mouvement social », c'est que : Chacun(e) voit sa réalité comme allant de soi, et surtout ses propres principes de catégorisation des individus : toi tu es « syndiqué », toi, tu n'es « pas syndiqué », toi tu es « étudiant », toi tu es « anarchiste », toi une « pisseuse de droite », toi, un « connard de l'Arsenal », toi tu es « chômeur », toi « cheminot », et j'avais l'impression de voir tout le monde se retrouver avec plein d'étiquettes sur la gueule, au point que j'avais parfois des efforts à faire pour ne pas me laisser aller à de l'hostilité face à quelqu'un qu'on décrivait comme le syndicaliste ou l'anarchiste ou l'appeliste de service.

J'avais surtout envie de rencontrer des êtres humains avec des noms prénoms, avant des les mettre dans la boîte à sucre d'un panorama politique brouillé, j'ai vu se créer des espèces de constructions identitaires que je trouvais complètement arbitraires, réductrices. J'ai parfois eu du mal à ne pas me barrer sans vouloir chercher à comprendre comment on pouvait en arriver là, entre gens qui veulent pourtant s'indigner ensemble, à l'origine.

Là où je te suis, P., c'est quand tu pointes du doigt l'importance du langage, car si on demande à chacun de nous ce qu'est la démocratie, qu'est-ce que la politique, qu'est-ce que la « vie bonne », chacun(e) s'élancera avec sa propre définition. Je ne vais pas dire que cette définition, cette représentation de la manière dont doit/peut se faire la politique est mal documentée, ou fausse, ou juste. On pourrait simplement dire qu'elle est réelle vu qu'elle a motivé de bons hectolitres de paroles, et plein d'actions/réactions qui ne donnaient pas toujours envie de garder son sang froid. J'espère que plus que jamais on va d'abord s'écouter — chercher à se comprendre — avant de se retrouver jugé(e)/classifié(e) par les un(e)s et les autres. Parce qu'il y a un consensus, au moins celui qu'il n'y a que peu d'éléments de consensus. Je crois qu'on a trop besoin de renouer avec un fonctionnement et une réflexion collective pour pouvoir se permettre de se diviser à coups de pré-supposés, cela à la grande joie de celles et ceux qui se réjouissent de cette incapacité à faire vivre du collectif.

Des éléments d'action ? À condition de ne pas les séparer d'un moment de réflexion sur les idéologies, à commencer par nos différentes conceptions. J'aimerais qu'on puisse cartographier et localiser qui s'indigne à proximité de chez soi (on est nombreux-ses bordel !), comment s'organiser et commencer à se connaître à l'échelle du quartier, proposer un programme de lectures collectives et d'échanges de réflexions sur ces lectures (pour celles et ceux que cette pratique motiverait) : car on a toujours besoin de discuter, d'affiner une raison pratique et d'en débattre de la

manière la plus rigoureuse possible. Je crois plus que jamais à la mise à profit des sciences sociales/de la nature — indissociables d'une philosophie de la connaissance —, afin de pouvoir continuer à exister en tant que réseaux d'individus en cours d'élaboration. Commencer par s'organiser des repas chez les un(e)s chez les autres, en petits groupes ou pas, se filer des services sous forme de dons/contre-dons, se raconter ce qui nous indigne pour réunir toujours plus d'arguments sur la réalité des conséquences physiques et psychiques (mais c'est inséparable) de ce qui se passe sur les lieux de travail des salariés, dans les banques, les lieux « publics », les hôpitaux, les « Business School », les écoles, les prisons, les manifs. Je prétends qu'on peut mettre à jour des principes de vie commune qui permettraient « d'universaliser les conditions d'accès à l'universel » pour reprendre un slogan d'un philosophe sociologue ethnologue géographe que je lis en ce moment. (N.E. : il s'agit de Pierre Bourdieu, 1930-2002).

C'est tout ce qui me vient pour le moment, en tout cas, vous me motivez, je pense qu'on a commencé à comprendre notre intérêt. Contre le « langage aux effets de réel » qu'utilisent celles et ceux qui veulent faire advenir la « nécessité » néolibérale, il est possible, plus que jamais, de croire en La Métamorphose et de la réaliser, elle est commencée !

Salut.

Tom, « chanteur géographe » comme l'un d'entre vous m'a dit.

Clownerie au Mirail

A PROPOS DE LA CLOWNERIE de cet après-midi à l'assemblée générale du Mirail, sans vouloir défendre le semblant de démocratie qui s'y trouve, mais pour que ceux qui y sont venus (P., Al., E. et « j'ai oublié ton prénom ») ne se fassent pas non plus une idée fausse de ce que sont les AG étudiantes du Mirail en général, et pour préparer le terreau du débat que vous aurez demain aux pavillons.

Il faut bien avoir en tête qu'une assemblée générale de ce genre (fin de mouvement) est :

1. organisée par des personnes (syndiquées et non-syndiquées) qui ne sentent plus le peu de cohésion qui les liait tant bien que mal au plus fort du mouvement,

2. que par conséquent ce genre d'AG désordonnée et battant en retraite (sans jeu de mot) est vécue par la majorité des étudiants comme quelque chose qu'ils saisissent encore moins que d'habitude (j'ose à peine imaginer ce que ça fait à des *extérieurs*) ;

3. qu'en l'occurrence ce désordre est utilisé effectivement par les syndicats pour tourner le maximum de personnes en faveur de leur crypto-campagne de recrutement (plus on y comprend rien, plus on cherche à qui s'en remettre, plus les syndicats montrent leur réel et très sérieusement supérieur pouvoir de cohésion et d'organisation : les syndicats savent très bien montrer une stabilité dans la stratégie qu'ils proposent à voir (et non à faire) : organiser un « pôle associatif et syndical ouvert à tous » en jouant sur les bonnes intentions et les forces des naïfs-non-syndiqués).

La remarque de P. pendant l'AG concernant le fait que le dernier à parler était un syndicaliste, lequel avait effectivement bien enfoncé le clou sur : « le syndicat c'est bien et au moins c'est sérieux » et « ce qui se fait en dehors de ça c'est caca », cette

remarque de P. est bien légitime, mais à considérer au vu d'un système démocratique qu'il faut d'abord comprendre. Car en effet sans comprendre, on fait de la paranoïa et on ne voit pas le fond du problème. Le système de la démocratie en AG, ce sont les plus au jus qui en tirent le plus de jus justement. La pratique de la démocratie est à mettre sur le même plan que la pratique du langage. Que peut-on tirer de l'analogie pratique du langage / pratique de la démocratie ? Très simplement, en matière d'argumentation et sur n'importe quel sujet, quelqu'un qui a plus de difficultés qu'un autre dans le maniement du langage a toutes les chances d'avoir tort, même s'il a raison, même s'il est au fond le plus intelligent. Le problème est que ceux qui tiennent en main cette démocratie (ce langage) font tout pour que ceux qui ne sont pas d'accord avec eux n'acquièrent pas ce langage (d'où l'initiative des glossaires de la lutte que vous avez vu, et qui viennent de gens non-syndiqués, ce qui est tout à fait louable malgré les défauts de formulation). Le problème ce n'est pas l'AG dans sa nature, mais le verrouillage des connaissances du maniement de ses outils par les spécialistes de la lutte. Il suffit de connaître ses mécanismes pour être au même niveau que les syndicalistes (et franchement ce n'est pas dur ! Ce qui est dur c'est de faire atteindre ce niveau à tout le monde), ainsi on voit mieux comment ils s'y prennent dans ce qui semble souvent être un tour de passe-passe. En fait, ils ne trichent pas, ils monopolisent les règles !

Encore faut-il que quelqu'un veuille bien transmettre les règles de ce langage, et sociologiquement cela équivaut pour l'individu qui transmet ce genre de connaissance à un partage de pouvoir, donc à une perte de pouvoir ; d'où la difficulté, d'ordre plus sociologique que politique très souvent, du fait que certains se gardent le langage pour eux, en l'imposant comme une évidence que personne ne comprend et que, par honte, tout le monde fait semblant de savoir, ou que, pire, certains rejettent.

Mais venons-en à la question du blocage, qui n'est visiblement pas claire du tout dans ce que j'ai pu entendre des discours de P. et d'Al. pendant leur intervention (E. je ne sais plus : quelqu'un me parlait pendant que tu parlais au micro). Le président de la tribune a pour rôle que le débat d'AG se passe dans les temps impartis (d'où la clôture à un moment donné des tours de parole) (si l'AG se poursuit après 14h00, cela équivaut à une désertion de l'amphi par les étudiants qui doivent aller en cours, ce qui équivaut à un vote non représentatif, ce qui équivaut à un gros bordel/d'où la nécessité du fameux blocage si l'on veut qu'une AG puisse durer plusieurs heures pendant lesquelles les étudiants ne se posent pas la question des cours et peuvent discuter d'autre chose que du blocage justement : serpent qui s'est mordu la queue cette année, plus encore que les autres années, puisque :

1. le terme « blocage » cristallise plus que jamais la haine et les réactions épidermiques, et est inlassablement proposé pendant les AG, et

2. le blocage à durée déterminée (la solution à tout ça), genre deux semaines, n'a pas pu être proposé cette année faute de courage : en effet un tel blocage a plus de chances de ne pas passer, bien qu'il soit la solution.

Donc pour les interventions d'Al. et de P. surtout, en AG étudiante, quand vous dites que le blocage a montré sa faiblesse et que d'autres modes de grève sont nécessaires, vous ne parlez qu'aux anti-grévistes qui se moquent bien du mouvement et qui vous croient des leurs (Al. as-tu entendu les applaudissements venant du haut de l'amphi à l'instant où tu as dit que le blocage est un mode de grève à reconsidérer ? Et bien ceux qui t'applaudissaient étaient les anti-grévistes !)

Mon analyse — et il n'est qu'à revoir ou relire les célèbres œuvres de fictions qui traitent de la grève (*Germinal* ou *La Grève* pour ne citer qu'eux) — c'est que ce n'est pas le « blocage » qu'il faut

remettre en question, car le « blocage » n'est rien d'autre que le moyen historique — d'ailleurs appelé *piquet de grève* et non *blocage* — que les travailleurs se sont toujours donné pour faire la grève depuis qu'ils ont conscience de leur force. Si le piquet de grève, ou *blocage*, n'est plus un mode d'arrêt du travail satisfaisant, ce n'est pas à cause des grévistes, mais à cause d'une perte de conscience de la classe ouvrière qui ne sait plus, qui a oublié que son seul salut pendant une grève, c'est le piquet de grève ! (malgré les arguments contre je vais y venir).

Faire la concession que le piquet de grève n'est plus à la page de l'Histoire (en l'appelant *blocage* d'ailleurs, pour lui faire perdre son caractère historique), c'est très simplement faire une concession à la droite et à l'idéologie que celle-ci s'échine inlassablement à mettre dans toutes les têtes par le moyen de l'argument dit « bulldozer » : le matraquage incessant d'une même connerie, et ce par le biais de la télévision (cf. le petit glossaire de P. sur le vocabulaire employé par les médias).

Alors effectivement — et là j'en viens à prendre en compte les arguments qui ont été mis en avant à propos du blocage-centrisme (cf. Miraillo-centrisme) — les blocages n'aident pas à étendre la lutte. Certes, mais est-ce dû au blocage ? Là est la question ! Une fac non bloquée par exemple est encore pire de ce point de vue : les étudiants grévistes sans blocage ont peur de prendre du retard sur les étudiants non-grévistes, ont peur (bien légitimement !) que des profs de droite (qui apprennent très vite à connaître les tendances politiques de leurs étudiants) ne les notent pas sur les feuilles de présence et craignent de perdre leurs bourses. Tous ces arguments pour l'installation de piquets de grève en général sont incontestables ! Vérifiés empiriquement. Avec blocage : mouvement de merde, peut-être, mais sans blocage : **pas** de mouvement !

C'est le genre de débat qu'on a régulièrement en AG Mirail avec les étudiants anti-grévistes. Malheureusement, le fait d'avoir dit que le blocage avait montré sa faiblesse ne vous a attiré les

louanges que de personnes pas vraiment recommandables. En gros vous êtes passés pour des jaunes, et dans le meilleur des cas pour des jaunes qui s'ignorent (j'avais justement fait une attaque contre ce genre de comportement politique — et pas que celui-là — dans mon intervention en AG, j'étais donc bien mal à l'aise de vous soutenir, même si je l'ai fait de mon mieux. Après je suis d'accord avec Al. sur le fait qu'il faut pouvoir s'arrêter au bout d'un moment sans être taxé de jaune justement. Et la pertinence de l'intervention d'Al. concernant la coordination entre les secteurs a été mille fois détruite par cette entrée en matière anti-piquet de grève !

Le problème qu'il faut soulever par rapport à cette discussion se découpe à peu près en deux points, lesquels sont bien évidemment interdépendants :

- L'idéologie actuelle est en train d'enterrer la modalité de lutte du piquet de grève (cf. les raffineries, mais cf. Mirail aussi, et sans aucun doute dans plein de milieux professionnels) (sachez qu'un tel processus, à son début en France, a déjà fait son chemin au Japon par exemple, où les travailleurs en grève vont au travail avec un brassard indiquant qu'ils sont en grève ! Vous le saviez, mais peut-être ne faites-vous pas le lien avec le fait que votre discours est allé dans ce sens pendant l'AG au Mirail aujourd'hui. Enfin c'est mon point de vue et je ne vous jette pas la pierre le moins du monde, ça me donne juste l'impression que nous sommes vraiment victimes, beaucoup plus qu'on ne croit, jusque dans la racine de nos idées : c'est à dire dans l'idée qu'on se fait de la pertinence des pratiques des luttes passées !).
- Si les blocages ne sont pas efficaces c'est :
 1. la conséquence du premier point (remise en question d'un moyen de lutte = militants grévistes acculés de

toutes parts = perte de moral = focalisation de l'énergie sur le blocage = renfermement sur soi), et

2. le putain de foutu bordel d'enfoiré de poison qu'est le corporatisme ! lui-même issu d'une bataille idéologique (à mettre sur le même plan que la remise en question des modalités de lutte historiques) que la droite est en train de gagner ! Et que les syndicats sont les premiers à défendre *depuis l'intérieur du blocage*.

Techniquement, le blocage n'est rien d'autre que le moyen de mobiliser des forces H24 pour débrayer d'autres lieux de travail. Techniquement — et la solution c'est de prendre à bras le corps notre combat contre les syndicats — il suffit de faire prendre conscience à nos collègues en grève qu'il faut se bouger dans les autres secteurs, de mobiliser une petite équipe pour garder les piquets de grève sur le lieu de travail (fac ou pas), et d'envoyer le reste en petits groupes organisés sur les autres lieux de travail pour :

1. faire de l'agitation,
2. convaincre les éléments des autres secteurs les plus déterminés et les plus influents à proposer la grève aux autres,
3. diffuser et collecter de l'information, et rabattre cette dernière dans le foyer de son propre blocage, et ainsi de suite.

C'est tout ! Le reste doit suivre, et avec une force insoupçonnée par dessus le marché. Le seul problème est le heurt traditionnel aux volontés syndicales. Là est le problème, pas dans le blocage. Solution : prendre tous ceux qui, dans notre entreprise ou usine ou fac en grève, en ont fini avec l'influence idéologique syndicale (ce qui va aller en s'améliorant), et les emmener sur les autres lieux de travail, avec au préalable un travail d'agitation simple auprès de leurs collègues et camarades : pour étendre la

lutte dans les actes et non dans le discours « il suffit de passer le pont ».

L'autre problème est que si la perte de l'influence idéologique syndicale va, pour certains des éléments de la lutte, aller en s'améliorant (en témoignent nos assemblées *Ponzan* et *Saint-Sernin*), l'influence idéologique syndicale va également, pour d'autres éléments, se durcir. C'est le point de vue dialectique.

Je sais que je parais assez dur dans ma critique et très simpliste dans mes perspectives. Mais c'est déjà très long et cela fait plus de 2 heures que je bosse là-dessus, alors le seul truc que j'ai à dire pour conclure, c'est « comprenez de mon message le meilleur que j'ai voulu y mettre ».

Salutations militantes. Yann.

Histoire d'assemblée

RÉFORME DES RETRAITES et nous voilà trois millions dans la rue à suivre la marche funèbre syndicale. Mais quelques hurluberlus ont eu l'audace de proposer de discuter en fin de manifestation. Comme si manifester n'allait pas être suffisant, comme si les gens avaient besoin de libérer leur parole, de crier haut et fort ce qu'ils pensent tous bas. Je vous conseille à tous de le faire dès que vous en avez l'occasion, cela fait un bien fou.

Fou, justement qui sont ces fous, sont-ils des syndicats, sont-ils des communistes, sont-ils des anarchistes, mais de quel parti font-ils partie ? C'est quoi leur étiquette ? Viennent-ils d'une autre planète ? Ce sont ces fous qui pensent qu'un autre monde est possible ? Oui, un peu partout à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Montauban, Auch, Figeac, des assemblées populaires ont eu lieu.

Assemblées populaires mais pour quoi faire, hein ? Pour discuter, pardi ! À Toulouse, en fin de manifestation, on a bloqué à

plusieurs reprises le carrefour des allées Jean Jaurès, ce lieu nous a appartenu pendant quelques heures, jusqu'à ce que les CRS viennent nous déloger de notre espace de liberté où nous avons décidé de nous poser un peu, le temps de faire une pause, le temps de se rencontrer, le temps de nous parler. C'est très dangereux ça ! « Allez, vous avez assez discuté, circulez mesdames et messieurs, vous bloquez la rue. Je suis assermenté par l'État pour vous faire dégager. » Et quel équipement pour le faire ! D'ailleurs à Lyon, avant même le début d'une manif, certains n'avaient pas encore pris la parole qu'ils en ont pris pour leur grade, avec coups de matraque, canons à eau et gaz lacrymo. Les CRS ont frappé fort, ils peuvent nous traiter comme du bétail, pourtant nous ne sommes que des humains. Voilà comment le pouvoir exerce son pouvoir : par la force et la violence !

À Toulouse on les a fait courir un peu dans les rues (leur équipement est un peu lourd quand même), on leur chantait la Marseillaise, eux qui sont censés être les défenseurs de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, puis on les a baladés jusqu'à un dépôt de carburant qui se trouvait à plusieurs kilomètres de là. Ces forces de l'ordre sont à la solde d'escrocs et on n'a pas oublié de leur rappeler qu'ils ne sont pas du bon côté de la barrière et qu'ils ne sont pas avec le peuple. Ce sont les défenseurs des politocards magouilleurs (avec télé magouille, on s'en met plein les fouilles).

Quoi qu'il en soit, une assemblée populaire c'est quoi ?

C'est d'abord un lieu occupé par des individus qui discutent, pensent, et certains d'entre eux disent ce qu'ils pensent. À Toulouse, injustice sociale, système corrompu, état mafieux, syndicats achetés (ou vendus) et bien d'autres choses encore. Certains voient cela d'un mauvais œil et surtout les syndicats, vu qu'ils ont des services d'ordre eux aussi. Ce sont eux qui ont mis une corde devant nous, parce que nous ne faisons pas ce qu'ils voulaient (les suivre sans broncher, et surtout pas d'assemblées populaires). Ils nous ont pris par les épaules pour qu'on la ferme quand on dit :

« On continue en fin de manif, on discute », ce sont eux qui râlent quand on fait du bruit avec des casseroles, pendant qu'ils mettent la sono à fond alors que nous voulions discuter. On les a laissés faire leur manifestation, avec leurs ballons et leur musique de boîte de nuit alors pourquoi ne nous ont-ils pas laissé tranquilles ?

Difficile à croire tout ça ? Dans ce monde d'illusions il n'est pas évident de trouver la vérité. Vous n'avez pas remarqué, l'État nous ment, les syndicats nous mentent, les patrons nous mentent, les banquiers nous mentent ; et les médias nous cachent la vérité. Tout ça pour avoir quoi, le pouvoir ? L'argent ? Une forme d'autorité sur des individus ? Le contrôle ?

Mais en vérité, nous pouvons nous passer de tous ces menteurs. Quoi qu'il en soit, assemblée populaire par-ci, assemblée populaire par-là, elle est passée par là et repassera par ici. Nous sommes ce que nous sommes et le nombre que nous sommes, mais nous ne baisserons pas les bras et nous continuerons à nous exprimer haut et fort. Les injustices sociales ²⁰ doivent cesser. Discuter en vue de trouver comment faire face à nos gouvernements, s'organiser pour obtenir plus de liberté, d'égalité et de fraternité, nous permettra d'agir et de construire... ²¹ Et c'est dans la rue que ça se passera.

ENSEMBLE CONSTRUISONS UN AUTRE FUTUR.

Aladin

20. Famine, guerre, misère, problèmes de santé, éducation, mort par le froid, persécution de sans-papiers, précarité, chômage, esclavage, suicides, répression, planète en danger, épidémies de choléra, sans-abri, prisonniers...

21. Être soigné gratuitement, avoir une bonne éducation, un toit pour se loger, du temps pour s'amuser et se distraire, de quoi manger dans son assiette, le respect, la dignité... tout ça pour toute l'humanité.

Poème

*Comme un éclat de rire vient consoler la tristesse
Si un peu plus d'amour bousculait la détresse
Comme un peu d'empathie dans un vent de tendresse
Si l'on sortait nos cœurs de l'état de paresse.
Comme s'éveiller au monde, à la clarté du soleil
Si l'on repensait le monde en sortant du sommeil
Comme contempler la terre qui éparpille ses merveilles
Si l'on s'apercevait qu'on est semblables et sans pareil.
Comme une brise d'air te caressant la peau
Si l'on mettait un peu de côté notre ego
Comme une musique qui émeut au clair de lune
Si ensemble nos voix ne faisait qu'une.
Comme une destinée qui suit toujours sa voie
Si ce n'était au fond qu'une question de choix
Comme épaulement contre épaulement, on rejoindrait la lutte
Si en s'unissant on changeait la chute
Comme rendre au crépuscule la beauté des oranges
Si l'on faisait en sorte que ce monde change.*

Rémi

La soupe populaire : potion magique de résistance !

LA BONNE VIEILLE SOUPE. Celle de nos aïeux, réconfortante. Celle de notre mère qui fait grandir. Celle, populaire, qui remplit (mal parfois) les ventres creux. La soupe a bien d'autres vertus. Son goût dépend non seulement de ce que l'on y met mais aussi de la provenance des produits utilisés, comment ils ont été mis dedans, mixés, en morceaux, comment les légumes ont été cuisinés dans le pot, s'il y a de la viande... Sa saveur dépend également de l'esprit dans lequel elle est servie. Elle peut être réconfortante à table en famille, revigorante l'hiver, fraîche l'été, prétexte à discussions et à refaire ensemble le monde. La soupe ne fait pas peur. Pourtant il y a bien le bouillon de 11h ! Sans oublier celle de nos invincibles Gaulois, magique, dotant celui qui en prend d'une force surhumaine.

Il y a également la soupe bue seule ou entre amis, à l'intérieur ou à l'extérieur en groupe... Nous avons eu l'initiative d'une soupe populaire à Toulouse pour son aspect convivial et ses vertus réconfortantes. En effet, nous avons décidé d'associer aux manifestations auxquelles nous participons : une soupe. Proposée en fin de cortège ou lors d'un rassemblement, elle permet de favoriser la parole et l'échange dans l'espace public.

Nous avons initié la première du genre en novembre 2008 quand nous avons fait une soupe populaire contributive au Capitole. Nous appelions la population dans la rue et sur les places le 11 novembre pour se réapproprier l'espace public et favoriser la vie démocratique, la créativité trop muselée de nos jours. Nous appelions, au côté du CNR réactivé quelques mois plus tôt par des citoyens, à la grève générale pour construire une alternative à la

situation politique actuelle, construire ainsi une réponse à l'appel des résistants : Créer, c'est résister. Résister, c'est créer.

Nous la voulions contributive. C'est à dire que nous fournissions le pot, l'eau et le gaz et chacun qui le pouvait amenait quelques légumes pour les mettre dedans. Sinon il était prévu une collecte alentour... Lorsque nous avons proposé cette initiative sur Toulouse, l'idée était venue d'une militante syndicale où tous appelaient à la convergence des luttes. Mais l'idée pourtant fédératrice n'a pas été retenue ce jour là. Nous l'avons reprise ensuite. La soupe nous fait revenir à l'essentiel. Comme le dit une autre militante : mieux vaut manger une bonne soupe ensemble et crier notre colère plutôt que de devoir taper sur le fond de nos casseroles vides faute de moyens et de mobilisation !

Puisse la soupe faire des adeptes. Surtout que la recette que je viens de vous donner est à la portée de tous. Elle permet le partage, qui plus est de partager « le manger », alliant la tradition d'hospitalité à celle de la convivialité si tant est que nous en ayons la volonté. Une soupe aux oignons, une soupe aux patates, une soupe au fromage, avec de la viande selon les approvisionnements, selon les régions, selon les savoir-faire... Selon le moment. Du « liant social » d'où peut naître l'élan qu'il nous faut pour nous mobiliser en masse pour combattre ce régime sécuritaire organisé, développé pour mieux maintenir l'ordre libéral. Il faut bien « tenir » les gens pour pouvoir les asservir. Alors que la soupe peut constituer un véritable outil d'émancipation sociale si et seulement si elle reste contributive, partagée, cogérée, populaire sans pour autant être charitable. Ce dernier point n'est pas négligeable malheureusement par les temps qui courent !

D'autres s'en occupent et c'est bien utile. (À ce propos, nous vous invitons à écouter l'émission de Daniel Mermet du mardi 9 décembre 2008). Nous, nous voulons aussi changer le monde. Nous voulons bousculer ce (dés)ordre établi pour les plus riches, pour les plus malins, pour les plus fourbes et sournois qui

n'hésitent pas à écraser l'autre pour en tirer quelque bénéfice. Nous, nous voulons construire ensemble pour partager ensemble. Nous voulons créer un Autre monde plus respectueux des hommes et de la nature, de la démocratie pour laquelle d'autres, des résistant(e)s, des militants, des citoyens et des révolutionnaires se battent. Nous avons choisi de relever le défi et de faire (re)vivre la flamme de la résistance et avec elle prolonger les idéaux du programme du CNR en vous proposant une soupe populaire.

Faisons qu'elle soit magique et qu'elle vous incite **à faire de la résistance**. Organisez des soupes un peu partout avec vos voisins, sur votre lieu de travail, entre amis, militants... Pour les bols, chacun peut amener son récipient ou faire avec des récipients consignés. Partageons ensemble le festin et refaisons le monde à notre image. Tenons des soupes populaires devant les banques, les services publics et invitons tous le monde à en faire autant... Et vous verrez que nous serons de plus en plus nombreux, invincibles face aux cohortes de César le magnifique.

Transcription : Le Travail

Le texte qui suit est la transcription du commentaire d'une vidéo disponible sur internet.

DEPUIS LES ANNÉES 80, on ne cesse de prédire la fin du travail. L'humanité était devenue si productive que les sociologues s'attendaient tous à voir le temps de travail diminuer jusqu'à disparaître. Pourquoi nous trouvons-nous dans la situation inverse ? À devoir travailler plus pour gagner plus...

Avant tout qu'est-ce que le travail ?

Le travail est un concept moderne issu du productivisme qui fera de notre civilisation la plus travailliste de toute l'histoire de l'humanité. Le mot travail vient du latin *trepalium* : un instrument de torture. Dans l'Antiquité, le travail était mal considéré et réservé aux pauvres et aux esclaves. Le non-travail, l'*otium*, était quant à lui vu comme une source de liberté et de bonheur. Au Moyen-Age, l'idéologie chrétienne a inversé les valeurs et fait du travail un moyen de plaire à Dieu ; malgré la forte soumission au pouvoir, on ne travaillait à l'époque qu'un jour sur trois. C'est avec la révolution industrielle et le développement du capitalisme que l'homme va se mettre à travailler comme jamais auparavant. Produire des richesses devient une finalité en soi ; grâce à la lumière et à la maîtrise du temps, on peut enfin travailler en dehors des heures naturelles. Le Fordisme, le Taylorisme et enfin le Toyotisme, les nouvelles organisations du travail, n'ont qu'un objectif : produire plus en abusant de la force humaine, couplée à celle de la machine. La productivité explose, les capitaux s'envolent et les travailleurs entrent dans l'ère de la consommation. Alors que le travail était depuis dix mille ans un effort physique ou intellectuel dans le but de répondre à un besoin, il est insidieusement devenu un emploi,

c'est-à-dire la soumission d'un individu à un autre en échange d'argent. Cet argent permet à l'individu d'acheter des objets que d'autres vont produire. Au début ce fut positif, les pauvres avaient soudainement accès à des biens de consommation et les plus riches gonflaient leurs capitaux. La production a continué d'augmenter chaque année et les besoins ont été, peu à peu, rem-placés par des envies. Les quantités produites furent telles que deux solutions étaient possibles : soit diminuer le temps de travail, soit créer une société basée sur la consommation. C'est ce dernier choix que les syndicaux feront. Chacun commence à rêver de vivre dans le luxe un peu comme son patron. Juste après la guerre, patrons et ouvriers s'accordent sur le pacte social qui veut concilier productivisme, croissance, travail et consommation en échange d'un certain nombre de droits sociaux. Consommer devient à la fois un mode de vie et la condition même de la survie de l'emploi.

En quoi le travail est-il un problème aujourd'hui ?

Tout d'abord qui dit travail dit consommation, dit besoins en ressources naturelles. Or nos ressources ne sont pas éternelles, il existe une empreinte éthologique et sociale que l'Occident dépasse largement. Aux États-Unis, elle est dépassée de six fois ce qui signifie qu'il nous faudrait six planètes pour vivre tous comme eux. Par conséquent, être trop productif c'est prendre dans la bouche des plus pauvres leurs ressources. Hors, la croissance nous oblige à être toujours plus productifs. Chaque année, non seulement les ressources se font rares, mais elles proviennent en majorité de pays éloignés du nôtre. Le productivisme, qui se nourrit du travail des autres, rencontre sa première limite matérielle : deuxièmement le travail est une étape primordiale de l'économie matérielle, elle transforme la nature en produit utilisable. Lors du cycle de vie d'un objet, d'énormes quantités de pollution sont produites : cela va des intrants chimiques dans l'agriculture aux conservateurs dans nos aliments, à la déforestation en passant par la pollution pétrolière,

la destruction des déchets ou le changement climatique ; l'activité humaine crée ces pollutions et l'activité c'est notre travail à tous ! Ainsi de nombreux boulots, au prétexte qu'ils sont économiquement rentables, sont inutiles voir nuisibles pour la société. Il est tout de même curieux que les secteurs les plus rentables soient aussi les plus critiquables, l'industrie pétrolière par exemple, la publicité, la pornographie, la finance, les médias et l'armement alors que l'éducation, la santé, l'aide sociale sont de plus en plus privatisées, englobées par la nécessaire rentabilité. Le développement durable apparaît également dans l'incapacité de rendre propre l'ensemble de notre système car la croissance ne cesse d'accentuer le problème. Ensuite le travail doit être considéré en terme de pouvoir. Contre votre travail vous gagnez un pouvoir d'achat qui vous permet de profiter du travail des autres. Le problème c'est que dans une situation de grandes inégalités sociales, le pouvoir d'achat est une manière de soumettre chaque classe sociale à celle au-dessus de soi. En achetant une télévision, vous utilisez votre pouvoir de faire travailler 200 personnes à sa fabrication, de la faire parvenir au magasin par avion et livrer à votre domicile par un sous traitant d'un grand magasin. Tout est jeu de pouvoir à travers différents niveaux hiérarchiques, du plus riche au plus pauvre ; l'inégalité sociale est fondamentale dans ce système et doit même être préservée car plus le fossé entre les riches et les pauvres est grand, plus la soumission des faibles est forte, plus nous devons travailler pour soutenir la pyramide de la consommation. Le pire c'est que nous n'avons même pas vraiment le choix. Ainsi un français moyen est à la fois victime et bourreau.

Ensuite vient la conformité. Évidemment, il serait si simple de moins travailler en consommant moins. C'est ici que la propagande des médias intervient. Le matérialisme doit être la norme du bonheur, la seule religion possible. Pas moins de 500 milliards de dollars sont dépensés en campagne publicitaire chaque année pour créer le manque là où il n'existe pas. Et ça marche ! L'imaginaire

collectif est totalement soumis aux envies matérielles, en tout cas pour bon nombre d'entre nous. Nous existons car nous possédons des choses. La soif de l'or devient le corollaire de cette frénésie consumériste. Évidemment, c'est aux États-Unis qu'est née cette propagande, mais grâce à la mondialisation les médias dominants n'ont pas tardé à s'aligner. Les divers acteurs économiques savent pertinemment que pour perpétuer ce rêve il faut créer une population docile dont l'objet premier est celui d'acheter des produits. Les leurs ! Rien ! Bénéfice ! Rappelez-vous de ce bon vieux Picsou parti de rien, travaillant dur pour devenir le plus puissant, alors que son neveu Donald est exploité pour un salaire misérable... La doctrine capitaliste est enseignée aux enfants à leur insu et ce bon vieux Donald, pauvre, obligé de travailler c'est vous, c'est nous ! Nous aspirons tous à atteindre un mode de vie Babylonien détaché de la pauvreté, de nos angoisses, des autres humains voire de la mort elle-même. En réalité ce rêve tourne court car le nombre de suicides, de dépressions, de prise de drogues ou de médicaments est en augmentation constante en Occident ; plus les médias amplifient nos envies, plus nous sommes malheureux et pourtant nous nous obstinons à croire que notre bonheur réside dans la taille de notre compte en banque, dans le nombre de pouces de nos téléviseurs ou la capacité de nos *smart phones*. La publicité est un mirage sur un château de cartes, un mirage qui alimente nos fantasmes et dont le pilier qui nous aliène est invisible. Cette folie collective, qui s'est emparée de nous, nous empêche d'imaginer la vie en société autrement que par la compétition, la réussite professionnelle et l'accès à l'argent. Même l'éducation est construite selon ce schéma. Ceux qui se risquent à en sortir sont stigmatisés et vus comme des marginaux ou des fainéants. Étonnant de constater que chez les personnes riches, le fait de ne pas travailler est gratifiant, c'est une marque de réussite, de prestige glorifiée à travers les médias ; par contre vivre proche du revenu de pauvreté est vu comme avilissant, sale et source de

dépendances. Ces perceptions sont en totale contradiction avec la réalité. En effet les personnes riches sont totalement dépendantes de ce qu'elles consomment donc de tous les travailleurs, vous et moi, qui créons ce dont ils ont besoin contre rémunération dans l'espoir de rejoindre à notre tour le top de la pyramide. Le rejet du consumérisme matérialiste est ainsi vu très négativement en société car il représente un déni de la société toute entière.

Voyons à présent comment l'Occident est devenu dépendant de la mondialisation et du travail des plus faibles. Bien que nous soyons les plus grands consommateurs de matières premières, nous possédons également la plus grande économie immatérielle. Grâce à la mondialisation et au pétrole bon marché, l'économie matérielle s'est délocalisée au point où la presque totalité des objets présents dans nos domiciles viennent d'ailleurs, généralement d'Asie. Une grande partie de l'économie du Nord est donc devenue immatérielle. On parle d'une économie d'intelligence ou de services. Certains secteurs de cette économie sont indispensables comme l'éducation, la santé ou l'aide sociale, d'autres par contre le sont beaucoup moins. Prenons le cas de Wall Street qui versera quelques 144 milliards de dollars de rémunérations diverses cette année à brasser du vent. Bien sûr nous produisons encore certains biens matériels chez nous mais des secteurs comme l'agriculture, dont le rôle est vital pour la survie de l'Humanité, sont en crise et résistent mal à la concurrence mondiale. De plus, les métiers manuels sont très mal perçus en société. Les paysans sont considérés comme stupides, sales et arriérés. L'économie immatérielle, quant à elle, ne cesse de croître au fur et à mesure que les villes se remplissent ce qui accentue une dépendance invisible vis-à-vis du reste du monde productif. Ainsi une quantité faramineuse d'emplois ne sert à rien si ce n'est à perpétuer le système lui-même et à combler un chômage potentiellement astronomique. Malheureusement la population ignore souvent à quel point sa survie est dépendante des autres secteurs très éloignés,

trop éloignés... En Ile-de-France, l'indépendance alimentaire est de 4 jours seulement. En cas de pénurie de pétrole par exemple, ce qui est envisagé d'ici 40 ans, et sans énergie pour le remplacer, tous les transports aériens et motorisés seraient bloqués et toutes les grandes villes seraient plongées soudainement dans l'anarchie faute de nourriture, faute de pouvoir se déplacer. Les néolibéraux estiment que l'Homme survivra par un effort soudain d'adaptation ou par l'apparition miraculeuse d'une technologie. Mais pourquoi attendre d'être au pied du mur ? L'économie et la production de biens de nécessité doivent indéniablement se re-localiser afin que chaque zone géographique puisse acquérir sa souveraineté alimentaire.

Enfin nous savons également que l'argent est créé à partir d'une dette envers le capital. Vous pensiez que les banques prêtaient l'argent des petits épargnants ? Grave erreur : à partir d'un euro réel, les banques peuvent distribuer plusieurs milliers d'Euros sous forme de dette. Et d'où vient votre salaire ? De cette dette ou d'un capital privé (Oncle Picsou). Pour combler la dette et l'intérêt de celle-ci, tous les agents économiques doivent être en compétition, croître sans cesse et *in fine* engendrer davantage d'argent dette pour résorber la dette existante. Il faut travailler plus pour gagner plus mais surtout pour empêcher la faillite totale du système. C'est une course sans fin, savamment orchestrée pour enfermer les hommes dans le cycle travail et consommation. Lors d'une catastrophe comme le tremblement de terre en Haïti il s'est passé la même chose, la banque mondiale a prêté des centaines de millions, le pays s'est endetté, les entreprises étrangères se sont installées et la population locale travaille pour rembourser la dette. Le tout est possible grâce à la croissance économique ininterrompue et à la confiance des acteurs en cette croissance. Hors, mathématiquement et matériellement, la croissance sans limite est impossible. Premièrement car nous sommes dépendants de la terre et de ses ressources, deuxièmement car l'homme ne peut pas être

pressé indéfiniment et troisièmement car la croissance tend vers l'infini ce qui la rend de plus en plus insoutenable chaque année. Concrètement, le développement des pays du Sud se fait par leur endettement vis-à-vis du Nord, obligeant ainsi les pays émergents à adopter l'économie occidentale tout en exploitant leurs ressources au bénéfice de l'Occident. C'est une manière d'acquérir des ressources par la ruse, sans recourir à la violence. Or nous savons qu'il est strictement impossible que ces pays consomment comme nous sans une baisse de consommation volontaire ou forcée de notre part. La Chine est d'ailleurs un des rares pays du Sud à envisager ce problème, le pays dépense des fortunes dans l'achat de terrains en Afrique afin d'y produire de la nourriture qu'il puisse importer plus tard. Cette pratique démontre que, pour atteindre un niveau de vie occidental, un pays doit nécessairement exploiter la force de travail et les ressources d'autres peuples. Cette situation est paradoxale car seule une poignée d'individus en profitent réellement. Chez nous, non seulement notre mode de vie nous endette envers des institutions financières invisibles mais nos chefs d'État sont forcés de se soumettre à elles en adoptant des politiques d'austérité. La société de consommation ne fait que renforcer notre endettement, notre soumission au travail, notre dépendance aux ressources du Sud et par la même occasion la crise écologique et sanitaire.

Comment arrivent-ils à vous convaincre de travailler plus alors qu'en deux semaines à peine un homme produit autant de richesses aujourd'hui que pendant toute l'année 1900 ? Nous savons également que, dans les sociétés primitives, deux jours par semaines suffisaient à offrir un toit, à manger et de quoi répondre aux besoins de la communauté. Sans glorifier le passé, imaginez ce qui serait possible avec nos techniques modernes des milliers de fois plus productives ? Grâce aux nouvelles technologies, au gain de productivité et à l'effort collectif, nous aurions dû évoluer naturellement vers une société moins travailleuse, axée sur le partage de

ce qui est produit en surplus, par une réduction générale du temps de travail.

Se libérer du travail, ce que nous appelons le chômage, était une fatalité, un aboutissement de l'évolution. Nous en avons fait un tabou. Comme ce fut le cas tout au long de l'histoire humaine, un système en remplace un autre quand il atteint ses limites. Ce dont nous avons besoin ce n'est pas seulement d'une révolution économique mais également d'une révolution psychologique, d'un basculement des valeurs qui mènera à un changement de paradigme vers une société où l'égalité prendra un sens réel. Cela ne signifie pas que le travail va cesser d'exister, une société sans activités ne peut pas être viable, nous avons besoin localement d'une activité humaine mais qui ne soit pas basée sur l'endettement, la croissance à tout prix ou le consumérisme. L'activité humaine est essentielle mais il semble évident qu'une partie de cette activité aujourd'hui est contre-productive en raison de la pression sociale et environnementale qu'elle occasionne. S'il y a une leçon à retenir de cette histoire c'est de ne pas stigmatiser les individus en marge de la société de consommation comme les pauvres ou les inactifs car pragmatiquement leur impact social et environnemental est bien moindre qu'un consommateur lambda. Il faut aussi comprendre que pour chaque emploi inutile ou nuisible que nous exerçons c'est la collectivité qui en subit le coût indirect. Les modes de vie simples et locaux, collectifs ou non ne doivent pas être stigmatisés car nous savons désormais qu'être trop productif n'est pas synonyme de bonheur et que la fin du pétrole va de toute manière ralentir et relocaliser notre existence. La société de demain devra prendre en compte les besoins de la majorité avant les plaisirs d'une minorité au risque d'essuyer une crise sociale d'envergure mondiale. Pour y arriver, nul besoin d'une dictature, le changement est en chacun de nous ! Nous qui allons à notre tour montrer l'exemple en passant l'information, en sortant nos amis ou notre entourage de leur torpeur, le mouvement est déjà en marche. Nombreux d'entre

vous, dans les marges de la société, créent le changement, s'investissent dans des associations, informent leur entourage de la réalité, construisent leur autonomie, objectent la croissance, adoptent la simplicité volontaire ou favorisent la production locale des ressources. Gandhi disait : « Pour changer le monde il faut se changer soi-même ». Ainsi nous ne pouvons envisager de changement sans à la fois remettre en question notre manière de penser, notre manière de consommer et notre manière de travailler.

Pour un avenir serein !

Mr Mondialisation

Chronique et analyse des luttes sociales de l'automne 2010 dans le département du Gers

La vague de luttes qui a secoué le pays pendant l'automne 2010 mérite grandement commentaires et réflexions. Nous avons publié une première analyse générale dès notre numéro de novembre-décembre. Nous revenons sur le sujet dans ce numéro avec un « retour sur expérience » rédigé par les compagnons de la CNT -AIT du Gers.

DANS LE GERS, les luttes sociales sont toujours limitées, d'habitude, au défilé intersyndical suivant un parcours prédéfini, s'achevant à 11 heures 30 pour permettre au militant « exténué » par sa marche circulaire d'aller déjeuner, une fois le devoir accompli. L'après-midi : quartier libre pour aller consommer pendant la journée de grève.

Pourtant, cette fois-ci, malgré un départ de cet acabit, l'automne a vu naître dans le département, une lutte multiforme et plus intéressante, lutte que nous souhaiterions décrire ici.

Les formes du mouvement social dans le Gers

Ici, le mouvement social a pris plusieurs formes, à savoir :

1. Le mouvement intersyndical : une série discontinue de « temps forts », faite de manifestations au parcours prévu, limité dans le temps et l'espace, co-organisé avec la Police. La « continuité » du mouvement consistait en un rendez-vous quotidien entre 12 et 14 heures en un même lieu, devenant le « lieu symbolique de la lutte ». Ce mouvement a d'emblée été marqué par le refus des AG professionnelles dans l'Éducation (par la PSU) et interprofessionnelles a fortiori (par la PSU, la CGT...). Cette volonté de neutralisation s'est accompagnée d'une tentative intersyndicale de se montrer plus radicale en appelant à des ersatz de blocage (prévus, encadrés, limités), sauf qu'à ces moments, la base motivée et le MAP (Mouvement des Assemblées populaires), plus ou moins confondus, ont toujours débordé, parfois de manière éclatante, en les empêchant de tenir leur discours et en refusant leur ordre d'évacuation (exemple : blocage de l'Airbus).

2. **Le mouvement lycéen** : extraordinaire par sa maturité, méfiant vis-à-vis de la récupération, déterminé dans sa volonté d'action directe, précoce dans son désir d'agir sans attendre les mots d'ordre nationaux ou départementaux.

3. **Le mouvement des assemblées populaires et des blocages (MAP)** : des manifestants insatisfaits de l'intersyndicale se sont rencontrés lors des premières manifestations et ont organisé des assemblées populaires, dont l'objectif clair était de passer à l'action directe contre le Capital et l'État, de leur infliger un coût. Ce mouvement doit lui-même être subdivisé en deux catégories :

a. Le MAP « sous influence » : au début du mouvement, Solidaires, ou la Mairie d'Auch, ont cherché à manipuler les bloqueurs. Cette manipulation prenait la forme du prêt (apparent) de matériel de sonorisation, de participation aux Assemblées Populaires (AP) et aux blocages en servant le discours intersyndical (forcément démobilisateur). Immédiatement, Solidaires a récupéré les AP, en s'attribuant leur organisation dans leurs communiqués. Plus grave, Solidaires a très rapidement saboté les actions en mettant un terme sans raison à un blocage de rond-point, puis en empêchant une tentative de blocage de la ville d'Auch.

La manipulation par la mairie d'Auch (PS) était plus subtile. Elle consistait en un arrangement avec les ouvriers éboueurs bloqués pendant trois jours, mais qui n'étaient pas en grève (avec un ramassage organisé à un autre moment de la journée, le blocage ayant lieu le soir). Ce délai passé, et la volonté de blocage continuant, malgré les tentatives de Solidaires (probablement envoyé par l'Intersyndicale) pour proposer des actions ailleurs, la Mairie a montré les dents, menaçant les travailleurs bloqués, et provoquant la divergence entre bloqueurs et bloqués craignant la répression du PS.

b. **Le MAP autonome** : parvenu à maturité, ce mouvement n'a plus intéressé Solidaires qui a abandonné sa posture « assembléiste ». La raison est une plus grande rigueur dans l'ordre du jour et les tours de parole, qui a empêché les manipulateurs d'effectuer leur besogne. Par ailleurs, la tentative de neutralisation échouait dans la mesure où les fausses propositions d'actions, toujours symboliques, ne recevaient plus la moindre attention.

Le MAP autonome a connu lui-même deux phases : une phase publique, en forme de « happening » au milieu des manifestations, puis une phase « discrète » principalement face à la répression.

Le mouvement des assemblées populaires (MAP)

Contrairement à l'interprétation donnée par des analystes de « gôche », ce mouvement n'était pas complémentaires des « temps forts » : il était supplémentaire. Ce sont des militants divers qui, constatant la neutralisation et l'absence de démocratie de l'Inter-syndicale, ont souhaité dépasser les temps forts, organiser des AP, profiter des appels intersyndicaux pour rallier du monde et passer à l'action directe, en organisant ensuite la continuité de la lutte, l'AP décidant d'un calendrier d'action.

1. **Composition** : La composition des AP était souvent assez stable, avec quelques personnes nouvelles à chaque fois. De cette stabilité est né un respect mutuel dans l'action pour des militants de base porteurs d'idéologies très différentes. Par ailleurs, les AP constituent un révélateur social et assènent parfois une leçon d'humanité : prenaient la parole ceux qui en ont le moins les moyens, ceux qui savent que personne d'autre qu'eux-mêmes ne défendra leur cause. Ont souvent agi ceux qui étaient dépourvus des ressources pour le faire (déplacements, argent, communication...). On notera l'écart existant entre des professions comme les enseignants, souvent prompts à revendiquer une parole confisquée, et leur quasi-absence dans le Gers au sein des AP.

Populaire n'était pas un vain mot !

2. Organisation :

a. **Démocratie et décision** : Les AP ont gagné progressivement en maturité, en acquérant une technique, des outils de décision. On peut lister les éléments déterminants de cette technique :

- tactique d'utilisation des rendez-vous intersyndicaux (le but était de doubler l'organisation intersyndicale en appelant à une AP décisionnelle d'actions directes en prolongement de la manifestation) ;

- rappel systématique des conditions de l'AP (souveraine, décisionnelle, organisée, démocratique, indépendante) ;

- sonorisation nécessaire (ceci est plus qu'un détail ; la sonorisation permet d'aller contre les messages de l'Intersyndicale, mais aussi d'entendre les personnes qui n'ont pas l'habitude de prendre la parole en public) ;

- sonorisation indépendante (dans un premier temps, Solidaires a prêté sa sono portable, ce qui lui a donné l'occasion de récupérer l'action de l'AP à son profit. Il est indispensable de fournir à l'AP une sono sur batteries indépendante des centrales syndicales, même si c'est cher) ;

- matérialisation du cercle de parole (le cercle de parole a été plusieurs fois matérialisé, signalé par une banderole, et devait se tenir au centre de la manifestation ; vouloir l'excentrer signifiait à chaque fois une perte de participants) ;

- présence d'un modérateur rompu aux contre-techniques de détournement d'AP (cette présence était rendue nécessaire par la présence au début de bureaucrates cherchant systématiquement à présenter les propositions symboliques de leur boutique. Là était indispensable un modérateur solide, pouvant leur rappeler qu'ils n'avaient pas le droit de redire à l'envi leur proposition déjà entendue et ignorée par l'assemblée) ;

- structuration : phase d'échange, phase de décision, calendrier d'action, bilan, commission, date de prochaine réunion-bilan (autant d'étapes nécessaires à la réflexion, souvent trop courtes, et au respect de la démocratie des décisions prises dans les précédentes AP) ;

- prise de conscience des avantages et écueils de la médiatisation (au bout d'un moment, la présence des RG et de la Presse a été pointée du doigt : nous étions «attendus» sur le lieu des actions, d'où la réflexion sur une certaine forme de confidentialité sur les rendez-vous et dates après décision).

b. **Action** : l'action décidée en AP doit être planifiée et organisée, avec un support logistique. Le repérage est important pour connaître les voies d'accès, de dégagement, et les obstacles mobilisables disponibles sur place. Les obstacles à déplacer ne doivent pas être trop repérables en amont. L'action doit être expliquée, ce qui ne signifie pas forcément un recours aux médias.

Épilogue

La constitution d'un Collectif Action Gers dont l'action, les motivations sont à analyser. Il n'est pas facile de prendre acte de la fin d'un mouvement social. Le Collectif Action Gers s'est constitué en prolongement des AP, sans en reprendre d'ailleurs les principes démocratiques. Pour un syndicat anarcho-syndicaliste, il paraît nécessaire d'être clair au niveau idéologique et de ne pas adhérer à un tel collectif dans la mesure où il regroupe sur des bases floues des militants très divers (le point commun étant en fait l'anti-capitalisme). Les dérives affinitaires et activistes sont ici très proches, avec la réserve de tout le respect dû à ces personnes rares ayant une conscience politique et militante.

Conclusion

De manière caricaturale, les centrales syndicales ont réalisé leur destin en sabotant le mouvement social qu'elles préfèrent couler sous leur contrôle plutôt qu'amplifier par l'autonomie. Dans le Gers, ce phénomène n'a pas fait exception puisqu'elles ont toujours refusé d'appeler à une assemblée interprofessionnelle des travailleurs en grève. L'argumentaire pusillanime consistant à craindre apparemment l'échec d'une grève générale aboutit à un échec tout court sans même avoir rien tenté, au nom de l'unité syndicale. Cependant, certains travailleurs ont refusé cette mise au pas de la lutte et ont inauguré des formes nouvelles d'action, directes et continues. L'enjeu maintenant est de maintenir les contacts nés de

ces actions pour être opérationnel dès les prochaines attaques de l'État qui ne vont pas tarder : on pense notamment à la branche maladie de la Sécurité Sociale qui va être probablement bientôt sous le feu de la casse gouvernementale. À nous d'être rapides, organisés et efficaces dans la riposte, sans se faire prendre par la répression. Nous pourrions aussi anticiper l'attaque, mais cela est évidemment moins mobilisateur...

SIA32

Lundi 24 janvier 2011

Sous le fouet des crises ... la rue !

« BEN ALI, DÉGAGE ! »

BOUSCULANT SA PEUR, rassemblant courages et espoirs, le peuple tunisien a débarqué son dictateur²². Cette fragile lueur nous montre le chemin. Cependant, ici comme ailleurs, on ne sortira des crises (économique, écologique, alimentaire) sans un changement radical de l'édifice social, sans orienter différemment l'énergie humaine, sans renverser partout la dictature du Capital. Et malheureusement, les tunisiens ne peuvent qu'espérer la démocratie ; mais nous savons bien — nous qui sommes dans l'ancre de cette forme perverse d'idéologie, qui sert de feuille de vigne à l'exploitation capitaliste depuis un bon siècle — qu'ils ne doivent rien en attendre.

En France aussi, au cours de l'automne 2010, nous avons commencé à rompre les rangs. L'État a pourtant tenté d'épuiser notre colère en multipliant les balades en ville mais cette langueur

22. Situation ubuesque : ce « rempart » contre l'intégrisme est allé se réfugier dans le pays qui sponsorise la charia. Alors que le combat des masses pour la « justice sociale » a éclipsé là le fumeux « choc des civilisations ».

a eut des effets dialectiques. Car il n'est pas anodin de mettre autant de prolétaires dans la rue ; surtout quand ces derniers ne semblent pas se lasser. Cette situation ne pouvait que provoquer des regroupements, des discussions, du bouillonnement. Refusant de rester à la remorque d'un capitalisme qui rançonne le futur au plus grand profit du présent, certains ont pris des initiatives nouvelles. Refusant les manifestations sans lendemain des réformistes qui accompagnent la crise, des groupes ont décidé de construire autrement, des individus ont balayé soumission, indifférence et résignation...

Sur Toulouse, notre volonté de sortir de l'atomisation et d'éviter la dispersion s'est cristallisée surtout par la mise en place de meeting de fin de manifestation. Ces Assemblées de rue unitaires, populaires — le samedi 6 octobre, une centaine de personnes a ainsi discuté en cercle pendant près de deux heures, place Wilson — sont un outil spécifique qui n'était pas dans le paysage syndical. Cette première²³ nous a permis à la fois de libérer la parole, d'installer des échanges entre secteurs, de nous rencontrer et de mélanger ainsi nos attentes ; de ne pas subir en tous cas une nouvelle défaite morale. Nous avons ainsi évoqué quantité de questions comme celle de nos besoins fondamentaux (manger, se loger, avoir du temps pour soi et les autres), celles posées par le chaos actuel et la nécessité de dégager une perspective viable !

Nous avons touché les problèmes concrets de toute vie collective : la forme (Qui distribue la parole, clôture les inscriptions ? Le camarade qui sacrifie son désir pour recueillir un compte-rendu) permet au fond d'émerger. Et ressentit les tiraillements entre l'efficacité (nous n'avons pas un temps illimité pour rédiger un tract, convaincre tout le monde, décider d'une action) et

23. Se souvenir dans le passé ouvrier de tels rassemblements ont déjà eu lieu tant à l'Est (Pologne, Allemagne, Hongrie, Russie) qu'en France (Mai-Juin 1968)...

la démocratie directe maximale ! Sans compter la fragilité du LIEU (dès que tu n'as pas de statut officiel, tu tombes dans l'illégalité : exemple des rassemblements de fin de manifestation) ; si des camarades ne s'étaient pas occupés de trouver ce « pavillon sauvage », hautement symbolique, nous serions retournés dans l'atomisation ou le café du coin ?

Ces AG ont aussi permis la rencontre de nombre d'étudiants, de précaires et de syndiqués qui poussaient dans le même sens : chercher l'unité loin des uniformes... Il est clair qu'à contrario nous avons fait fuir les tenants ou les suivistes du syndicalisme. Notre étiquette « autonome, anti-syndicale » a bien servi à établir une cloison étanche entre le gros des troupes, l'immense majorité ouvrière et le microscopique village gaulois (les « marginaux ») que représentaient les deux Assemblées. Nous en sommes là pour l'instant ; par méconnaissance et surtout par volonté (les partisans du syndicalisme font tout pour garder leur troupeau), aucune passerelle n'a pu être installée ! Pourquoi les syndicalistes auraient-ils d'ailleurs mélangé et relié les luttes (chacun reste dans sa boîte et n'en sort que lors des manifestations ou d'actions plus dures comme les blocages économiques ?) puisque dans leur esprit et dans leur pratique bureaucratique, c'est eux qui les coordonnaient...

Les lignes ne bougeront que lorsque nous serons capable de montrer que les AG ouvertes, unitaires, sont des structures efficaces pour la lutte. Sans ce « bon exemple », la plupart des ouvriers combattifs, des syndiqués sincères resteront dans le giron de modèles confortables. Car, comme le disent la plupart des cheminots, c'est « agréable » et vraiment démocratique de discuter en petit comité, avec des camarades que l'on côtoie tous les jours et en qui on a confiance. Pourquoi donc se diluer avec d'autres secteurs ?

Nous vivons une situation inédite. La crise a mis en mouvement des forces conservatrices (religieux, mafieux, ultra-natio-

nalistes) qui cherchent aussi une sortie. L'État se blinde. Il n'y aura plus de pause, mais plutôt un tourbillon d'évènements sur lesquels nous devons de plus en plus peser, sous peine d'être emportés.

Bataillons pour que la vitalité du mouvement dit « des retraites » ne s'évanouisse dans le sable du quotidien. Face à la catastrophe qui vient, la course de vitesse a débuté... pour reconstruire à la base notre avenir commun.

En attendant que d'autres se réveillent, il faut se cramponner, durer, faire le maximum pour continuer à innover, à relier et renforcer ce qui donne des résultats ! D'un pas impertinent, patient et déterminé, relevons ce défi redoutable et magnifique car « *là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve* » (Hölderlin).

Toulouse, le 17 janvier 2011.

Annexes :

Tracts du mouvement

Tract n°1 diffusé le 14/10/2011 — 3000 ex.

Tract n°2 diffusé le 16/10/2011 — 2000 ex.

Tract n°3 diffusé le 19/10/2011 — 2000 ex.

Tract :

Appel à l'A.P. diffusé le 19/10/2011

Tract n°4 diffusé le 21/10/2011 — 2000 ex.

Tract n°5 diffusé le 28/10/2011 — 3000 ex.

Tracts :

« Contre la réforme... mais encore ? »

« Le travail... mais encore ? »

Tract n°6 diffusé le 06/11/2011 — 2000 ex.

Comment éviter la dispersion et l'épuisement ?

SOLIDARITÉ ENTRE TOUS

LES SECTEURS EN LUTTE !

Ce mardi nous étions plus de 3 millions dans les rues en France et plus de 140 000 à Toulouse contre la réforme des retraites. Mais que faire pour transformer ce nombre en force et éviter l'épuisement des manifs-balades ? Certains secteurs ont franchi le pas et se sont mis en grève reconductible, en grève active, pour ne plus être de simples spectateurs des « journées d'inaction » ! Les cheminots, les travailleurs d'Altran, de Freescale, de Technal, de Pôle-Emploi, les Hospitaliers, les étudiants du Mirail et nombre de lycéens nous montrent l'exemple.

Allons-nous les laisser seuls ?

N'est-il pas temps que les Assemblées Générales s'engagent partout dans la grève permanente ? Pourquoi ne pas envoyer des délégations dans les secteurs en lutte, leur apporter notre soutien ou qu'ils convainquent les secteurs hésitants de rejoindre leur dynamique ?

La vraie solidarité c'est celle de la lutte en commun !

Pour cela, en plus des AG de secteurs, il nous faut des lieux pour nous retrouver, discuter ensemble, permettre aux chômeurs et précaires de participer aux débats, trouver des perspectives pour étendre la lutte :

RENDEZ-VOUS EN FIN DE MANIF LE 14 OCTOBRE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE — ALLÉES JEAN-JAURÈS

Pas d'éparpillement ! Restons massivement pour échanger réflexions et propositions d'action, et par exemple partir ensuite tous ensemble aux AG SNCF ou Pôle-Emploi en début d'après-midi.

Enfin, nous proposons à ceux qui le peuvent de **se retrouver tous les jours** pour partager informations et perspectives de luttes :

Devant la Bourse du Travail – Place St Sernin – 18h00

Tract rédigé par des retraités, chômeurs, travailleurs, étudiants et lycéens réunis devant la Bourse du Travail, mercredi soir, 13/10/2010.

— **Faites circuler** — **Ne pas jeter sur la voie publique** —

Chômeurs, Retraités, Précaires, Travailleurs, Lycéens, Étudiants : PRENONS EN MAINS NOS LUTTES !

Ce mardi nous étions plus de 3 millions dans les rues en France et plus de 140 000 à Toulouse contre la réforme des retraites. Mais que faire pour transformer ce nombre en force et éviter l'épuisement des manifs-balades ? Certains secteurs, comme les cheminots, ont franchi le pas et se sont mis en grève reconductible, en grève active, pour ne plus être de simples spectateurs des « journées d'inaction » ! Depuis jeudi, lycéens et étudiants rejoignent le mouvement.

Allons-nous les laisser seuls ?

N'est-il pas temps que les Assemblées Générales s'engagent partout dans la grève permanente ? Qu'est-ce qui nous retient d'agir ? Pourquoi ne pas envoyer des délégations dans les secteurs en lutte, pour apporter notre soutien ou convaincre les secteurs hésitants ?

La vraie solidarité c'est celle de la lutte en commun !

En plus des AG de secteurs, il nous faut des lieux pour nous retrouver, permettre aux chômeurs et précaires — pour qui la notion de retraite n'est déjà plus qu'une chimère — de participer aux débats et trouver des perspectives pour étendre le combat. Pour en discuter :

**RENDEZ-VOUS EN FIN DE MANIF
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE — JEAN-JAURÈS**

Et pour ceux qui le peuvent, retrouvons-nous pour partager informations et perspectives de luttes :

Bourse du Travail – Place St Sernin – Lundi 18h00

Tract rédigé par des retraités, chômeurs, travailleurs, étudiants et lycéens
réunis devant la Bourse du Travail, le 15/10/2010.

— **Faites circuler** — **Ne pas jeter sur la voie publique** —

Face à l'intransigeance et aux provocations du gouvernement, face à la répression policière et à toutes les divisions qu'on nous impose :

**Chômeurs, Retraités, Précaires,
Travailleurs, Lycéens, Étudiants,
PRENONS NOS LUTTES EN MAIN !**

Les manifestations toujours massives montrent notre détermination. Mais que faire pour convertir ce nombre en force, imposer maintenant une autre dynamique et éviter l'épuisement ?

**EXIGEONS DES AG OUVERTES À TOUS !
DÉCIDONS ENSEMBLE LA GRÈVE RECONDUCTIBLE
ET DES ACTIONS COMMUNES !**

Faisons en sorte que ces actions, tout en s'attaquant aux intérêts économiques des patrons et de l'État, favorisent toujours la solidarité et l'extension de la lutte entre tous les secteurs. Partageons ainsi nos expériences, envoyons des délégations de soutien, regroupons nos AG.

LA VÉRITABLE SOLIDARITÉ, C'EST LE COMBAT !

Cette solidarité s'étend naturellement aux chômeurs et précaires — pour qui la notion de retraite n'est déjà plus qu'une chimère. Mais aussi aux étudiants et lycéens que l'État essaie de dissuader de lutter par une répression ignoble et par le recours habituel aux provocateurs.

FACE À LA VIOLENCE ÉTATIQUE, RESTONS UNIS !

Cette lutte que nous menons, d'autres la partagent en Espagne ou en Grèce par exemple : dans tous les pays, la classe ouvrière subit les exigences du Capital et sa soif irrépressible d'accumulation.

**LES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS NOUS REGARDENT
ET NOUS SOUTIENNENT. NE LES DÉCEVONS PAS !**

Retrouvons-nous pour partager informations et perspectives de lutte en fin de manifestations, mais aussi tous les soirs de cette semaine :

Devant la Bourse du Travail – Place St Sernin – 18h00

Tract rédigé par des retraité-e-s, chômeur/euse-s, travailleur/euse-s et étudiant-e-s réuni-e-s devant la Bourse du Travail, le 18/10/2010.

— *Faites circuler* — **Ne pas jeter sur la voie publique** —

APPEL À ASSEMBLÉE POPULAIRE

MARDI 12 la manifestation ne s'est pas dissoute comme à l'accoutumée. Plusieurs centaines de personnes ont occupé le carrefour Jean Jaurès. Pendant trois heures, la rue est devenue **l'espace de discussion et de vie qu'elle devrait être**, fraternel et sans heurts.

Samedi 16, la même expérience a été menée, mais bien vite avortée par les forces de l'ordre.

C'est à ce modèle d'assemblée ouverte que nous appelons :

- à Jean Jaurès, immédiatement ;
- à la Bourse du travail tous les soirs à 18h ;
- à la Chapelle (16 rue Casanova), dimanche à 16h.

Que la parole de chacun(e) puisse avoir droit de cité dans l'espace public.

- **ON SE BAT POUR QUE NOS RÊVES DEVIENNENT RÉALITÉ.**
- **ON SE BAT POUR QUE L'EXISTENCE DE CHACUN(E) COMPTE.**
- **ON SE BAT POUR POUVOIR L'AFFIRMER.**

**...JUSQU'À L'ÉVIDENCE,
JUSQU'À LA VICTOIRE !**

« Tract rédigé par des salariés, étudiants, retraités & chômeurs assemblés à Jean Jaurès. »

« Ne jetez pas — Merci de faire circuler ! »

Face à la détermination de Sarkozy, ses médias et l'État policier à casser la lutte actuelle et à la discréditer par les plus infâmes provocations :

**Chômeurs, Retraités, Précaires,
Travailleurs, Lycéens, Étudiants,
AFFIRMONS NOTRE UNITÉ ET
PRENONS NOS LUTTES EN MAIN !**

La mobilisation et l'enthousiasme lors de la manifestation de ce dernier mardi furent gigantesques. Nous avons le nombre, il nous faut maintenant développer la conscience que ce n'est qu'en se saisissant nous-mêmes des luttes, par la discussion la plus large, la fusion de tous les secteurs, l'appui des lycéens, des précaires, des chômeurs et des étudiants, que nous pouvons réellement gagner et imposer la volonté des plus larges masses.

**TENONS SANS DÉLAI DES AG OUVERTES À TOUS,
DÉCIDONS D'ACTIONS COMMUNES QUI ÉTENDENT
MASSIVEMENT LA LUTTE ET LA SOLIDARITÉ !**

Partageons l'expérience des derniers piquets et blocages : envoyons des délégations de soutien, coordonnons nos efforts. N'est-il pas enfin temps de porter la lutte dans les secteurs les plus massifs : Thales, Airbus ? Notre seule « violence », c'est de vouloir généraliser la grève. La véritable violence, c'est l'État qui la génère ou la provoque.

SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DE LA RÉPRESSION !

Cette lutte que nous menons, d'autres la partagent en Espagne ou en Grèce par exemple : dans tous les pays, la classe ouvrière subit les exigences du Capital et sa soif irrépressible d'accumulation.

**LES PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS COMPTENT SUR
NOTRE VICTOIRE POUR LEURS LUTTES FUTURES !**

Retrouvons-nous pour partager informations et perspectives de lutte dans l'**AG en fin de manifestation**, mais aussi tous les soirs de cette semaine : **Bourse du Travail Place St Sernin – 18h00**. Tract rédigé par des retraité-e-s, chômeur/euse-s, travailleur/euse-s et étudiant-e-s réuni-e-s devant la Bourse du Travail, Le 20/10/2010.



<http://saint-sernin.internationalisme.fr>

— **Faites circuler — Ne pas jeter sur la voie publique —**

*Mépris et cynisme du gouvernement et du MEDEF ; divisions syndicales ;
mauvaise foi médiatique ; répression et provocations de l'État policier :*

**chômeurs, retraités, précaires, travailleurs,
lycéens, étudiants, syndiqués ou non,
PLUS QUE JAMAIS RESTONS SOLIDAIRES,
REGROUPONS-NOUS !**

La mobilisation lors des manifestations est absolument colossale. Des actions déterminées ont lieu. Le gigantesque ras-le-bol contre toutes les conditions de vie, de travail, de galère, qui nous sont imposées déborde largement la question des retraites. La forte combativité qui s'exprime à la base a empêché jusque là l'État et les directions syndicales de siffler la fin de la récréation, prévue depuis longtemps au nom de la « nécessaire négociation ». Mais la lutte active, ouverte, s'étend-elle pour autant ? Ne restons pas coincés entre le calendrier parlementaire et celui des « journées d'action », des « blocages » à répétition qui ne sont un réel soutien à la lutte qu'à condition que les sentiments de solidarité qui les animent permettent aux grèves de s'étendre et de se coordonner.

NE DÉLÉGUONS PAS LA LUTTE ! TOUS MOBILISÉS !

Les assemblées ouvertes qui rassemblent de plus en plus de personnes en fin de manif et chaque jour dans de nombreuses villes, dont Toulouse, expriment une première prise de conscience de notre force et de la volonté de rechercher les meilleurs moyens pour faire aboutir nos exigences, si nous arrivons à mieux renforcer notre union. Continuons !

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE OUVERTE À TOUS
INTERPRO ET INTERCATÉGORIELLE — 14h30
Jeudi 28 octobre – La Chapelle – 36, r. D. Casanova**

Syndiqués, non syndiqués, travailleurs ou chômeurs, retraités, précaires, lycéens et étudiants, ouvrons la plus large discussion pour décider de notre action : Quelles perspectives pour le mouvement actuel ? Comment organiser la lutte ? Quelles actions à venir ? Quels sont les vrais casseurs : les « jeunes » ou l'État ? Quelle stratégie des appareils syndicaux ? Comment manifester notre solidarité (grève, caisses de soutien) ? Quelle « retraite » pour les chômeurs, les précaires ? Quelle « solution » aux retraites dans le cadre capitaliste et du travail salarié ?

<http://saint-sernin.internationalisme.fr> – Faites circuler – Ne pas jeter sur la voie publique

CONTRE LA RÉFORME.... MAIS ENCORE ?

Des millions de personnes sont dans la rue, en grève, en blocage, mais pourquoi donc ? Tout simplement pour **NE PAS TRAVAILLER** deux ans de plus.

N'y a-t-il pas là de quoi questionner le « travail » ?

Cette question, nous avons enfin l'occasion de nous la poser collectivement, parce que nous nous rencontrons dans la rue, dans les AG, sur les piquets, parce que nous nous arrêtons de travailler, parce que nous prenons le temps.

Enfin, nous prenons le temps d'exprimer notre colère et d'imaginer d'autres résistances.

Et, contrairement à ce que veut faire croire la propagande médiatique, **nous ne voulons pas nous arrêter.**

On nous parle « d'essoufflement du mouvement » alors que les actions se multiplient et se diversifient, alors que les luttes et les solidarités s'organisent, ici et ailleurs (Belgique, Allemagne, Brésil, Angleterre, etc.).

On nous parle de travailler toujours plus longtemps, alors qu'en Bolivie l'âge de la retraite vient de passer de 65 à 58 ans.

On nous parle de « mauvais casseurs » et de « bons manifestants », alors que la police se camoufle derrière des autocollants syndicaux !

On nous parle des vieux et des chômeurs qui vivent aux crochets de la société, alors que les rentiers, les financiers, les actionnaires et la classe politique sont nos pires sangsues.

A quand le prochain couplet sur les menaces terroristes, à quand la prochaine grippe ?

Eteignons les téléés. Refusons leurs mensonges. La répression passe par les matraques, et par les esprits aussi.

Débordons des cadres imposés qui servent à mieux nous diviser. Organisons-nous collectivement pour nuire encore à ceux qui nous nuisent.

Un rendez-vous est donné à
La Chapelle (36, rue Casanova) à 14h30

Décidons d'y construire la suite, ne lâchons rien.

LE TRAVAIL... MAIS ENCORE ?

Nous ne sommes pas résigné-es, quel que soit notre âge, à accepter le salariat intermittent ou à durée indéterminée. Le travail salarié, que l'on nous présente comme incontournable, n'est que le fruit d'un rapport de force qui nous contraint et qui permet ainsi au « Capital » (à ces quelques un-es qui spéculent sur nos vies) de se reproduire et de s'accroître. Et tout ça, ça nous pose problème.

Quelques questions qui nous travaillent :

- Travail, emploi, métier, activité, profession, de quoi parle-t-on ?
- Le travail, est-ce quelque chose qu'on a ou pas, ou bien est-ce ce que nous faisons ?
- Un job de merde payé des miettes, qui en veut ? Se faire trimballer de caf en pôle emploi, qui aime ça ?
- Comment refuser de participer à la production de marchandises inutiles et nuisibles ?
- Quels emplois et pour quels besoins ? Quels non-emplois et pour quelles envies ?
- Quelles activités nous nuisent ? Lesquelles nous font vivre ?
- ...



Comment refuser de payer leur crise ? Comment continuer ? Comment être plus forts ?

Notre mobilisation signifie que nous refusons d'accepter tous les sacrifices que tous tentent de nous imposer ou nous demandent d'accepter.

Pouvons-nous faire confiance à ceux qui nous demandent d'attendre l'alternance droite-gauche de 2012 ? Pouvons-nous avoir confiance à tous ceux : gouvernement, patronat, mais aussi les syndicats qui proposent depuis le début de négocier la modification de la loi sur les retraites ?

RETROUVONS-NOUS ENCORE AUJOURD'HUI A LA FIN DE LA MANIF, comme les précédentes aux Allées Jean Jaurès, POUR EN DEBATTRE!

NOTRE UNITÉ, C'EST NOTRE FORCE !

Depuis début mars nous manifestons dans la rue notre refus de travailler de plus en plus longtemps. Depuis le 7 septembre, nous avons manifesté de plus en plus souvent et de plus en plus nombreux :

nous étions jusqu'à 3,5 millions dans la rue le 19 octobre ! C'est avec enthousiasme que nous nous sommes retrouvés aussi nombreux, mais est-ce suffisant ?

SOLIDARITE ET EXTENSION !

Certains secteurs se sont mis en grève et rapidement d'autres ont suivi. Nous ressentons la nécessité d'étendre le mouvement, pour qu'il soit le plus massif possible. Immédiatement, le mot d'ordre fut

celui du blocage de l'économie (raffineries, transports, éboueurs...). Beaucoup d'entre nous ont participé à de nombreuses actions de soutien aux piquets de grève et aux blocages de sites clés de l'économie nationale.

Ce type d'actions sont-elles suffisantes et les plus opportunes, pour développer des réactions de solidarité ?

Seule notre unité et notre solidarité nous permettront de nous imposer face à un Etat qui veut nous persuader que cela ne sert à rien de lutter et que ceux qui continuent de le défier

trouveront en face d'eux des matraques, lacrymos, flash-balls et autres gardes à vue, comme cela s'est passé pour les jeunes parkés place Bellecour à Lyon, entre autres.

POUR AFFIRMER NOTRE UNITE : PRENONS NOS LUTTES EN MAIN !

La mobilisation et l'enthousiasme lors des dernières manifestations furent souvent gigantesques. Nous avons le nombre, il nous faut maintenant développer la conscience que ce n'est qu'en se saisissant nous-mêmes des luttes que nous pouvons réellement gagner et imposer la volonté des plus larges masses.

La discussion dans les assemblées générales doit être la plus large possible. Ce qui veut dire décider des actions qui permettent de créer des liens entre tous les secteurs. Pour cela nous pensons que ces assemblées générales doivent être ouvertes à tous ceux qui nous apportent leur volonté de lutter et leur solidarité.

Chômeurs, retraités, précaires, travailleurs, lycéens, étudiants, immigrés, un seul et même combat !

De nombreux salariés d'autres pays regardent avec attention nos mobilisations. Beaucoup espèrent que notre combat va donner envie à de plus en plus d'ouvriers de se mobiliser contre les plans d'austérité qu'ils subissent déjà depuis plusieurs mois.

Retrouvons-nous pour partager informations et perspectives de lutte dans l'AG en fin de manifestation, nous proposons à ceux qui le désirent de venir partager une soupe fraternelle.

Notre lutte ne doit pas s'arrêter là c'est pourquoi nous proposons de venir en débattre tous les soirs de la semaine à 18h00 : Pavillons Sauvages 35, ave Jean Dagnaux – Quartier des Minimes.

Text rédigé par des retraité-e-s, chômeur/euse-s, travailleur/euse-s, étudiant-e-s le 05/11/2010.

<http://saint-sermin.internationalisme.fr>

Faites circuler

Ne pas jeter sur la voie publique

Que faire ?

*Lorsque l'on sent un vide, sans trop savoir de quoi.
Quand la question n'est plus : « pour qui voter ? » mais « pourquoi ? »
Quand on ne comprend plus ni réformes ni lois.
Quand l'isolement nous rend, croit-on, faible et sans droits.
Quand on voit la misère juste à côté de soi.
Quand on voudrait mieux faire mais que l'on ne peut pas.
Quand on a peur de dire ce que l'on pense tout bas.
Quand la résignation nous fait baisser les bras.
Quand on ne peut plus croire que l'espoir nous sauvera.
Que faire dans ce cas là ?*

À TOUS ceux qui sont perdus, qui ne trouvent plus dans le modèle de société actuel la réponse à leurs interrogations, qui ne se sentent pas à leur place, qui n'ont pas forcément de réponses à apporter eux-mêmes mais simplement le besoin d'exister en dehors des clivages qu'on nous impose, et qui rêvent d'un espace libre de discussion, d'échange, de solidarité et de respect mutuel, les assemblées populaires toulousaines de *Ponzan* et *Saint-Sernin* souhaitent envoyer, comme une bouée de sauvetage, un message de soutien réconfortant : Vous n'êtes pas seuls ! Nous espérons que cette brochure vous donnera envie de partager vos idées sans craindre d'être jugés ou rejetés.

Bonne lecture !

Imprimerie spéciale — Mai 2011
Diffusion Hors Commerce
Frais d'impression à l'unité : 2 €